imagine
DEMAIN LE MONDE
SLOW PRESS
Écologie
Société
Nord-Sud
15 €
N°163 / HIVER 2025

Enquête

La survie de nos forêts

Thomas Piketty : « Il n'y a pas de planète habitable sans égalité »

Sur les traces du Condor des Andes

Prendre soin des humanitaires menacés

Notre cartographie

janvier - février - mars 2025

SUR LE VOLCAN

PORTFOLIO

Ukraine :
ceux qui restent
p.6

—

Espoirs et naufrages
au bout du fil
p.12

—

Un monde humanitaire
sous haute tension
p.18

LE 6e CONTINENT

ENQUÊTE

La survie de
nos forêts
p.24

ZONES FERTILES

REPORTAGE

Sur les traces
du Condor des Andes
p.46

—

Des cuisines
de quartier
p.52

—

CHRONIQUE

BRICS+ : alternative
ou obstacle ?,
*par Arnaud Zacharie
(CNCD-11.11.11)*
p.58

—

Les transformateurs
p.60

—

CHRONIQUE

Commission :
l'extrême droite
en embuscade,
par Olivier De Schutter
p.62

TERRA INCOGNITA

GRAND ENTRETIEN

Thomas Piketty
*« L'égalité est un
combat qui peut
être gagné »*
p.64

—

NOUVELLE DU FUTUR

En rage,
par Nadid Belaatik
p.72

—

CHRONIQUE

Entre
anthropocentrisme,
biocentrisme
et écocentrisme,
*par Raphaël Stevens
et Pablo Servigne*
p.78

LES CONFLUENTS

Je fresque, tu fresques,
nous fresquons
p.80

—

REPORTAGE

Les mères veilleuses
p.86

—

INTERVIEW

Camille Teste
*« Le néolibéralisme
s'est emparé
du bien-être »*
p.90

—

CHRONIQUE

Etes-vous
résonnant ?,
*par Gaëlle Jeanmart
(Philocité)*
p.82

AU LARGE

DOSSIER

Céramique :
retour à la terre
p.94

—

La nature de l'art
p.99

—

Nos coups de cœur
culturels
p.100

—

CHRONIQUE

De l'injustice et des
poupées russes, *par
Philippe Marczewski*
p.104

A nos abonné·es
Vous trouverez dans ce numéro une affiche réalisée par Amandine Dupont. Faites rayonner *Imagine* dans vos réseaux !

Photo couverture : Philippe Moës

Chères lectrices, chers lecteurs d'*Imagine*,

Dans notre métier, le journalisme, l'écriture en « je » est souvent considérée d'un œil suspect. On n'aime qu'à moitié la première personne du singulier, jugée trop subjective, pas assez neutre et impartiale. Et parfois, à raison, un peu pédante. Au diable cette fois les bonnes pratiques : je me lance, un rien aventureux, avec la fierté de l'âme et le cœur ému. Pour écrire avec un « je » pleinement assumé et situé, un dernier éditorial en tant que rédacteur en chef d'*Imagine*. En effet, après onze années extrêmement riches mais intenses, j'ai choisi de quitter prochainement notre magazine avec un profond besoin de souffler, me poser et ralentir.
Avant de partir, je souhaitais vous déposer cette lettre sur le rebord de l'an neuf.
Je suis né en 1971. J'ai débuté ma carrière de journaliste peu de temps avant la création d'*Imagine, le monde allant vert*, en septembre 1996. Je suis un homme, blanc, occidental, de plus de cinquante ans et hétéro. Et, à quelques années près, on pourrait aisément me ranger dans la catégorie des « boomers », cette génération dorée, dont une bonne partie refuse d'admettre la réalité des faits – la gravité des crises climatiques et sociales, les dégâts systémiques et dévastateurs du patriarcat, notamment.
Je suis le père de deux jeunes femmes de 19 et 24 ans, inquiet face au chaos du monde et à leur avenir, de plus en plus éco-sensible l'âge avançant, mais d'un optimisme joyeux et lucide, et animé par une confiance éprouvée et déterminée en l'être humain.
J'ai rédigé mes premiers articles à la machine à écrire, vécu la naissance de l'internet et traversé, en première ligne, le « big bang numérique ». Celui qui a créé l'univers 2.0 et révolutionné de fond en comble notre secteur, la presse. Laquelle doit désormais vivre avec l'intelligence dite « artificielle », la tyrannie des algorithmes et des images en mouvement, l'extrême volatilité et la viralité de l'info qui circule 24 heures sur 24.
Au fil de ma carrière, j'ai été le témoin de quelques événements majeurs de notre histoire récente parmi lesquels la chute du Mur de Berlin, le génocide des Tutsi au Rwanda, la guerre en ex-Yougoslavie, les attentats du 11 septembre, les Printemps arabes, la crise financière de 2008, la pandémie de Covid-19…
Aux côtés de mes collègues d'*Imagine*, de scientifiques, d'intellectuel.les, d'acteurs et d'actrices de la transition, j'ai pris progressivement conscience de l'ampleur et de la mesure des catastrophes environnementales et sociales qui se sont accélérées et multipliées depuis ma naissance.
Comme vous sans doute, j'ai été – et suis toujours –, traversé par une gamme inextensible d'émotions – sidération, colère, tristesse, révolte, angoisse, impuissance… – face à ce qui s'apparente à une destruction programmée, systématique et commise en connaissance de cause de notre maison commune, la Terre.
Mais, à chaque avancée positive, à chaque petite ou grande bataille gagnée, je retrouve des raisons d'espérer et d'agir. Et à chaque fois que je contemple un paysage montagneux, une mer déchainée, une colonne d'oiseaux migrateurs ou un arbre centenaire bien vivant, je savoure et célèbre ces instants de grâce et de beauté convaincu qu'ils dureront une éternité. Sans trop me laisser envahir par cette petite ritournelle de Mickey 3D qui fredonne : « *Il faut que tu respires, c'est demain que tout empire* »…

« Un patrimoine culturel immatériel »

Avec mes collègues, je défends avec force – et continue plus que jamais à croire – en ce journalisme qui tend à construire et à édifier, plutôt qu'à détruire ou à nier. Celui que porte en lui *Imagine*. Un journalisme de l'apaisement, de la responsabilité et de la lenteur. Profondément sensible et empreint d'humanité.
Parce que c'est le seul, à mon sens, capable de rendre compte, avec toute la rigueur et l'humilité qui vont de pair, de la complexité et des nuances d'un monde de moins en moins lisible et compréhensible. L'antithèse d'un certain journalisme expédié, réducteur, approximatif et brutal. Celui qui vit de raccourcis, de clichés, de mots éculés, d'infos insignifiantes et d'images sans lendemain.

« Malgré les fureurs du monde, la vie est immense et vous tend généreusement les bras »

« Il faut continuer à défendre avec force ce journalisme qui tend à construire et à édifier, plutôt qu'à détruire ou à nier. Celui que porte en lui *Imagine*. Un journalisme de l'apaisement, de la responsabilité et de la lenteur »

En 2026, notre média aura trente ans. Et, dans l'histoire de la presse belge indépendante, ce n'est pas rien. « *Votre magazine, c'est un patrimoine culturel immatériel*, me glissait encore récemment une fidèle abonnée à qui je venais de partager les difficultés économiques du secteur. *Il ne pourrait pas disparaître* ». J'ai souri, touché par cette agréable marque de soutien. Avant de me plonger, curieux, dans la longue liste des patrimoines classés par l'Unesco et d'envisager I*magine* aux côtés de la rumba congolaise, de la culture apicole en Pologne et de la lutte coréenne traditionnelle…
Au-delà du compliment, j'ai retrouvé la définition du mot « patrimoine » qui tournicotait dans ma tête : « *Ce qui est transmis à une personne, une collectivité, par les ancêtres, les générations précédentes* (…) *Ce qui est considéré comme un héritage commun* ».
J'ai ensuite épluché nos collections, de 1996 à nos jours, en retrouvant avec régal ce que les fondateurs et fondatrices d'*Imagine* avaient créé d'original et d'audacieux, en ouvrant une voie nouvelle et inexplorée dans la presse belge de l'époque.
J'ai pris ensuite le temps de (re)découvrir ce que notre rédaction avait bâti collectivement : 163 numéros, des dizaines de milliers d'articles, de grands entretiens, d'enquêtes, de photos, d'illustrations, d'infographies… Une quantité impressionnante de faits, de gens, d'initiatives, de savoirs, de belles histoires, de combats, de révélations… Un sacré « patrimoine » et un bel « héritage », de toute évidence. Qu'il s'agit plus que jamais d'entretenir et de choyer. Sans attachement excessif au passé ni nostalgie stérile, mais pour continuer à faire exister et grandir ce qui relève, oui, d'un « bien commun ». Offrir à notre média d'autres vies, nouvelles et inventives. Sur papier, en mode digital ou sur d'autres supports, peu importe la forme. Car ce qui compte, c'est que le cœur d'*Imagine* continue à battre énergiquement. Que son âme, ses valeurs et sa mission d'intérêt général irriguent pour de longues années encore les veines de la société belge.
Pour l'heure, on ne va pas vous le cacher, les temps sont durs, économiquement parlant. La coopérative se déploie bien, à son rythme, mais notre titre connaît une baisse de diffusion payante importante et préoccupante. Et ce malgré le succès d'estime, vos retours souvent généreux et positifs quant aux contenus proposés et la nécessité de défendre une presse comme la nôtre.
On sait que la crise frappe de manière structurelle l'ensemble du secteur. Que les causes de cette érosion sont multiples, parfois incompréhensibles, voire injustes : « l'infobésité », le manque de temps pour lire et s'informer en profondeur, la fatigue informationnelle qui gagne du terrain, la culture du zapping, la concurrence des réseaux sociaux… Que tous les signaux nous invitent à la robustesse médiatique pour faire face à la montée de l'ignorance, de la désinformation et du repli sur soi. On sait tout cela, mais les faits sont têtus, et nous devons composer avec ceux-ci.
J'aimerais ainsi conclure cette lettre en vous rappelant combien la presse indépendante vit d'abord et grâce à vous, ses lectrices et ses lecteurs. Sans vous, rien n'est possible. Sans votre soutien plein et entier, au travers d'un abonnement renouvelé ou offert, d'une part de capital prise dans Imagine COOP ou d'un numéro acquis en libraire, *Imagine* perd en capacité d'agir, d'investir, d'informer et de se projeter.
J'aimerais ensuite vous dire combien ce fut une grande fierté d'assurer la rédaction en chef de ce magazine pendant près de onze ans. J'y ai puisé de la reconnaissance, de la joie, du plaisir et des honneurs. Merci à toutes et tous pour ces moments partagés entre nos colonnes et par-delà.
Durant ces années, j'ai aussi appris et grandi, profondément transformé et nourri par *Imagine* et sa formidable équipe qui le porte. Laquelle va poursuivre, avec tout son talent et son enthousiasme, cette grande œuvre collective.
J'aimerais, enfin, au nom de notre rédaction, vous souhaiter le meilleur pour l'année à venir. Qu'elle soit autant que possible douce et légère. Que vous puissiez prendre soin de vous, de celles et ceux que vous aimez. Car, malgré les fureurs du monde, la vie est immense et vous tend généreusement les bras.

Avec mes sincères et chaleureuses salutations,

Hugues Dorzée,
rédacteur en chef
hugues.dorzee@imagine-magazine.com

Ukraine

C'est la plus grande crise de déplacement de population en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine en février 2022, près d'un tiers des citoyen·nes ukrainien·nes ont été contraint·es de fuir leur domicile. Plus de 6 millions de réfugié·es ont été enregistré·es dans les pays européens, 570 000 autres ont trouvé de l'aide ailleurs dans le monde. Restent sur le territoire ukrainien les 13 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et celles qui n'ont jamais bougé. Des citoyennes et des citoyens qui, même dans les zones les plus abîmées par l'artillerie russe, tentent de maintenir un semblant de normalité. Des femmes qui attendent leurs maris aux côtés d'autres qui ne les attendent plus. Des jeunes qui vivent avec la peur d'être envoyés au front et dont l'adolescence est davantage faite de rage, de révolte et de haine que celles des jeunes de pays en paix. Des enfants auxquels s'impose un avenir dans un pays à reconstruire. Des hommes qui manœuvrent en treillis militaires et d'autres jugés inaptes ou indispensables à l'économie de guerre.
Ce sont ces personnes que le photographe belge Nicolas Dykmans est parti rencontrer et photographier en août 2024. Depuis Kyiv, il a envoyé à *Imagine* une série d'images qui témoignent sans fard des traces laissées par l'envahisseur russe sur les villes et les âmes ukrainiennes.

— Propos recueillis par Vincent de Lannoy

Un reportage
de Nicolas Dykmans

— Nicolas Dykmans

Ceux qui **restent**

« Saltivka est un quartier martyr à l'entrée de Kharkiv, la deuxième ville du pays. C'est un énorme territoire avec de gros blocs de bâtiments construits sous Krouchtchev [premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique de 1953 à 1964]. Aujourd'hui, il n'y en a pas un qui a conservé ses vitres intactes. Elles ont toutes explosé à cause des vibrations des bombardements. Certains bâtiments n'ont même plus de façades. On voit les intérieurs, les bibliothèques et même les livres qui y sont encore rangés.
Quand j'y suis passé, le quartier était quasiment inhabité [40 000 personnes y séjournaient avant la guerre]. J'ai croisé quelques irréductibles, de vieilles personnes qui n'ont nulle part où aller ou des adolescents qui errent. Il y avait ce jeune d'une quinzaine d'années qui sentait l'alcool, laissé à lui-même. »

« L'atmosphère est particulière dans les rues des grandes villes, parfois aussi surréaliste que cauchemardesque. Malgré les marques de la guerre, les rues sont propres. Au pied des bâtiments explosés, il y a souvent des parterres de fleurs impeccables. De vieilles personnes accordent un soin particulier à ces devantures, comme un geste de résilience. »

— Nicolas Dykmans

« C'est dans la ville d'Irpin, dans la banlieue de Kyiv, que l'offensive de l'armée de Vladimir Poutine a été stoppée en mars 2022. Par prévention, l'armée ukrainienne a détruit le pont reliant la ville à la capitale. Les voitures abandonnées par les Ukrainien·nes en fuite ont été détruites par les Russes. Certaines ont aujourd'hui été ramenées et empilées, comme un mémorial. Des tournesols et d'autres symboles ont été peints sur certaines carcasses. »

— Nicolas Dykmans

« Je rencontre des hommes en treillis partout en Ukraine mais à Odessa, ville portuaire, ce sont surtout des marins. En traînant dans les rues, je croise plein de cadets de l'académie nationale maritime. J'ai souvent discuté de l'enrôlement dans l'armée avec les plus jeunes. Ils ont des profils et des attitudes bien différentes. Certains ne sont pas en âge de se battre mais se disent prêts à y aller le moment venu, parce que c'est *"leur devoir de protéger la patrie"* et de *"tuer des Russes"*. Il y en a d'autres qui disent se foutre complètement de cette guerre, que, quoiqu'il arrive, l'Ukraine va continuer à être oppressée par les Russes durant longtemps encore. Certains ont peur et essaient de se cacher. Des enfants de riches qui s'en sortent grâce à leur réseau, à un père chef d'entreprise qui demande un passe-droit pour son fiston qui fait *"un travail primordial pour la patrie"*. Ceux-là se cachent légalement. Mais il y a aussi ce gars qui dort peut-être encore sur une planche de bois dans les escaliers d'un appartement par lequel je suis passé. Il avait fui le Donbass. Les centres de réfugiés étant interdits aux hommes, puisqu'ils sont censés se battre, il se cachait comme il pouvait. »

— Nicolas Dykmans

— Nicolas Dykmans

« Tous les monuments sont encore recouverts de bâches et de sacs de sable pour protéger le patrimoine. Ici, c'est la statue de Richelieu, à Odessa. Elle est célèbre parce qu'elle fait face à l'escalier du Potemkine, connu grâce au film *Le Cuirassé Potemkine* de Sergueï Eisenstein. »

— Nicolas Dykmans

« Les plages ont été rouvertes durant l'été 2024. Cette photo résume un peu mon travail sur place : la vie quotidienne qui continue dans un pays où la guerre se rappelle tout le temps à nous. Ce moment était un peu hallucinant. C'est une plage tout à fait ordinaire, mais les obstacles anti-débarquement n'ont pas été retirés. Je suis tombé sur cette femme qui avait franchi les protections et qui se baladait dans la partie minée. »

— Nicolas Dykmans

"J'ai photographié ce jeune homme à Kyiv en 2024. Il exhibait sans difficulté tous ses tatouages réalisés en prison".

« J'ai rencontré et passé pas mal de temps avec cette jeune femme à Odessa qui pose ici avec les fusils d'un de ses amis. Elle est réfugiée de Marioupol. Quand sa ville a été attaquée, avec ses parents, ils ont eu une demi-heure pour faire leurs sacs et quitter leur appartement. Elle a notamment oublié un iPhone qui est aujourd'hui géolocalisé en Sibérie. Je me souviens de ses mots très percutants. Elle m'a expliqué qu'elle souhaitait que Marioupol soit complètement rasée. Je ne comprenais pas pourquoi, elle m'a dit que c'était comme vouloir brûler ses vêtements après un viol, qu'elle avait un peu le même sentiment. »

— Nicolas Dykmans

— D.R. — Schutterstock

Selon le Missing Migrants Project, 70 689 personnes ont disparu en Méditerranée centrale depuis 2014.

Espoirs et **naufrages** au bout du fil

Depuis dix ans, ils décrochent le téléphone pour sauver des vies. Face à l'inertie de l'Union européenne, les activistes d'Alarm Phone se relaient jour et nuit pour assister directement les migrants qui prennent la mer.

Entassé avec quatre cents autres personnes migrantes sur un bateau à la dérive, un homme lance un appel à l'aide aux secours italiens. « *S'il vous plaît, dépêchez-vous. L'eau entre dans le navire.* » Une demi-heure plus tard, quand l'homme insiste, il est sèchement redirigé vers les autorités maltaises, sous prétexte que le bateau coule plus près de leurs côtes. De son côté, Malte tient le discours inverse. L'embarcation en détresse se situerait non loin de l'île de Lampedusa… Le dialogue de sourds se poursuit. « *Nous sommes en train de mourir, s'il vous plaît.* » Quatre heures et demie après le premier appel, quand le bateau chavire, les secours des deux pays se décident à intervenir. Trop tardivement. Ce 11 octobre 2013, 268 personnes sont mortes dans ce naufrage, dont une soixantaine d'enfants.

Que se serait-il passé si l'opinion publique avait pris la mesure exacte de ce qui se jouait ce jour-là en Méditerranée ? Si ce bateau, et tous les autres avant lui, avaient eu la possibilité d'appeler à l'aide un opérateur indépendant ? Cet insupportable drame aurait-il pu être évité si les autorités maltaises et italiennes avaient été davantage sous pression ? Durant l'année qui a suivi cette catastrophe, ces questions ont animé un collectif d'une cinquantaine d'activistes d'Europe et d'Afrique du Nord. « *On ne pouvait plus se contenter de reconstituer les naufrages et chercher des responsables quand il était trop tard* », explique Rubi, membre du collectif depuis les débuts. « *Il fallait que l'on trouve un moyen d'intervenir en temps réel.* » L'idée d'un numéro d'alarme solidaire leur est alors soufflée par le père Mussie Zerai, un prêtre érythréen dont le téléphone privé s'est transformé en ligne d'assistance pour les personnes exilées. En 2003, il étudiait à Rome lorsque son portable a sonné au milieu de la nuit. Derrière un numéro singulier, celui d'un téléphone satellite, un homme lui a demandé de l'aide dans sa langue natale. C'est en entendant les cris de détresse qui couvraient la voix de son interlocuteur qu'il a compris qu'il ne s'agissait pas d'un canular. Lui-même paniqué, il a appelé les garde-côtes pour les presser d'intervenir. Depuis cette nuit-là, le numéro de Mussie Zerai passe entre les mains de celles et ceux qui se préparent à prendre la mer et se griffonne sur les murs des geôles libyennes. « *Pendant des années, il a fait seul ce qu'on s'apprêtait à faire avec tout un réseau de militants* », souligne Rubi.

Il a fallu plusieurs mois aux activistes pour monter leur projet, Alarm Phone. Pour préparer l'infrastructure logistique et technique du système téléphonique. Elaborer des « plans d'alarme » pour chaque zone maritime. Rédiger les manuels et les différentes procédures à suivre. Et enfin, enrôler et former une cinquantaine de citoyen·nes engagé·es. Alarm Phone ne possède ni équipe de sauvetage, ni bateau, ni hélicoptère, donc n'intervient jamais en mer. C'est avant tout un numéro d'alerte permettant de déclencher et de suivre des opérations de sauvetage, quand celles-ci se font attendre. Le 11 octobre 2014, pile un an après le drame de Lampedusa, le téléphone a commencé à sonner.

« Sauver des gens »

Une décennie plus tard, huit mille embarcations de migrants provenant de tous les coins de la Méditerranée, de l'Atlantique ou de la Manche ont alerté Alarm Phone. Soutenu uniquement par des dons de particuliers, le réseau compte désormais trois cent militant·es bénévoles, organisé·es en équipes locales basées en Europe et en Afrique. Quand ça sonne, les appels sont redirigés vers des téléphones de garde, qu'ils décrochent depuis chez eux, toujours en duo. ›

« A chacune de nos permanences, on peut entendre des gens crier et puis perdre le contact avec un bateau avant d'apprendre qu'il a complètement disparu »

— Rubi, membre du collectif Alarm Phone

Etty et Gabriel font partie de l'équipe de Bruxelles, créée en septembre 2023. Après plusieurs mois de formation aux côtés des activistes de Cologne, le groupe belge fonctionne désormais de manière autonome. A l'aube ou à l'heure du coucher, Etty et Gabriel s'installent face à leurs écrans d'ordinateur sur lesquels s'aligne une série d'onglets : les prévisions météorologiques, le site internet VesselFinder pour suivre en temps réel l'évolution du trafic maritime, les logiciels de traduction, et une carte propre à Alarm Phone, pour encoder les coordonnées géographiques des navires. C'est la première information à demander lorsqu'un bateau les contacte. « *Si les personnes arrivent à nous appeler en pleine mer, c'est qu'elles ont un téléphone satellitaire sur lequel elles peuvent obtenir leur position* », explique Etty qui, quand la connexion le permet, essaie ensuite de savoir si des garde-côtes ont déjà été appelés, l'heure et le lieu de départ de l'embarcation, la destination, la description du bateau, le nombre de personnes à bord et de blessé·es. « *Mais beaucoup de navires ne sont pas équipés de tels téléphones, donc les communications sont souvent très mauvaises. Parfois, on n'obtient que les trois premiers chiffres de la position. Ce qui nous permet de deviner plus ou moins où ils se trouvent. Parfois, on n'entend rien. Juste des gens qui appellent à l'aide.* »

Certains appels leur arrivent également de la terre ferme, de proches inquiets restés au pays. « *On n'a pas de contact direct avec un bateau dans ces cas-là*, explique Gabriel. *On sait juste qu'un tel type de navire a quitté telle côte à une certaine heure. En fonction des conditions météorologiques du moment, on essaie de redessiner la trace de l'embarcation, et puis de la mettre à jour régulièrement.* »

Pour chacune de ces embarcations, l'enjeu est de relayer les informations recueillies aux services de secours officiels. Par tous les moyens. Selon le pays et le contexte politique, ils réagissent différemment. « *Longtemps, les garde-côtes italiens ont été plutôt coopérants, mais c'est moins le cas depuis 2017* », retrace Rubi. Début février de cette année-là, dans un accord controversé soutenu par l'Union européenne, l'Italie s'est engagée à soutenir financièrement les garde-côtes libyens, qui interceptent et renvoient de force les bateaux de migrants vers la Libye. « *Aujourd'hui, ils se contentent de recueillir nos informations, mais ne nous disent presque jamais s'ils interviennent ou non. A quelques exceptions près, Malte et la Libye ne répondent même plus au téléphone. L'Espagne, par contre, est plutôt solidaire.* » La simple retransmission d'une alerte exige donc déjà une certaine ténacité. « *Je suis assez effarée par le nombre de mails que l'on peut envoyer dans le vide et le nombre de fois où l'on se fait raccrocher au nez*, s'inquiète Etty. *Je ne comprends pas qu'on n'ait pas le même objectif avec les sauveteurs maltais ou italiens : sauver des gens.* »

Même sans réponse, ces mails et coups de fil peuvent s'avérer utiles. En empêchant les autorités de nier qu'elles étaient au courant, mais aussi en limitant les pratiques de « *push back* », c'est-à-dire le refoulement des migrant·es vers leur point de départ. Une réalité quotidienne en Méditerranée,

> « Pour certains bateaux, on est leur unique contact. Alors on fixe des rendez-vous téléphoniques pour faire le point sur leur avancement, mais aussi pour les soutenir psychologiquement. »
>
> Gabriel, membre du collectif Alarm Phone

d'après les militants. Etty se souvient d'une conversation avec un groupe de Palestinien·nes échoué·es sur une île grecque après avoir quitté la Turquie : « *Elles et ils étaient coincé·es, certains blessé·es, et effrayé·es à l'idée d'être renvoyé·es à leur point de départ. On savait que la police était déjà sur place, mais on a quand même signalé le naufrage aux autorités. C'était une manière détournée de leur indiquer qu'on était au courant et qu'elles ne pouvaient pas repousser ces personnes vers la Turquie.* »

Tout en cherchant à déclencher des sauvetages, quand les moyens le permettent, les bénévoles d'AP maintiennent le lien avec les personnes à bord des navires. Ils les rappellent pour donner quelques consignes basiques contre l'hypothermie, le mal de mer ou les brûlures d'essence. « *Pour certains bateaux, on est leur unique point de contact*, constate Gabriel. *On fixe des rendez-vous téléphoniques pour faire le point sur leur avancement, mais c'est aussi une manière de les soutenir moralement et psychologiquement.* » Même sans être confrontées à une situation de détresse imminente, c'est évidemment rassurant pour les personnes en mer de savoir que quelqu'un suit leur trace, que leur sort n'est pas totalement inconnu. Si les secours restent arrimés au port, une équipe média d'AP communique les situations des bateaux abandonnés à des journalistes et à la société civile. Quand il est encore temps, c'est un ultime coup de pression pour les pousser à réagir. Quand c'est trop tard, c'est pour dénoncer publiquement qu'autant d'êtres humains ont été repoussés ou laissés pour morts en pleine mer. Sur les rives de la Méditerranée, dans les postes de police, dans les hôpitaux et les morgues, d'autres membres d'Alarm Phone essaient, par ailleurs, de retrouver la trace de ces personnes, avec l'espoir d'amener une réponse aux familles dans l'attente. D'autres encore agissent avant la traversée, au Maroc notamment, pour informer de ses dangers et distribuer le numéro d'urgence.

Sur les cartes d'Alarm Phone

Pleinement engagé·es pour la liberté de circulation, les activistes voient se dessiner sur leurs cartes les conséquences de la politique migratoire européenne qu'ils dénoncent. « *On constate que, pour se rendre en Grèce, les Syriens prennent de plus en plus souvent la mer en Libye plutôt qu'en Turquie*, regrette Rubi. *Aucune nouvelle mesure n'arrête l'immigration. Les personnes empruntent juste d'autres itinéraires, beaucoup plus longs et beaucoup plus dangereux.* »

Dans l'urgence d'un naufrage, les bénévoles essaient aussi d'entrer en contact avec des bateaux civils, de commerce, ou d'ONG comme l'Aurora de Sea Watch ou l'Ocean Viking de Sos Méditerranée. Mais là aussi, des décisions politiques peuvent entraver une intervention.

Depuis mars 2023, une loi italienne interdit aux navires de recherche de mener plus d'une opération de sauvetage à la fois et les oblige à naviguer sans délai vers les « ports de sûreté » qui leur sont assignés après une opération. En outre, dans la pratique, les autorités italiennes les redirigent vers des villes au nord plutôt qu'au sud du pays, ce qui prolonge considérablement leur temps de trajet et limite leur présence en zone de recherche. De quoi frustrer Gabriel et les autres activistes, quand ils voient sur les cartes qu'un bateau est forcé de faire un demi-tour, alors que des appels de détresse ont été émis dans les alentours. « *Désobéir, ce serait prendre le risque de se faire saisir le navire et de ne plus sauver personne durant plusieurs jours* », précise le militant bruxellois.

— Capture d'écran VesselFinder

En accès libre, le site VesselFinder permet de suivre l'évolution du trafic maritime, les mouvements de la plupart des bateaux marchands et non-marchands.

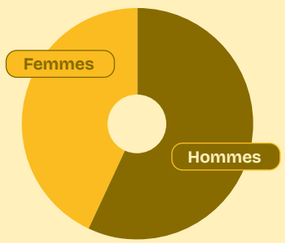
Pour Alarm Phone, cette loi italienne n'est qu'un reflet de notre monde qui se barricade. Dans son rapport de dix ans d'activité, le collectif s'inquiète de « *la vague de racisme, d'autoritarisme et d'inhumanité de plus en plus forte, aussi bien en Europe qu'en Afrique du Nord et ailleurs. Il est à craindre que le régime des frontières devienne encore plus brutal dans les années à venir.* » Si les personnes qui migrent sont criminalisées depuis longtemps, celles qui leur viennent en aide sont, elles aussi, de plus en plus souvent confrontées à la justice. Le père Mussie Zerai en a fait l'expérience en novembre 2016. Placé en examen par les procureurs de Trapani pour aide à l'immigration illégale, il a finalement été blanchi. Comme pour devancer ce genre d'accusation, sur son site web, Alarm Phone affiche clairement sa position et sa solution pour en finir avec les réseaux de passeurs : « *Ces personnes existent et existeront tant que des régimes frontaliers empêchent les réfugié·es et les migrant·es d'entrer légalement dans un pays et les obligent à emprunter des itinéraires secrets, coûteux et dangereux. Ils disparaîtraient en un rien de temps si les personnes qui meurent en mer pouvaient atteindre l'Europe en toute légalité.* »

En Belgique, les activistes rencontré·es ne craignent pas pour leur sécurité. Mais ailleurs en Europe, la situation est différente. « *Depuis un moment, nous n'avons plus de militant·es en Turquie à cause de la situation politique sur place*, explique Rubi. *Nous sommes attentifs à la situation en Grèce et en Italie. Nous devons rester prudent·es.* »

Quand un shift prend fin, ce n'est jamais vraiment terminé. « *En Méditerranée, les traversées durent en général plusieurs jours. Alors quand on passe le relais à d'autres bénévoles, c'est au mieux dans l'incertitude, au pire avec la certitude d'un drame* », témoigne Etty. C'est pour ça, qu'avant de reprendre le cours de sa vie, Gabriel prend le temps de se déconnecter de chaque plateforme, de fermer les onglets un à un, de déchirer ses notes avant de quitter la pièce où il a reçu les appels. « *A l'extérieur du réseau, les gens se demandent souvent comment on tient*, nous confie Rubi. *C'est vrai que nous sommes confronté·es à la mort en mer à chacune de nos permanences, qu'on peut entendre des gens crier et puis perdre le contact avec un bateau avant d'apprendre qu'il a complètement disparu. Mais nous vivons aussi d'autres moments : des sauvetages, des personnes qui arrivent à bon port, des familles qui nous disent merci. C'est très valorisant de savoir qu'on a pu aider concrètement ces gens.* » — **Vincent de Lannoy**

Baromètre Imagine genre & diversité

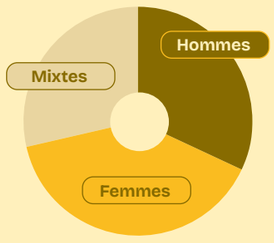
(N° 162 / octobre – novembre – décembre 2024)



Intervenant·es

- Nombre d'intervenants hommes : **72**
- Nombre d'intervenantes femmes : **54**

Parmi celles et ceux-ci, **36** personnes sont perçues comme issues de la diversité d'origine.



Photographies

- Nombre de photos d'hommes : **9**
- Nombre de photos de femmes : **11**
- Nombre de photos mixtes : **8**

Chaque bonne résolution peut avoir un impact. Et, à la Banque Triodos, nous croyons fermement que travailler avec la nature est la clé pour relever les défis climatiques et sociétaux.

Un demi-milliard d'euros pour restaurer la biodiversité… ensemble ?
La Banque Triodos a donc décidé de s'engager - d'ici 2030 - à réserver quelque 500 millions d'euros d'investissements et autres prêts au secteur des solutions fondées sur la nature. Conservation, restauration et gestion durable des écosystèmes : nos projets offrent des bénéfices concrets pour le climat, la biodiversité et… finalement votre bien-être.

Vous aussi, faites le choix d'une finance qui prend soin de demain.

Vous voulez en savoir plus sur nos investissements ou nos produits d'épargne ?

Banque Triodos
La vie autrement. La banque autrement.

Un monde **humanitaire** sous haute **tension**

Dans les différents conflits armés qui frappent le monde, les acteurs humanitaires sont constamment exposés à des situations dangereuses (violences, enlèvements…) et, de plus en plus, à la violation du droit international. Créée par le Belge Olivier Vandecasteele, la plateforme Protect Humanitarians entend renforcer le soutien psychologique, matériel et légal à ces travailleurs et travailleuses de première ligne.

—

Par Vincent de Lannoy

— Caritas

Une fois de plus, la mort est venue d'une frappe aérienne. Le Palestinien Hasan Suboh et trente-huit autres personnes ont été tuées dans la nuit du 24 octobre 2024. Son gilet floqué du logo de Médecins sans Frontières (MSF) a été retrouvé en lambeaux sous les décombres d'une maison à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza. Agé de 41 ans, il avait rejoint l'organisation humanitaire en tant qu'ouvrier qualifié en avril 2019. Il avait une femme et sept enfants.

Mi-novembre, Hasan Suboh figurait parmi les dernières victimes enregistrées dans la base de données qui recense les violences impliquant des humanitaires. Avec 282 personnes tuées, l'année 2024 est désormais la plus meurtrière jamais enregistrée par le secteur. Un record aussi accablant que redouté, puisque les chiffres de 2023 étaient déjà inédits : 595 travailleur·euses ciblé·es par des actes de violence, dont 280 tué·es dans 33 pays différents. Plus de la moitié de ces décès sont survenus à Gaza, où l'intervention humanitaire est plus empêchée que jamais. En octobre dernier, Médecins du Monde publiait un rapport pour documenter et dénoncer un an d'attaques contre ses employé·es en territoires palestiniens occupés. Il y est, entre autres, question de « *bombardements des zones humanitaires* », de « *déplacements forcés de la quasi-entièreté du personnel* », de « *locaux envahis et endommagés par les forces israéliennes* », d'un « *soldat qui ouvre le feu sur un véhicule banalisé* » et de « *collègues blessé·es et décédé·es* ». En un an, seuls quatre camions de l'organisation ont pu outrepasser le siège que Yoav Gallant, puis son successeur Israël Katz, ministres de la Défense israéliens, imposent à la bande de Gaza. Dans ce contexte critique, toutes les organisations tentent de maintenir le contact avec leurs collègues à l'intérieur de l'enclave palestinienne. « *Au moins un coup de fil chaque matin pour essayer de savoir si tout le monde est vivant* », témoigne Sébastien Dechamps, coordinateur humanitaire pour Caritas International. « *Mais il arrive que le personnel disparaisse durant plusieurs jours parce qu'il doit se mettre à l'abri. Il n'est évidemment plus question d'horaire ou d'équivalent temps plein à Gaza. C'est déjà remarquable si les personnes parviennent à rejoindre leur poste de travail deux fois par semaine.* »

Début décembre, 178 travailleurs et travailleuses humanitaires avaient déjà été tué.es en territoire palestinien occupé en 2024.

Au-delà du Proche-Orient, la violence a de nouveau explosé au Soudan et Sud-Soudan. Depuis de nombreuses années, les guerres civiles et conflits intercommunautaires y rendent les interventions particulièrement périlleuses. Et il faudrait certainement aussi parler de Haïti, de la Syrie, de l'Ukraine, du Congo, du Rwanda, pour démontrer que le monde échoue aujourd'hui à protéger le personnel humanitaire. Qui, face à un tel bilan, peut légitimement se demander s'il est toujours le bienvenu sur les zones de crise et de conflit. « *Peut-être…*, souffle Sébastien Dechamps. *Peut-être que certains nous ciblent pour passer un signal, pour nous indiquer que notre travail dérange. Mais la plupart des travailleur·euses visé·es habitent sur place. Personne ne peut leur dire qu'elles et ils ne sont pas les bienvenu·es ou de rentrer chez eux. Ils sont chez eux.* »

Sur les terrains, ce sont majoritairement des locaux qui se mobilisent. Pour exemple, sur les 69 000 personnes qui ont collaboré avec MSF dans le monde en 2023, près de 90 % étaient recrutés localement. Les proportions sont similaires dans les autres organismes contactés. D'où l'urgence de briser le mythe du sauveur expatrié qui percole encore en Occident. « *Bien que quelques-un·es la cultivent encore, la figure héroïque de l'humanitaire étranger a disparu au sein de la profession* », partage Jean-François Corty, président de Médecins du Monde. « *Aujourd'hui, il est admis qu'on a tous et toutes le droit d'avoir peur sur certaines missions. Que ce sont les équipes et les associations locales qui sauvent des vies avant les travailleur·euses expatrié·es. Et que celles et ceux-ci peuvent, malgré eux, être vecteur de certaines idées colonialistes. Mais ces réflexions peinent encore à trouver écho dans les médias et à s'imposer dans le reste de la société.* »

« Le droit humanitaire est devenu si superficiel que nous ne pouvons plus nous reposer dessus pour assurer la protection de nos équipes. Penser l'inverse, ce serait nous mentir à nous-mêmes »

—

Julien Binet, responsable de la gestion du risque chez MSF

Le 20 novembre 2023, cinq véhicules de MSF garés devant une clinique ont été détruits par l'intervention des forces israéliennes à Gaza. — MSF

Outre les équipes nationales et internationales des plus grands groupes, le champ humanitaire comprend également un tas de citoyen·nes qui se mobilisent dans l'urgence, parce que des bombes tombent sur leurs quartiers, par exemple. « *Depuis le début de l'invasion de mon pays, neuf millle nouvelles organisations ont vu le jour en Ukraine* », partage Mila Leonova, directrice de l'ONG CSO, une alliance de seize organisations de la société civile ukrainienne. « *Derrière ces structures, ce sont des enseignant·es, des médecins généralistes, des travailleur·euses du secteur privé et des administrations… Ce sont de nouveaux humanitaires qui – comme pour répondre à l'ennemi – ont décidé de rester au pays et de se soutenir les un·es les autres. Mais en Ukraine, personne n'est en sécurité nulle part.* »
Près de 95 % des incidents répertoriés en 2023 concernent ces humanitaires nationaux. « *Puisqu'elles et ils sont plus nombreux·euses et vivent sur place, elles et ils sont évidemment plus exposé·es. Mais celles et ceux qui occupent des postes qui sortent des bureaux, comme chauffeur·euse ou soignant·e dans différentes cliniques, le sont encore davantage* », précise Julien Binet, responsable de la gestion du risque chez MSF. Les mouvements des équipes sont des moments particulièrement sensibles. Près de la moitié des faits répertoriés ont lieu lors de déplacements, 17 % dans l'espace public, 10 % à la maison. Afin de minimiser au maximum le danger pour le staff national, MSF mène des analyses de risques pour chaque zone où elle se déploie, et briefe son personnel en fonction. « *Tout le monde, peu importe son statut, a un droit de retrait. Si une personne dit "stop", on va tout mettre en œuvre pour la sortir au plus vite de sa mission*, explique Julien Binet. *C'est une règle primordiale, mais qui a sa limite. Si je demande de quitter Haïti, l'organisation peut rapidement me trouver un avion. En revanche, la ou le résident·e de Port-au-Prince qu'on sort d'une mission, il lui sera demandé de rester à la maison. On n'a pas la capacité de lui donner un passeport pour l'Europe, encore moins à toute sa famille. Même si c'est arrivé à Gaza ou en Afghanistan…* »
En juillet dernier, Sébastien Dechamps (Caritas) était lui en Ukraine où il a passé une semaine dans les mêmes bâtiments, exposés aux mêmes risques, que ses collègues de Kiev. Il était couvert par une solide assurance privée, payée par le boulot, alors que ses collègues n'avaient qu'une simple couverture sociale. « *Les employé·es payé·es et envoyé·es par une grosse organisation – si possible occidentale et suffisamment riche – sont toujours mieux protégé·es* », déplore-t-il. « *C'est une injustice. Et c'est en partie à nous, les organisations, de la corriger en incluant plus systématiquement dans nos budgets des assurances privées pour le grand nombre. Mais nous n'avons pas non plus tous les leviers. On dépend également de la volonté des bailleurs, mais aussi de celles des compagnies de voyages et des assurances qui peuvent imposer des conditions. Et il y en a moins lorsqu'il s'agit de travailleurs belges.* »

Fatigue et sacrifice

Particulièrement virulente, cette violence n'est toutefois pas nouvelle. Dès le début des années 2000, le secteur s'est inquiété des effets qu'elle pourrait avoir sur la santé mentale de ses employé·es. Une douzaine d'années plus tard, les plus grands organismes se sont familiarisés avec des notions telles que « *staff care* » (soin du personnel) ou « *duty of care* » (devoir de protection). Pour qu'aujourd'hui, la sécurité émotionnelle et psychologique des travailleur·euses figure parmi les objectifs de toute intervention. Et que de nouveaux termes émergent pour décrire les expériences qu'ils traversent depuis longtemps. « *Dans l'humanitaire, comme dans d'autres professions, l'épuisement est le risque le plus fréquent. Mais au-delà des facteurs habituels comme les pressions du management, la charge de travail ou les échéances, ces professionnel·les évoluent dans des contextes sécuritaires tendus, portent la responsabilité de sauver des vies et sont confronté·es aux témoignages particulièrement lourds des bénéficiaires. Cette situation peut conduire, dans certains cas, à ce que l'on appelle désormais la "fatigue compassionnelle"* », explique Cyril Cosar, psychologue clinicien dans le secteur humanitaire depuis 2006. « *Evidemment, il est aussi parfois question de traumas, liés à une exposition directe à la menace et la violence, ou ce qu'on appelle le "trauma vicariant", plutôt par contamination émotionnelle à force de contacts répétés avec des personnes elles-mêmes traumatisées.* »
S'occuper des autres n'empêche pas d'avoir une vie personnelle marquée par des décès, des maladies et des conflits qui peuvent surgir ou s'actualiser durant une mission. En fonction de son histoire, chaque membre du personnel court des risques différents. Par exemple, les collaborateur·rices nationaux sont bien plus souvent confronté·es à des contextes de violence, de guerre et de pauvreté au cours de leur vie. Ce qui, contrairement à une idée reçue, ne les rend pas plus résilient·es.

> « Les employé·es payé·es et envoyé·es par une grosse organisation – si possible occidentale et suffisamment riche – sont toujours mieux protégé·es »
>
> Sébastien Dechamps, coordinateur humanitaire pour Caritas

« *Plus on a de traumas, plus on risque d'en développer de nouveaux* », recadre le psychologue français. En outre, dans certains pays moins développés, il n'est pas envisageable de renoncer à un salaire qui subvient aux besoins de toute une famille, donc de faillir. Plus globalement, le monde humanitaire lutte encore contre une certaine « culture du sacrifice ». Il n'est pas question ici de prendre des risques physiques, mais plutôt de taire son malheur. « *Un·e expatrié·e peut penser que sa fatigue et ses émotions sont des problèmes de "petit privilégié·e occidental·e", bien moins graves que ceux des personnes qu'elle ou il a soignées la veille* », illustre Cyril Cosar. Une sorte d'autocensure spontanée et naturelle qui peut être élargie à toute la profession, selon Achille Bapolisi Mwira, médecin psychiatre à l'Hôpital Provincial de Référence de Bukavu : « *Les gens s'engagent parce qu'ils souhaitent faire partie de la solution et non du problème. Alors quand ils commencent à aller mal, ils peuvent le garder pour eux afin de ne pas compliquer encore plus la situation. C'est important de leur rappeler que leur premier instrument de soin, c'est leur propre personne, et qu'il faut la préserver.* »
L'enjeu futur sera de démocratiser et généraliser les bonnes pratiques à l'ensemble de la profession, mais les plus grosses organisations proposent déjà un support psychologique aux membres de leur personnel, et parfois même à leur famille. Cela peut par exemple consister en l'organisation et le défraiement de consultations avec les psychologues engagé·es sur les missions, voire avec un service externe lorsque c'est compliqué de se livrer à des collègues. Ce n'est jamais une bonne nouvelle, mais quand le danger est trop prégnant, il arrive également que des services soient complètement arrêtés pour protéger la santé des équipes. Fin novembre 2023, MSF a dû fermer les portes de ses hôpitaux à Port-au-Prince (Haïti) jusqu'à nouvel ordre. « *Nous avons été contraints de prendre cette décision parce que nous avons subi une succession d'atteintes à la sécurité extrêmement graves* », justifiait d'une voix tremblante Sandra Lamarque, coordinatrice des opérations en Haïti. « *Des patient·es ont été extrait·es de force de notre ambulance et exécuté·es. Notre personnel a été menacé de mort et de viol. C'est totalement intolérable et nous ne pouvons plus travailler dans ces conditions.* »
Ces questions de santé mentale sont au cœur de l'initiative Protect Humanitarians. Créé en mars 2024 par le Belge Olivier Vandecasteele – qu'une longue détention arbitraire en Iran a sorti de l'anonymat souvent réservé à la profession –, ce projet vise à améliorer la protection et à mieux soutenir les humanitaires, les survivant·es d'attaques et leurs familles. Quand il rencontre *Imagine*, Olivier Vandecasteele clôture justement deux journées d'étude à Bruxelles afin de mieux appréhender les besoins spécifiques de ses collègues dans le champ de la santé mentale. Autour de la table se sont rassemblés des représentant·es les Nations Unies, du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que des travailleurs et chercheurs de Kiev, Paris, Bukavu, Gaza ou encore Liège. ›

– Anas Mohammed

Les ruines d'une école de l'UNRWA, l'agence de l'ONU dédiée aux réfugié·es palestinien·nes, dans le camp de Nuseirat. Le bâtiment a été touché par les forces israéliennes en juin 2024.

« L'idée était de créer un espace pour partager nos vécus en confiance et essayer de décloisonner des enjeux qui dépassent chacune de nos structures, comme ceux du soutien psychologique aux équipes et de l'exposition à la violence », nous explique l'humanitaire originaire de Tournai. *« Les défenseur·euses des droits humains et les journalistes ont depuis longtemps des organes dédiés à la protection collective de leurs membres, mais pas nous. Pour l'instant, chacun gère ses blessé·es, ses mort·es et ses traumas. On aurait pourtant tout intérêt à échanger, mutualiser et collaborer. »*
Une initiative plus que nécessaire, selon Anna Vovk, psychologue et chercheuse ukrainienne. Avec le Groupe de Protection des droits de l'Homme de Kharkiv, elle fournit un soutien psychologique aux travailleur·euses humanitaires et bénévoles ukrainien·nes. *« Protect Humanitarians permet à notre secteur de rester attentif aux questions de santé mentale et de nous arrêter un instant pour rechercher des réponses collectives*, apprécie-t-elle. *Car sur des terrains aussi critiques que l'Ukraine, les demandes d'aide de la part de la population sont si nombreuses, que ce n'est pas toujours évident de se soucier de la santé des aidant·es. »*
Mila Leonova, à la tête de l'alliance d'organisations ukrainiennes confirme : *« C'est seulement aujourd'hui, après trois années passées dans l'urgence, que nous commençons à nous préoccuper de notre santé. Les gens sont exténués, en état de mort cérébrale pour certains. »*

Des responsables officiels

Ce qui effare aussi le secteur, c'est de constater que ce sont les Etats qui les prennent de plus en plus souvent pour cible. Alors qu'auparavant, les enjeux de sécurité étaient essentiellement liés à des groupes armés non officiels. Sur les trente-trois pays dans lesquels ont été recensées des violences envers des humanitaires en 2023, au moins dix ont connu des attaques perpétrées par un représentant étatique. Un chiffre certainement minimisé par la difficulté d'attribuer des auteur·rices aux actes de violences survenus au cours d'un conflit actif. Il est toutefois significatif que 57 % des décès recensés cette année-là soient liés à des bombardements, une technique presque exclusivement utilisée par les armées.
« Des guerres comme à Gaza, au Soudan ou en Ukraine modifient complètement le paysage sécuritaire », explique Julien Binet (MSF). *« Face aux frappes aériennes, on essaie d'entrer dans des logiques de "déconfliction" avec les belligérant·es. On négocie nos accès, on s'assure qu'elles et ils comprennent le sens de notre action et on notifie tous nos déplacements. Malgré cela, il y a encore beaucoup d'incidents. »* Selon les Conventions de Genève, acte de naissance du Droit International Humanitaire (DIH), les Etats sont pourtant légalement tenus de respecter et protéger les civils et celles et ceux qui leur viennent en aide. *« La situation à Gaza est épouvantable*, blâme Sébastien Dechamps (Caritas). *En trente ans, je n'ai jamais vu un Etat piétiner le droit international de manière aussi systématique. Plus rien ni personne n'y est en sécurité. »*
Evidemment, le secteur n'apprend pas aujourd'hui que des autorités officielles peuvent bafouer le DIH. Tout le personnel de MSF se souvient douloureusement du bombardement de son hôpital à Kunduz (Afghanistan) par un avion de la coalition américaine en octobre 2015, sous Barack Obama. Néanmoins, nos interlocuteurs s'accordent à dire que le droit international humanitaire vit un tournant de son histoire. *« Ce qui nous interpelle aujourd'hui, c'est notamment que les Etats occidentaux, y compris des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, affaiblissent ce droit en maintenant un double standard entre l'Ukraine et Gaza »*, pointe Jean-François Corty (MDM). *« C'est primordial que tout le monde essaie de le raviver, en le brandissant partout, et en exigeant qu'il soit respecté. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous reposer dessus pour assurer la protection de nos équipes. Il est devenu si superficiel, ce serait nous mentir à nous-mêmes »*, regrette Julien Binet (MSF).
Malgré les volées de rapports et de communiqués de presse pour dénoncer la violation inédite du droit humanitaire aux quatre coins du monde, l'impunité règne. *« Malheureusement, il n'existe pas de tribunal dédié à la Convention de Genève*, précise Olivier Vandecasteele. *Alors tout le monde constate qu'on peut kidnapper un journaliste et l'utiliser comme monnaie d'échange, attaquer des convois et des ambulances, ou détruire à répétition des infrastructures civiles protégées par le droit international, sans jamais n'avoir à rendre compte à personne… »* Avec Protect Humanitarians, le Belge aimerait renforcer l'accompagnement juridique de la profession. Par exemple, en coalisant des juristes autour de certains litiges stratégiques dont les verdicts pourraient soutenir l'ensemble du secteur. *« On sait que toutes les organisations n'auront pas la capacité, le temps ni l'argent d'engager des poursuites après chaque violation des droits, mais pour certaines attaques où le responsable est identifié de manière incontestable, il me semble qu'il serait pertinent d'avoir un acteur externe capable de se tourner vers les tribunaux. »*
Face au sentiment d'être *« abandonné·es par ceux qui ont vraiment le pouvoir »* partagé par certain·es, le monde humanitaire place effectivement ses espoirs dans la justice. *« Les textes de droit existent. Ils sont assez complets et justes, à en croire les spécialistes. Il s'agit maintenant de les faire respecter »*, insiste Jean-François Corty. *« Nous, on va continuer de les défendre, de soutenir les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de rappeler les recommandations du Conseil des droits de l'homme, de dénoncer les pressions sur la Cour pénale internationale et, surtout, de redire que le droit n'est pas un outil de domination, mais de justice. »* Le combat sera long. A l'heure de boucler cet article, le ministère français des Affaires étrangères a laissé entendre que le Premier ministre israélien Binyamin Netanyahou pourrait bénéficier d'une *« immunité »*, en dépit du mandat d'arrêt émis contre lui par la Cour pénale internationale. –

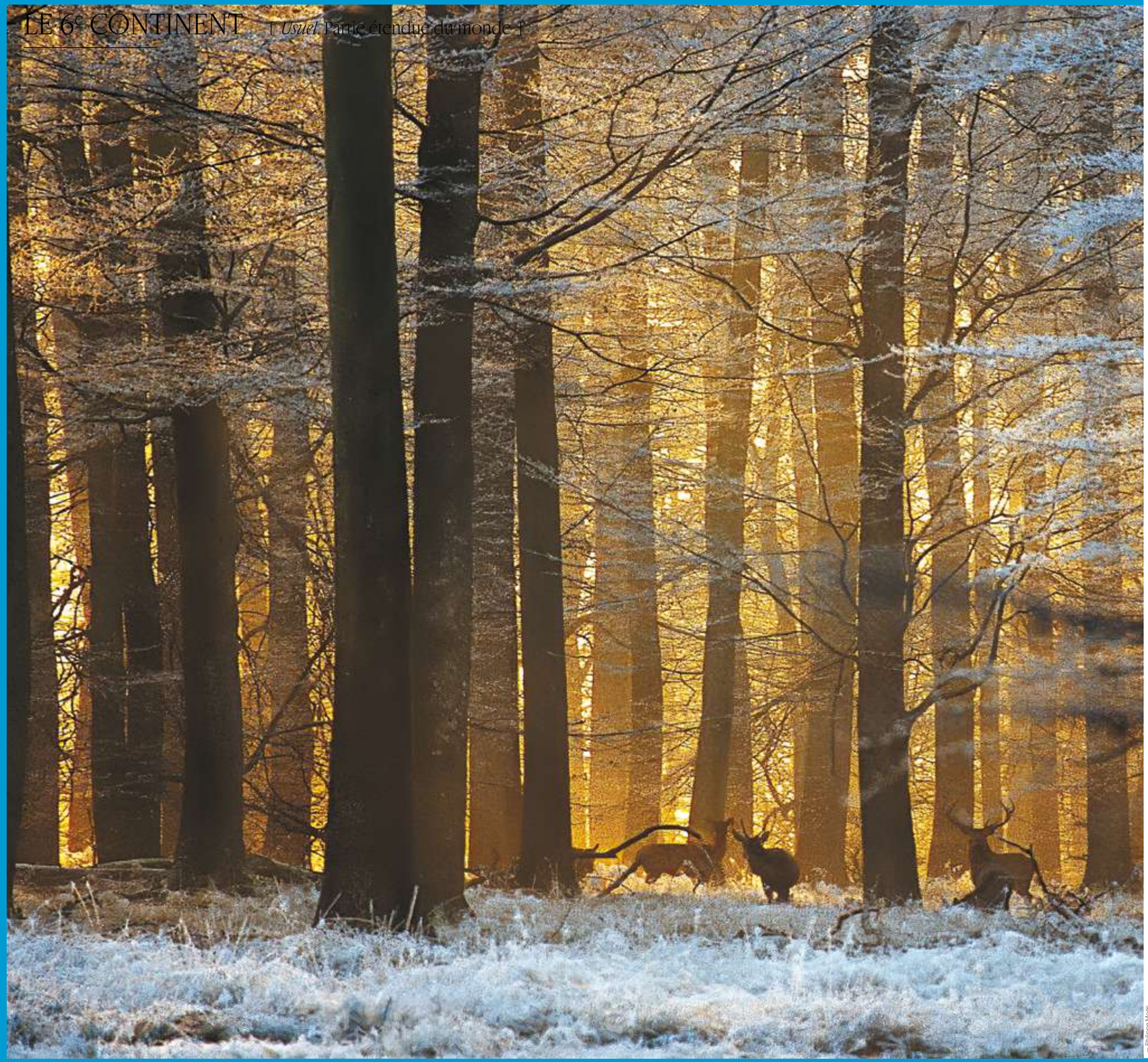
> « Tout le monde constate qu'on peut attaquer des convois humanitaires et des ambulances sans jamais n'avoir à rendre compte à personne… »
>
> Olivier Vandecasteele, Protect Humanitarians

Protect Humanitarians

Durant vingt ans, Olivier Vandecasteele a répondu à des crises humanitaires dans des contextes difficiles, notamment en Afghanistan, au Mali, au Maroc et en Iran. Après avoir occupé le poste de « directeur pays » pour plusieurs ONG, il a été enlevé et détenu arbitrairement par les autorités iraniennes pendant 456 jours. *« Comme le temps passait, et au vu des accusations qui étaient portées contre moi, j'ai assez vite compris que mon poste de chef de mission n'était plus une possibilité*, raconte-t-il. *Dans ces moments-là, pour éviter de sombrer, ça a été important de penser à ce que je pouvais faire après. J'ai compris assez vite que ça allait tourner autour du soutien des travailleurs humanitaires. »*
Un an après avoir retrouvé sa liberté, soutenu par la Fondation Roi Baudouin, il dirige Protect Humanitarians, une initiative mondiale qui, grâce à un fonds d'urgence, souhaite apporter un soutien concret aux travailleur·euses humanitaires ainsi qu'à leurs familles, tout en liguant les différent·es acteur·rices du secteur autour de problématiques transversales comme la santé mentale et la justice. Dans toutes ses communications, Protect Humanitarians veille à replacer les travailleur·euses nationaux au centre des débats. *« Ce sont les staffs nationaux qui sont en première ligne. C'est auprès d'eux qu'il y a le plus d'opportunités d'améliorer nos pratiques »*, insiste Olivier Vandecasteele. Après le panel sur les enjeux de santé mentale en octobre 2024, se prépare désormais un atelier sur l'assistance juridique du personnel humanitaire pour février 2025. Une jeune initiative saluée par tous et toutes les intervenant·es rencontré·es. –

– Vincent de Lamy

Olivier Vandecasteele, Mila Leonova et Achille Bapolisi Mwira à Bruxelles, lors des journées d'étude de Protect Humanitarians.



© Philippe Moës

LA FORÊT JOUE SA SURVIE

Bouleversements climatiques, maladies à répétition, exploitation sylvicole intensive, surabondance du gibier... Face au dépérissement structurel de la forêt, la majorité des acteur·rices s'accordent sur les remèdes essentiels pour atteindre « la forêt résiliente ». Les « coupes à blanc » opérées dans la limite des moyens alloués à la forêt et l'absence de vision coordonnée sont pointées du doigt. A la vitesse de l'escargot, la forêt de demain émerge. Mais ses racines demeurent fragiles face aux conservatismes dans la gestion et aux replis qui se dessinent.

—

Une enquête
de Christophe Schoune
et Laure de Hesselle

Photos : avec l'aimable
collaboration
de Philippe Moës

A une cadence soutenue, Philippe Moës s'enfonce à pied dans la forêt domaniale de Saint-Michel-Freyr ce matin-là. Face au parc à grumes de Tenneville, la voirie qui pénètre dans le cœur d'un des plus grands massifs de Wallonie n'a rien d'un sentier de randonnée escarpé. La route asphaltée donne la mesure de l'histoire d'une forêt productive et des engins qui la parcourent quotidiennement depuis plusieurs décennies. Le garde-forestier, en poste au cantonnement de Nassogne, en province de Luxembourg, semble apprécier chaque buisson et chaque arbre comme si c'était son jardin secret. L'agent du DNF (Département nature et forêts) s'arrête et pointe un arbre majestueux. « *Il y a quelques dizaines d'érables qui sont bien développés et celui-ci est vraiment exceptionnel*, se réjouit-il. *Il est rectiligne, n'a pas de branche jusqu'à douze mètres de haut. Puisqu'il est bien en station, on va installer une clôture pour protéger sa descendance et stimuler la régénération naturelle…* »

Derrière la clôture, de jeunes pousses de chênes, de pommiers sauvages, de bouleaux… prennent racine, épargnées par l'appétit de la grande faune qui n'en trouve pas ailleurs. Une forêt étagée, diversifiée, s'élève au ras du sol. Mais l'image est trompeuse. « *La canopée de la hêtraie est catastrophique*, observe avec dépit Philippe Moës. *Les houppiers n'ont presque plus de branches vivantes. Tous ces arbres sont en train de mourir. Le constat est le même partout : les massifs de hêtres sont en train de dépérir sur des centaines d'hectares.* »

« Le constat est le même partout : les massifs de hêtres sont en train de dépérir sur des centaines d'hectares »

— Philippe Moës, agent forestier

Publiée par trois chercheurs de la faculté agronomique de Gembloux (ULiège), une nouvelle étude conduite sur une période de quatre années, sur base de vingt-deux stations analysées constate que le nombre de hêtres dépérissant dans la forêt wallonne est passé de 29 % en 2019 à 55 % en 2022. « *Toutefois, les mortalités n'augmentent pas de façon significative*, nuancent les chercheurs. *Ce résultat montre que le problème rencontré en Ardenne résulte davantage d'une perte de vitalité que d'un accroissement de la mortalité.* »

Dressé pour sa part en 2022 par la Région, le dernier bilan de santé des forêts wallonnes n'était guère plus encourageant. La perte de feuilles (défoliation) excessive concerne plus de 40 % des peuplements forestiers. A l'origine de ce diagnostic, on retrouve une combinaison de facteurs : épisodes climatiques extrêmes (sécheresses principalement), développement d'insectes ravageurs, pauvreté de nombreux sols, inadéquation des essences plantées par rapport aux conditions de la station forestière… Conclusion : « *Les phénomènes de dépérissement observés sont susceptibles de porter atteinte à la résilience de nos forêts dans le contexte actuel des changements climatiques.* »

Près de 40 % des peuplements forestiers sont atteints de défoliation en Wallonie. Pour lutter contre l'impact des bouleversements climatiques, la forêt doit accélérer la diversification de ses peuplements et le remplacement d'anciens massifs dits " monospécifiques ", composés principalement de résineux, de hêtres ou de chênes.

— Philippe Moës

« La toute grande majorité des actions de restauration de la naturalité en forêt n'a qu'un coût très limité ou représente même des gains de rentabilité »

— Marc Dufrêne et Hugues Claessens, professeurs à l'ULiège

Inspecteur général *ad interim* du département Nature et Forêts, Michel Baillij renforce ce sombre état des lieux : « *En Famenne, à certains endroits, toute la chênaie est en train de mourir*, souligne-t-il. *On fait appel aux universités pour identifier les essences qui vont pouvoir supporter les nouvelles conditions climatiques. Avant, le sol et le climat étaient considérés comme constants à l'échelle de la vie d'un arbre. On pouvait choisir les essences adaptées à ces conditions. Aujourd'hui, les forestiers sont confrontés à un futur complexe et incertain.* »

A ce diagnostic peu réjouissant, les experts de terrain ajoutent un risque important : le tassement du sol engendré par la mécanisation et les engins très lourds utilisés pour la coupe du bois et le débardage. « *Ces pratiques accélèrent les effets du dépérissement causés par la crise climatique*, remarque Philippe Moës. *L'essentiel des radicelles nécessaires à l'alimentation des arbres est situé en surface, or le simple premier passage d'un engin est responsable de 80 % du tassement.* »

Pour démontrer cette affirmation, notre guide nous emmène dans différents lieux où l'exploitation forestière renforce le compactage des sols. A chaque fois, le même constat. La forêt se désertifie à proximité des chemins compactés par des engins mécanisés. Plus loin dans le triage, une discussion s'amorce avec un exploitant. La débardeuse navigue sur un chemin gorgé d'eau, creusé par les ornières.

« *Pour le moment, l'entrée en forêt des engins est laissée à l'appréciation du forestier*, souligne notre interlocuteur, auteur de *Cheval vapeur*, un ouvrage consacré au débardage traditionnel. *L'agent a le pouvoir de dire non, stop, on arrête les travaux parce que vous faites trop de dégâts et vous reviendrez quand il fera plus sec. Mais ce principe est compliqué à mettre en œuvre : il n'y a plus d'hiver, donc il ne gèle plus et les exploitant·es ne peuvent plus travailler dans ces moments plus propices. Cela devient vraiment un casse-tête, d'autant que les exploitations sont également interdites en période de nidification.* »

Parmi les solutions envisagées pour limiter l'impact de l'exploitation forestière sur les sols, une piste semble être partagée par de nombreux acteurs : « *En France, l'Office national des forêts teste depuis début 2024 le débardage par câble aérien*, expose Catherine Richard, coordinatrice de l'atelier forêt au sein du réseau Pac. *Cette mesure est très efficace pour limiter l'impact des machines sur les sols et permet de sélectionner les grumes au bon moment même si les conditions climatiques sont défavorables. Tout indique que nous devrions aller dans cette direction que l'on teste à Stoumont pour le moment.* »

Ce dernier exemple en témoigne : les protagonistes de la forêt et les pouvoirs publics ne sont pas restés abattu·es et inactif·ves et tentent de donner des perspectives à une canopée qui s'étend sur 557 000 hectares et couvre 33 % du territoire wallon. Une forêt détenue quasiment à parts égales entre les pouvoirs publics (Région et communes) et une constellation de petits propriétaires privés. ›

« *Grâce au plan de relance, de nombreux projets ont été construits en impliquant le public et le privé pour contribuer au changement culturel et accélérer la diversification des essences forestières*, remarque Lionel Delvaux, directeur politique de Natagora. *Près de dix millions d'euros ont été investis pour former les acteur·rices notamment en s'appuyant sur la régénération naturelle. Aujourd'hui, la volonté politique est de restaurer l'équilibre "feuillus résineux", car elle est l'écho des besoins de l'industrie plus que des préoccupations des forestiers soucieux de la résilience de leur forêt.* »

De son côté, Michel Baillij (DNF), souligne la logique de la lenteur des processus : « *La prise de conscience est bien là par rapport aux enjeux de durabilité. Mais la diversification avance à la vitesse de la forêt*, remarque le patron de l'administration forestière. *On ne peut pas raser du jour au lendemain tous les massifs de résineux. On progresse dans la tête et dans les actes : la diversification des essences est une réalité, la régénération une priorité pour les pouvoirs publics. Plus personne ne plante du monospécifique.* »

Accélérer le mouvement vers la « résilience forestière » ? C'est jouable, considèrent Marc Dufrêne et Hugues Claessens, professeurs à l'ULiège (Agro-Bio Tech) : « *Les 100 000 hectares de forêts feuillues et de plantations résineuses intensives qui occupent des contextes écologiques extrêmes (fortes pentes, sols humides, sols superficiels) ont un très fort potentiel de restauration d'habitats et de développement de tourisme "nature"*, soulignent-ils dans un diagnostic conjoint dédié à « la forêt du futur ». *La toute grande majorité des actions de restauration de la naturalité en forêt (bois mort, arbres d'intérêt biologique, réserves intégrales, abandon de la production de bois dans les contextes écologiques extrêmes...) n'a qu'un coût très limité ou représente même des gains de rentabilité car il s'agit bien souvent d'y limiter ou stopper les opérations sylvicoles.* »

Lancées début 2022, les Assises de la forêt réunissaient une soixantaine d'organisations issues de tous les secteurs concernés (agents forestiers, exploitant·es, chasseur·euses, associations, scientifiques, usager·es...). Résultat : septante-quatre recommandations réparties en six chapitres (accessibilité, aménagement, exploitation, équilibre forêt-gibier, gouvernance, sylviculture) étaient formulées en 2023. Sur cette base, l'ancienne ministre Céline Tellier (Ecolo) proposait au gouvernement une nouvelle stratégie forestière. En vain ! Elle n'a jamais été adoptée.

« *La retranscription, dans un premier jet, d'une stratégie forestière ne reflète plus, pour certains points, l'équilibre qui avait été trouvé entre tous et toutes*, relève Anne-Catherine Dalcq, nouvelle ministre de la forêt (MR). *Suite aux premières rencontres avec les acteur·rices de terrain, l'objectif est de reprendre cette bonne base afin de retrouver une stratégie en accord avec la déclaration de politique régionale de cette législature* ».

Les deux axes préconisés par le nouveau gouvernement MR - Les Engagés ? « *Veiller à assurer l'équilibre feuillus-résineux et poursuivre les mesures visant à l'adaptation de la forêt au changement climatique.* »

« *Mais cette déclaration gouvernementale est globalement muette sur l'enjeu forestier*, déplore Marc Dufrêne. *Ce mutisme est incroyable quand on sait ce que la forêt représente sur le plan des services écosystémiques rendus à la société, sur les plans économique et socio-récréatif.* »

Membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese), expert naturaliste au long cours, Olivier Guillitte a décortiqué chaque plan forestier wallon depuis trente ans. Il abonde en ce sens : « *Il n'y a, à ce jour, pas de clarté sur la manière dont on va avancer pour concilier l'ensemble des enjeux forestiers*, analyse-t-il. *Et quand bien même il y aurait une stratégie, quel est l'agenda, quelles sont les actions nouvelles et avec quels moyens ? Nous n'avons aucune réponse à ces questions. Donc on peut dire qu'on n'est nulle part. La seule vertu des Assises a été de mettre en présence de nombreux protagonistes de la forêt et d'éclairer les points de convergence et de divergences persistants...* »

« Quel est l'agenda, quelles sont les actions nouvelles et avec quels moyens ? Nous n'avons aucune réponse à ces questions. On n'est nulle part »

— Olivier Guillitte, membre du Conseil économique, social et environnemental

La mécanisation du débardage entraîne des impacts considérables sur le compactage des sols et la mauvaise santé des arbres. Des mesures régionales sont attendues par les agents forestiers pour mieux encadrer l'exploitation en forêt.

Ces points sont loin d'être anodins. Qu'il s'agisse, par exemple, de l'impact de la surabondance du gibier sur la régénération forestière, de l'accessibilité de la forêt au public ou du rôle du DNF dans la gestion forestière, les sujets de tension demeurent vifs dans un contexte où les moyens publics alloués par le nouveau gouvernement sont en diminution. Avec un imbroglio autour des chiffres...

Fin décembre 2024, la députée Ecolo Céline Tellier, ancienne ministre de l'Environnement, dénonçait au Parlement « *les coupes à blanc* » opérées par le nouveau gouvernement à travers une diminution de près de 50 % des moyens alloués aux politiques forêt et nature. « *Derrière ces chiffres*, avance la députée, *ce sont des projets concrets qui sont impactés et qui sont aujourd'hui tout simplement défenestrés.* »

Cette version est cependant contredite par la ministre Dalcq (MR) qui estime de son côté la diminution budgétaire globale à 11 % en intégrant, étrangement, des budgets biodiversité liés aux politiques agricoles. « *Le plan de relance, qui était temporaire, se termine en 2026 et a permis d'aider des propriétaires privés et publics vers la diversification*, justifie la ministre. *D'autres projets européens cofinancés par la Région wallonne et l'Europe sont aussi en cours.* » Pour sa part, la direction de l'administration n'a pas souhaité réagir à la sollicitation d'*Imagine* sur cet enjeu des diminutions budgétaires.

Les vertus des arbres morts

Retour dans le massif de Saint-Hubert doré par des couleurs d'automne sous un soleil voilé. Trouver un point d'équilibre entre la production forestière, la conservation de la nature et l'accueil du public : c'est le pari complexe d'une forêt domaniale qui s'étend sur 1 650 hectares sur les communes de Tenneville, Nassogne, et Saint-Hubert. Philippe Moës y arpente ses chemins depuis vingt-huit ans. « *Quand on est passionné comme moi, on a jamais fini dans ce travail* », expose-t-il le long d'une plantation d'essences feuillues dites « secondaires » qui avaient pratiquement disparu en Wallonie. L'agent forestier, qui est aussi un ornithologue passionné, décrit un pic-noir qui passe : « *Nous avons recensé plus d'une centaine d'espèces d'oiseaux*, observe-t-il. *Sur ce plan, la situation évolue positivement grâce à de nombreuses mesures prises en faveur de la biodiversité. L'obligation de laisser se décomposer au moins deux arbres morts à l'hectare est un bel exemple et ce chiffre est largement dépassé ici. Il y a vingt-huit ans, quand j'ai démarré, laisser un arbre mort était presque synonyme de blâme pour les agents forestiers.* » –

Gouvernance

« Transformer le DNF, un Etat dans l'Etat »

Le Département Nature et Forêts (DNF) de la Région wallonne est-il bien aligné et organisé pour faire face aux risques structurels qui menacent son terrain quotidien ? Tenter de répondre à cette question n'est pas une chose simple tant les portes ont tendance à se fermer et les micros se couper pour aborder cet enjeu de gouvernance pourtant peu anodin.

« *La DNF est l'héritage d'une organisation du 18e siècle qui ne correspond plus aux enjeux actuels*, remarque cet observateur de premier plan. *Tout le territoire est représenté à travers des directions différentes d'un endroit à l'autre. Mons couvre par exemple une superficie énorme avec peu de forêts. Une chose est certaine, c'est la dernière administration qui a encore la capacité d'être sur le terrain. Autrefois, il y avait aussi le garde champêtre, il reste le garde forestier. Et cela, il faut le maintenir, mais en changeant la structure et la dynamique de fonctionnement.* »

Réparti en 8 directions territoriales, 33 cantonnements, 66 brigades (qui regroupent plusieurs agents) et 390 triages (superficies forestières sous la responsabilité du garde forestier), le DNF emploie près de 800 agents. Dans sa déclaration de politique régionale, le nouveau gouvernement précise sa volonté de « *moderniser le fonctionnement du DNF* » et de rendre « *plus transparent pour les usagers la distinction entre ses missions de conseil, de gestion et de contrôle* ».

Cette modernisation, le précédent gouvernement (PS-Ecolo-MR) l'a également tentée à sa manière. Poisson-pilote d'une réforme avortée, Pascal Lambert, nommé Inspecteur général pour transformer le DNF en 2021, « *s'est heurté à une fin de non-recevoir des chefs de cantonnements qui ont eu sa peau* », constate cet autre observateur. De quoi est-il question ? Tentative d'analyse avec Marc Dufrêne, professeur à l'ULiège, qui ne ménage pas cette administration dont le rôle est central pour piloter les changements attendus : « *Pour l'instant, très peu d'informations sont standardisées, digitalisées dans les petites unités du DNF, parce que les agents déclarent ne pas en avoir besoin*, constate-t-il. *Mais au bout de trente ans, une fois que le garde forestier est remplacé, tout ce savoir, cette matière grise accumulée, disparaît tout simplement car la transmission n'est pas organisée de manière structurelle avec les outils adaptés à la réalité.* »

La boussole employée par l'ancien directeur, non issu du DNF, était claire : réorganiser les directions, créer de la transversalité entre les départements, augmenter la transparence, susciter la mobilité des agents. Avec une constante : renforcer les compétences et l'action pour faire face aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux de la forêt au 21e siècle. « *Une fois les Assises de la forêt lancées en 2022, Pascal Lambert a vu progressivement les barrières se dresser en interne*, poursuit cet autre interlocuteur. *Jusqu'au jour où la fronde a pris la forme d'une lettre adressée à Bénédicte Hendrichs, directrice générale de l'administration de l'Environnement, signée par onze des douze directeurs de cantonnement en 2023.* »

Lâché, l'ancien Inspecteur, en épuisement, ne reviendra plus dans une administration où il n'avait jamais été le bienvenu. « *Objectivement, ce n'était pas un bon choix*, lâche un membre d'un cabinet de la majorité wallonne, fin connaisseur du DNF. *Pour pouvoir réformer un système, il faut le connaître un minimum de l'intérieur et créer de l'adhésion.* »

« On en vient à se demander si le DNF n'est pas le principal problème pour la forêt. Au sein de cet État dans l'État, il n'y a pas de vision partagée entre tous les étages de l'édifice »

— Un observateur externe

Cet autre acteur de la question forestière se distancie de ce point de vue : « *On en vient à se demander si le DNF n'est pas le principal problème pour la forêt*, souligne-t-il. *Au sein de cet Etat dans l'Etat, il n'y a pas de vision partagée entre tous les étages de l'édifice : la centrale, les directions, les cantonnements, les agents de terrain. La dilution du leadership conduit à une situation où chaque garde forestier mène à sa guise, sur son triage qu'il considère comme son jardin privé, ses missions selon ses propres priorités voire intérêts. C'est la base qui détient le pouvoir au DNF. L'étage du bas décide de ce que fait l'étage du haut. Et cet étage ne bouge pas car l'étage du bas lui dit : "chef, si vous voulez avoir la vie tranquille, foutez-nous la paix".* »

En désaccord total avec ces affirmations, Michel Baillij, nouvel inspecteur *ad interim* du DNF, considère a contrario que « *la vision commune* » vers « *une forêt résiliente* » au sein du DNF ne fait plus de doute aujourd'hui, loin de l'idée d'une « *addition de baronnies* » avancée par plusieurs acteurs externes : « *Il reste peut-être quelques îlots de résistance, mais de mon point de vue, la question de la diversification forestière et de la résilience ne se pose plus : nos formations et nos outils sont homogénéisés sur tout le territoire. Mais il y a l'objectif et la manière : et celle-ci peut différer d'un cantonnement à l'autre.* »

Rejoignant Pascal Lambert dans son diagnostic, plusieurs interlocuteurs considèrent que cette administration travaille encore en silo avec peu de connexions entre les agents : « *On pourrait imaginer un système de rotation des agents tous les cinq ans dans un même cantonnement*, observe Marc Dufrêne. (...) *Un état des lieux d'entrée et de sortie se ferait sur base de relevés cartographiques. Cela permettrait de laisser une trace pour les suivants.* »

Egalement promoteur de cette idée, Gérard Jadoul, administrateur-délégué d'Ecofirst, y discerne l'amorce d'un changement culturel : « *L'ouverture d'un territoire plus large aux agents forestiers, c'est une manière d'oxygéner les regards pour revitaliser la forêt à travers des compétences partagées. La mise en œuvre d'un tel système engendrerait aussi une mise à plat des pratiques. Quand on sait qu'une bonne partie des gardes forestiers passent leur temps à accompagner et gérer des problèmes de chasse qui bénéficient en grande partie à des acteurs privés, on mesure bien les résistances qui sont à l'œuvre aujourd'hui.*»

Pour Michel Baillij, l'idée de soutenir la mobilité des agents est loin d'advenir : « *On en reste au principe de territorialité en intégrant les questions liées à la forêt, la chasse et la nature. C'est à l'agent de faire la synthèse et de trouver le point d'équilibre entre les différents acteurs. Notre métier se résume souvent à gérer des problèmes...*» Dont acte. –

Contrôler, répertorier, transformer, accompagner, sanctionner... Les missions des agents du DNF sont multiples sur le terrain. La réforme de cet ancien corps de police projetée en 2022 s'est heurtée à une levée de boucliers des chefs de cantonnement.

— Ch. S.

Arbres de demain
Climat d'incertitude

Comment aider nos forêts à supporter les changements climatiques à venir ? Entre (très) longue vie des arbres et imprévisibilité des conditions dans lesquelles ils devront grandir, une seule certitude : il faut diversifier, mélanger les essences et les pratiques.

L'incroyable Tombeau du Géant, perle du Parc national de la Vallée de la Semois où de multiples actions de soutien à la diversification des boisements sont en cours. Pour que ce paysage, même s'il est finement modifié, traverse le temps et les changements climatiques.

« Nous ne pouvons pas agir sur les aléas en tant que tels. Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'opérer en amont, en prenant soin du système sol-plante, en investissant dans la restauration des forêts existantes »

Caroline Vincke, professeure en écologie forestière et en anatomie des bois (UCLouvain)

Il s'agit d'une sorte de petit cylindre vertical, d'une dizaine de centimètres, comme planté dans l'arbre. Il est à peine visible. Ce dendromètre automatique à point, puisque c'en est un, mesure très finement la croissance de son hôte, la contraction et la dilatation de ses tissus végétaux. Des chênes, des bouleaux, des épicéas, des hêtres, des tilleuls... Ils sont des dizaines à être ainsi scrutés depuis deux ans par les chercheurs de Gembloux Agro-Bio Tech – ULiège. « *Nous cherchons à comprendre comment ils se comportent face aux changements climatiques*, explique Hugues Claessens, professeur en gestion des ressources forestières. *Quelles sont leurs évolutions pendant les périodes sèches, les périodes humides ou froides. Leur croissance est fort différente, on perçoit déjà mieux leur adaptation à leur milieu.* »

Partout, dans les forêts comme dans les laboratoires, tout qui s'intéresse aux questions sylvicoles, aux arbres, est inquiet. Particulièrement depuis la sécheresse de 2018 et la crise des scolytes, ces insectes qui font notamment mourir chez nous les épicéas, le dépérissement des massifs forestiers est visible, tangible. Et tout le monde se dit que ce n'est pas fini... Car le changement climatique va, d'évidence, avoir un impact fondamental dans le domaine.

« *Il faut être assez modeste*, recommande Quentin Ponette, professeur à l'UCLouvain de sylviculture et d'écologie forestière. *Parce que la manière avec laquelle le climat va évoluer est quelque chose qu'évidemment on maîtrise mal. De plus, les modèles existants donnent des prédictions différentes, même sous un même scénario, selon leur localisation. Parce qu'il faut non seulement prendre en compte l'arbre en tant qu'individu mais aussi son peuplement, son environnement, etc.* »

L'incertitude est donc le maître-mot. La durée de vie d'un arbre, potentiellement de plusieurs centaines d'années pour certains, est sans commune mesure avec nos capacités de prévision. « *Nous nous basons sur un scénario dessiné en 2010*, explique par exemple Stéphane Vanwijnsberghe, directeur de la sous-division « Forêts et Nature » à Bruxelles Environnement. *L'hypothèse était alors d'une augmentation de température à l'horizon 2100 de 3,2°C. Or nous nous engageons à présent plutôt sur une hausse de 4°C. Et ce différentiel de 0,8°C peut avoir des conséquences énormes sur les essences !* »

Quelques enseignements, tout de même, ont déjà été tirés, les facteurs de dépérissements sont connus... et multiples. Le stress hydrique – l'eau n'est pas suffisamment disponible dans le sol quand l'arbre en a besoin – combiné à la sécheresse de l'air – qui le fait « pomper » l'eau plus fort – sont une combinaison particulièrement toxique. L'arbre s'adapte, ferme ses stomates (ses « pores »), perd des feuilles, développe ses racines vers les endroits encore humides... C'était ainsi lors de la sécheresse de 2018. « *Le prélèvement de CO_2 par les écosystèmes a été réduit d'environ 18 %* », signale Caroline Vincke, professeure en écologie forestière et en anatomie des bois à l'UCLouvain, signe de la contraction massive des échanges. « *Mais cela leur coûte beaucoup d'énergie. Et ces stress deviennent de plus en plus fréquents.* » Des cercles vicieux peuvent s'enclencher, comme l'explique Timothée Fouqueray, docteur en écologie, chercheur postdoctoral du CNRS à l'Institut de l'Ouest - Droit et Europe : « *En perdant leurs feuilles, ils permettent au soleil de mieux pénétrer dans la forêt... au risque d'attraper l'équivalent de coups de soleil, qui fragilisent l'écorce.* » S'y ajoutent l'impact de la pollution, des plantations parfois effectuées à des endroits ou sur des sols pas idéaux... Et des pathogènes à la fois présents en plus grand nombre, car notamment moins éliminés par le gel, et attirés par les arbres plus fragiles.

Anne Chandelier étudie les maladies dues aux champignons au sein du Centre wallon de recherches agronomiques. « *Nous voyons une très nette augmentation de ces problématiques émergentes. Le phénomène apparaît exponentiel, on ne voit pas de saturation. Chaque année, de nouvelles maladies débarquent.* » Ces pathogènes sont soit « importés », soit présents chez nous depuis longtemps. Ces derniers, s'ils ne « *posaient pas de problème dans un contexte d'arbres non stressés* », deviennent néfastes avec le changement climatique. « *Celui-ci ne va pas véritablement apporter de "nouveautés"*, commente Timothée Fouqueray, *mais va vraiment amplifier des problèmes qu'on avait déjà.* »

Diversité à tous les étages

Antoine Crochet gare sa voiture dans un chemin d'exploitation, au cœur de la forêt, non loin de Bertrix. Il est chargé de mission Adaptation de la forêt aux changements climatiques pour le nouveau Parc national de la Vallée de la Semois. Il s'enfonce à travers bois, jusqu'à un espace plus lumineux. On devine un peu plus loin une coupe rase, de défunts épicéas, qui permet aux rayons du soleil d'arriver jusque-là. « *Ici, c'est un orme de montagne*, désigne-t-il, *c'est très rare, ils ont été anéantis par un champignon. Là, un frêne en bonne santé. Eux aussi ont été très touchés par un pathogène il y a quelques années, peut-être celui-ci est-il un résistant ? Nous allons les faire reconnaître comme arbres à graines, pour pouvoir les semer* ›

« Il est possible de diluer le risque : dans une forêt mélangée on va avoir des strates de tailles différentes, et donc des effets de complémentarité plutôt que de concurrence »

—

Timothée Fouqueray, docteur en écologie, chercheur postdoctoral du CNRS à l'Institut de l'Ouest – Droit et Europe

ailleurs en Ardenne. » Un peu plus bas, un érable plane, relativement rare lui aussi, pousse en douceur. Autour de ces précieux feuillus, certains troncs se voient barrés d'un trait rose : une clôture va être installée, pour protéger la zone du gibier, gourmand de jeunes pousses. « *Je ne sais pas pourquoi il y a ici pas mal d'essences différentes. Un effet de l'agent qui s'en occupait dans le passé ? De l'importance de référencer et de suivre ce qui est fait en forêt…* » De cette heureuse situation, Antoine Crochet va profiter pour intensifier la diversification du peuplement d'arbres : amener de la lumière en coupant quelques voisins soigneusement choisis – les hêtres, au couvert intense, empêchent les rayons du soleil de pénétrer le sous-bois, interdisant à toute essence héliophile de croître –, en en conservant d'autres pour maintenir le microclimat adéquat… et laisser se ressemer et grandir des essences diverses.

Car la diversité est devenue « le » mot-clé pour la forêt de demain. « *On a pu constater que la nôtre, globalement dominée seulement par quelques essences est assez fragile* », observe Quentin Ponette. Des essences identiques, parfois de même âge, risquent évidemment bien plus de réagir de la même manière face aux difficultés, qu'elles soient pathogènes, climatiques, de l'ordre du coup de vent ou autre. « *Il est possible de diluer le risque*, explique Timothée Fouqueray, *et dans une forêt mélangée on va avoir des strates de tailles différentes, et donc des effets de complémentarité plutôt que de concurrence, sur la ressource en eau notamment.* »

Reste à savoir quelles essences favoriser ou introduire… « *Même des espèces qui étaient censées être bien adaptées chez nous montrent des problèmes ou des signes de dépérissement* », s'inquiète Quentin Ponette. Diversifier avec les arbres locaux suffira-t-il ? Certains experts l'espèrent, mais il n'y a pas de consensus. Les forestiers peuvent ainsi aider la régénération naturelle, comme Antoine Crochet sur la station près de Bertrix, soit planter des essences locales là où peu de semences diversifiées sont présentes. « *Quand un événement a décimé une parcelle, il faut maintenir les résistants*, conseille Vincent Colson, responsable de la Cellule d'Appui à la Petite Forêt Privée, *constituer des semenciers, et conserver ainsi peut-être par exemple des frênes robustes face à la chalarose qui les décime dans la région.* »

« *L'idée c'est d'avoir une diversité fonctionnelle*, détaille Hugues Claessens, *des essences possédant des fonctions et des manières de répondre aux stress climatiques différentes.* » Beaucoup de recherches travaillent aujourd'hui sur la complémentarité des espèces.

Les arbres ne pouvant s'adapter à la vitesse des modifications du climat et de leur environnement, certains poussent à aller un cran plus loin, et à pratiquer la « migration assistée ». Soit une migration de « provenance », des espèces poussant chez nous mais venues de régions plus méridionales avec leurs gènes espérés plus adaptés à notre situation dans quelques décennies. Soit une migration d'« essences », des espèces exotiques en provenance d'autres continents. La première est crainte par quelques-uns, la seconde décriée par beaucoup. Car les témoignages ne manquent pas, d'espèces devenues invasives ou sources de pathologies. « *Il faut toujours garder l'échelle temporelle des arbres en tête*, conseille Corentin Rousseau, program manager du Parc de la Vallée de la Semois pour le WWF. *Un test doit être surveillé pendant des décennies, le monitoring est à réaliser sur le très très long terme. Déplacer une espèce dans un nouvel environnement est très complexe.* » « *On n'apporte pas l'arbre avec le sol avec lequel il a coévolué*, complète Timothée Fouqueray. *Attention à ne pas mettre une nouvelle pièce dans la machine à solutions techniques qui permettrait de ne rien changer à nos pratiques.* » Et tous de penser au Douglas, arbre « miracle » qui allait remplacer l'épicéa menacé, touché à son tour avec le bouleversement climatique par des pathogènes qui se manifestent massivement.

Choix et compromis

Toutes ces options sont liées à une forêt gérée par l'homme. Mais si l'on omet la fonction économique, laisser pousser librement ne pourrait-il être une option ? Dans beaucoup de nos forêts, encore peu diversifiées – 57 % des peuplements wallons ne sont composés que d'une ou deux essences – la solution n'en est pas toujours une selon Gauthier Ligot, enseignant-chercheur à Gembloux Agro-Bio Tech - ULiège. « *Sans intervention humaine, dans une forêt de chênes et de hêtres, c'est ce dernier, tolérant à l'ombre, qui s'impose : la forêt peut ainsi devenir plus pauvre, aussi bien d'un point de vue de biodiversité que d'un point de vue économique et de résilience. Et puis si nous voulons continuer à utiliser toujours autant de bois, allons-nous aller le chercher ailleurs, en déforestant, peut-être de façon illégale ?* » Au fil de notre promenade dans le Parc national, Corentin Rousseau dresse un portrait nuancé. « *Il y a du mouvement : dans une zone humide par exemple, on allait parfois jusqu'à drainer le sol pour y planter des résineux. Cela devient assez rare, et on va plutôt choisir d'établir là une réserve en libre évolution, qui sera accueillante pour la biodiversité – sans nécessiter de grands investissements.* »

Certains plaident pour la « migration assistée » d'essences venues d'ailleurs, comme le Cèdre de l'Atlas, espérées plus adaptées à notre futur climat. Sont-ils des apprentis sorciers ? D'autres y voient de grands risques d'implanter chez nous espèces invasives ou pathogènes.

— Trees For Future

Pour nombre de nos intervenants, vu nos incertitudes, c'est au final la diversité des approches sylvicoles, au cas par cas, qui est certainement à privilégier, en tendant vers une forme de « sylviécologie », comme il existe l'agroécologie en agriculture. « *Nous ne pouvons pas agir sur les aléas en tant que tels*, complète Caroline Vincke. *Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'opérer en amont, en prenant soin du système sol-plante, en investissant dans la restauration des forêts existantes.* » Laisser notamment beaucoup plus de bois mort, de vieux arbres qui accueilleront biodiversité et potentiels alliés des plus jeunes. « *Evidemment cela coûte : un autre arbre ne poussera pas à cet endroit*, remarque Gauthier Ligot. *On a enseigné par le passé aux forestiers à faire des forêts "bien propres". Mais des compromis sont aujourd'hui nécessaires.* »

Une étude réalisée en 2021 sur l'écotourisme en Ardenne[1] analysait les attirances des visiteurs : 86 % plébiscitaient justement une forêt irrégulière (ou multi-âges), 80 % la présence de bois mort.

La gestion de demain sera diversifiée, plus complexe, plus délicate, plus incertaine. « *Il faut investir en intelligence, et ce fonctionnement-là sera plus coûteux en main-d'œuvre et moins en énergie* », estime Hugues Claessens. « *Les sujets de débat sont nombreux, les dérèglements climatiques viennent mettre un coup de pied dans la fourmilière du droit foncier : que doit-on changer ? Qui a le droit de faire quoi ? Si je suis propriétaire privé, que ma forêt est un nid à espèces invasives, est-ce qu'on peut me forcer à intervenir pour limiter ça ?*, conclut Timothée Fouqueray. *Les choix sont techniques mais avant tout extrêmement politiques, au sens du vivre ensemble, de la définition des priorités collectives, et du respect du droit des uns et des autres.* » –

—

1. Breyne J., Abildtrup J., Dufrêne M., *L'écotourisme en Ardenne : les chiffres clés*, Interreg V - AGRETA, 2021.

Essences à tester

Trees For Future, projet de la Société royale forestière de Belgique, plante et teste des arbres venus du sud, comme ici le chêne chevelu. Leur croissance et leur état de santé sont surveillés avec attention par des bénévoles.

© Trees For Future

Trees For Future, MigForest… La société royale forestière de Belgique explore différentes formes de migrations d'essences. Nicolas Dassonville, responsable formation, reboisement et Trees for Future, nous explique.

« Dès 2018, nous nous sommes inquiétés de la viabilité de nos forêts face au changement climatique. Nous avons alors lancé des tests, en plantant une trentaine d'essences venues d'ailleurs, principalement du sud de l'Europe, donc de climats qui sont similaires à ce que nous attendons ici dans les prochaines décennies. Pour limiter les risques, nous n'importons que des graines, et nous avons réalisé une longue recherche bibliographique en amont pour exclure toutes les espèces ayant connu des problèmes ou pouvant en être à l'origine. 75 000 arbres, répartis sur 52 sites, sont ainsi suivis par des volontaires, formés à reconnaître les principales maladies, les principaux insectes qui peuvent s'y attaquer, et à mesurer leur croissance. Un comité scientifique nous aide à interpréter les résultats.

Nous tentons de sélectionner les parcelles en fonction de ce que l'on sait de l'écologie des essences dans leur pays d'origine – si elles poussent sur un sol calcaire, on trouve ici un sol calcaire. On les installe sur différents sites, avec différentes caractéristiques, pour pouvoir comparer et si possible identifier ainsi les facteurs positifs ou négatifs. Et si jamais une essence se révélait problématique, nous nous sommes engagés à la détruire. Il nous semble moins risqué de tenter des choses avec précautions que de ne rien faire, le dépérissement de beaucoup d'essences s'accélère…

La grande majorité des sites aujourd'hui se porte bien, quand ce n'est pas le cas nous en tirons des enseignements. L'objectif du projet est, dans dix ans, vingt ans, de pouvoir conseiller les forestiers : quelles essences planter où, comment, avec quelles précautions ?

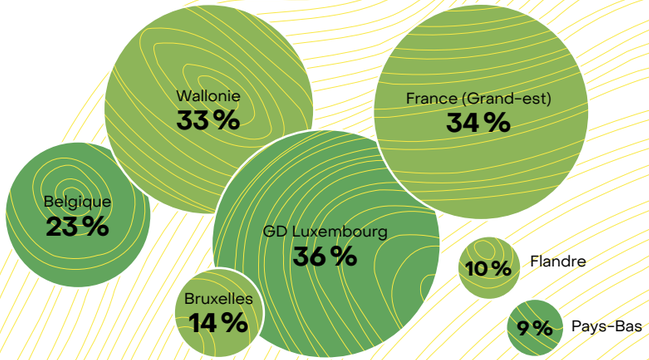
Nous participons également au projet européen MigFoRest, qui concerne l'autre type de migration : nous plantons près de leurs cousins locaux des semenciers d'espèces très proches – un chêne pubescent du sud de la France près d'un chêne pédonculé de chez nous – dans l'espoir qu'ils s'hybrident et que se transmettent des gènes de résistance à notre futur climat. On récolte aussi ainsi des informations pour les pépiniéristes, car il en faudra qui cultivent des plants de nouvelles essences.

Bien entendu, nous ne serons jamais sûrs à 100 %. Nous ne pouvons qu'accumuler des connaissances qui pourront réduire l'incertitude, mais jamais l'annuler. Et puis la migration assistée n'est qu'une pièce du puzzle, elle devra s'intégrer dans une sylviculture beaucoup plus respectueuse de l'écosystème forestier. » –

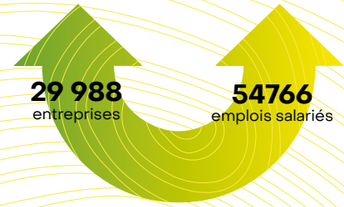
———

www.treesforfuture.be
migforest.nweurope.eu
srfb.be

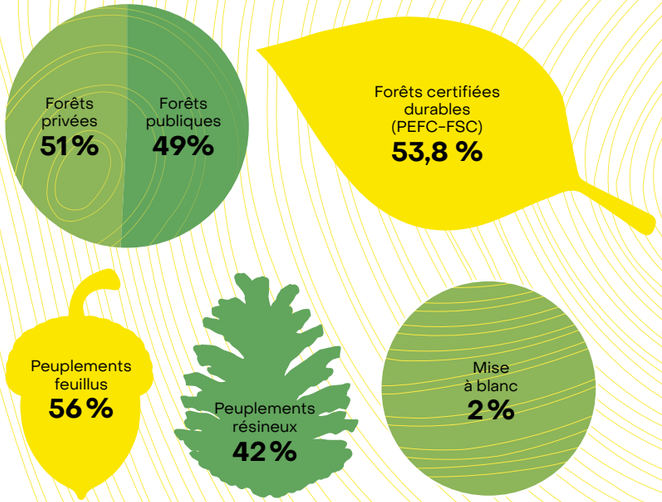
Taux de boisement en 2023



Filière bois
Belgique en 2023



Forêt wallonne en 2023



Taux de récolte de bois
(par rapport à l'accroissement forestier en 2023)

- Belgique : **91 %**
- Wallonie : **98 %**
- Bruxelles : **47 %**
- Flandre : **67 %**
- Pays-Bas : **47 %**
- GD Luxembourg : **60 %**
- France (Grand Est) : **62 %**

Fréquentations observées et estimées dans 14 massifs

8 millions de visites

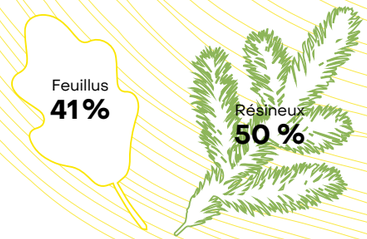
4 millions de type « récréation locale »

4 millions de type « touristique »

Origine des visiteurs

- Internationaux : **20 %**
- Nationaux : **27 %**
- Régionaux (Ardennais sans locaux) : **5 %**
- Locaux : **48 %**

Défoliation (perte anormale de feuilles) en 2021



Sources : Panorabois, Etat de l'environnement wallon, étude Agreta ULiège

Chasse

Un gibier suralimenté et hors de contrôle

Un exemple vaut parfois plus qu'un long discours. Au cœur du massif de Saint-Hubert, Philippe Moës nous emmène le long d'une clôture de 1400 mètres de périmètre, posée voici treize ans pour prévenir les dégâts occasionnés par les sangliers à la régénération forestière. L'effet est saisissant. A l'intérieur de l'enclos, une forêt qui se régénère et grandit. De l'autre, une forêt où plus rien ne pousse. Rasibus.

« *Mais il faut bien se rendre compte,* commente le garde forestier, *que ces dégâts ne touchent pas que la régénération forestière, mais aussi la biodiversité au sens large.* »

L'an dernier, près de 30 000 sangliers auraient été abattus en Région wallonne. Trois fois plus qu'il y a trente ans. Une croissance exponentielle dans les campagnes et en forêt qu'aucun plan de tir ne semble en mesure de réguler pour l'instant selon plusieurs experts. Largement documenté, le nourrissage dissuasif, encouragé par les acteur·rices de la chasse, est pratiqué en théorie pour limiter les dégâts dans les récoltes en plaine. Il joue cependant un rôle moteur dans la croissance des populations de gibiers, renforcée aussi par des hivers plus doux et des fructifications abondantes (glands dont les sangliers se nourrissent).

« *Plus le territoire est grand, plus le nourrissage permet de maintenir les populations au bénéfice des chasseurs et de l'économie locale qui en découle*, constate Lionel Delvaux, directeur politique chez Natagora. *En d'autres termes, le nourrissage, c'est une manière d'entretenir un cheptel. Et tant que cette pratique sera autorisée par la Région, on va maintenir des populations trop importantes avec des impacts considérables sur la faune et sur la flore.* »

Appauvrissement de la diversité d'essences d'arbres, répercussions sur la biodiversité végétale et animale, réduction du stockage de carbone causée par le retard de croissance des semis… Les effets en cascade du nourrissage sont considérables, précise notre interlocuteur. « *Plus grave encore, la consommation sélective des jeunes pousses d'arbres par un gibier surabondant limite la régénération d'essences qui ont pourtant un grand potentiel de survie dans les conditions climatiques futures.* »

Alors que les plans de tir autorisés ne parviennent pas à réguler les populations, les ONG réunies au sein du collectif « Stop dérives chasse » rappellent leur demande d'interdire le nourrissage. Seul, l'ex-ministre Carlo Di Antonio (Les Engagés) avait tenté de braver le lobby de la chasse en prenant un arrêté d'interdiction en 2012. La décision avait fait long feu.

« *Carlo Di Antonio avait dû faire marche arrière quelques semaines plus tard,* se remémore Gérard Jadoul, représentant de Canopea lors de la révision des critères PEFC appliqués en forêt wallonne. *Ma crainte, c'est que le nouveau gouvernement, qui promet à nouveau d'étudier la question de l'équilibre faune-forêt et de prendre des mesures de maîtrise des populations de sangliers, invite à sa table les seuls représentant·es des chasseur·reuses lorsqu'il s'agit d'aborder les enjeux de ruralité.* »

« Le nourrissage du gibier, c'est une manière d'entretenir un cheptel. Tant que cette pratique sera autorisée, on va maintenir des populations trop importantes avec des impacts considérables sur la faune et sur la flore »

— Lionel Delvaux, Natagora

Les surdensités de gibier affectent l'équilibre de la forêt. Les plans de tir ne suffisent plus. La société civile et de nombreuses communes attendent que la Région interdise le nourrissage dissuasif sur tout le territoire.

Seule décision obtenue depuis 2012 par la société civile, la révision de la charte PEFC (label de durabilité forestière européen), l'an dernier, interdit désormais le nourrissage dissuasif entre le mois de novembre et d'avril dans les forêts certifiées, soit 54 % des massifs. « *L'objectif est bien d'enrayer les dynamiques de population en évitant que les laies atteignent 40 kilos car elles deviennent fertiles,* explique Samuel Oldenhove, secrétaire général de PEFC Belgique. *Les effets de cette décision prendront un peu de temps avant d'être observables sur le terrain puisque ce dispositif sera progressivement intégré dans les nouveaux baux de chasse. Nous avons demandé un cadre afin que les propriétaires puissent diriger correctement cela. Il sera impossible, sinon, d'obtenir un équilibre gibier-forêt indispensable.* »

Tandis que les forêts certifiées « durables » concernent l'ensemble des forêts publiques et une minorité de propriétés privées, cette mesure fait grincer les dents dans certaines communes comme Rochefort, qui a décidé de sortir de la certification PEFC. « *La plupart de nos baux de chasse, qui autorisent le nourrissage en sept points différents, viennent à terme en 2027,* remarque Louise Mertz, ex-échevine de l'Environnement (MR). *Il y a beaucoup de marketing dans le plaidoyer du PEFC car notre signature n'aurait rien changé à la situation de fait. Nous réévaluerons cette question en 2027.* »

A l'opposé de cette décision, la commune de Stoumont, dont les forêts sont également certifiées, a interdit le nourrissage sur son territoire en 2022 sur base de la loi de conservation de la nature. « *Nous avons pris un arrêté suite à un audit PEFC de 2021 qui constatait les surdensités de gibier avec près de deux cent cervidés à l'hectare, soit cinq fois plus que ce que la forêt peut supporter,* expose Marie Monville, première échevine sortante (Les Engagés). *Les chasseurs ont perdu leur recours en suspension devant le Conseil d'Etat. Mais la commune attend toujours la décision concernant le recours en annulation.* »

De nombreuses communes confrontées aux mêmes enjeux pourraient s'engouffrer dans la brèche… « *Même si nous savons que cela ne règle pas le problème de fond, cela fait au moins pression sur la Région pour qu'elle prenne enfin ses responsabilités sur ce plan* », remarque Marie Monville.

A la Société royale forestière de Belgique (SFRB), qui soutient les propriétaires privés, les attentes sont convergentes : « *Vu le morcellement des propriétés, il est difficile pour les petits propriétaires de parcelles de 3 hectares de mettre en place des solutions alors que les territoires de chasses sont plus vastes et ne dépendent pas de leur seul recours,* explique Isaline De Wilde, directrice adjointe. *Il faudrait des réglementations régionales ou européennes à ce niveau. Cela fait des années qu'on attend des initiatives publiques pour réduire la densité du gibier. Mais attention : arrêter le nourrissage sans autre mesure serait préjudiciable aux agriculteurs. Il faut d'abord réduire les surdensités et puis arrêter le nourrissage dissuasif.* » –

Economie

La filière bois enracine sa relocalisation

Ambiance studieuse au centre de conférences de Libramont. Loin de la fièvre de la foire agricole annuelle, les esprits sont concentrés autour de tables de discussions forestières. Fil conducteur de ces ateliers qui rassemblent près de septante personnes, le projet Wave, coordonné par Filière bois Wallonie et soutenu par les fonds européens Interreg (3,5 millions d'euros), entend renforcer les dynamiques forestières entre la Rhénanie-Palatinat, la Sarre (Allemagne), le Grand-Duché du Luxembourg, la région du Grand-Est (France) et la Wallonie. Où la forêt couvre un tiers de l'ensemble de ces territoires.

« *Notre consortium réunit vingt-neuf partenaires privés et publics*, résume Benoit Helsemans, directeur de Filière bois, nouvelle coupole issue de la fusion entre Ressources Naturelles Développement et l'Office économique wallon du bois. *Ce projet témoigne d'une volonté conjointe de contribuer à la relocalisation de l'activité économique, au maintien de la chaîne de valeur de la transformation et de la construction durable par le renforcement de l'utilisation du matériau bois qui présente un excellent bilan écologique.* »

Augmenter la part de bois local dans le secteur de la construction et du bois d'œuvre ? Alors que les filières liées aux résineux (épicéas, douglas…) sont bien outillées et orientées vers les marchés intérieurs et extérieurs, la très grande majorité des ventes de feuillus (chênes et hêtres en tête) wallons partent à l'exportation. L'évasion ligneuse semble cependant se tasser. « *Les ventes vers la Chine ont chuté en 2023 et cette tendance s'est poursuivie en 2024*, observe Jean-Christophe Dandoy, économiste à Filière bois. *La raison principale repose sur la crise du secteur de la construction en Chine et une demande intérieure moins forte en Asie. Il y a trente ans tout le monde voulait sa petite chaise de Herve en hêtre. Mais la plupart des essences feuillues qui résultent d'une sylviculture ancienne n'ont plus beaucoup de débouchés en Wallonie.* »

C'est sans doute là le plus grand paradoxe : si le bois local est considéré dans tous les discours comme une ressource clef pour la transition environnementale du secteur de la construction, la filière peine à trouver des capitaux importants pour financer son redéploiement. « *Il y a trente ans, il y avait près de trois cents scieries et la filière feuillue sciait et transformait près de 900 000 m³ de bois en Wallonie*, rappelle François de Meersman, secrétaire général de la confédération belge du bois. *Aujourd'hui une trentaine de scieries demeurent outillées pour les arbres feuillus et nous devrions être en-dessous des 200 000 m³ de bois vendus sur les marchés en 2024.* »

« La plupart des essences feuillues qui résultent d'une sylviculture ancienne n'ont plus beaucoup de débouchés en Wallonie »

— Jean-Christophe Dandoy, économiste à Filière Bois

Pour répondre à ces signaux d'inquiétude, le plan de relance wallon a injecté 8 millions d'euros dans la filière à travers deux appels à projets destinés à soutenir l'innovation dans la transformation (chantier de découpe, scieries, raboteries, ameublement…) et l'exploitation forestière. Plus en amont, les communes forestières, dont les recettes liées aux ventes de bois peuvent être conséquentes – entre 10 et 20 % du budget communal –, peuvent réserver 15 % de leurs ventes dans des marchés de gré à gré avec des scieurs locaux. « *La commune est un acteur clef pour préserver l'intérêt général autour des questions liées à la forêt*, remarque Maxime Léonet, bourgmestre sortant de Daverdisse. *Voilà de nombreuses années que nous avons opté pour ce système de gré à gré, qui est plein de sens mais boudé par trop de communes, ce qui est regrettable.* »

Selon les chiffres de la confédération belge du bois, les ventes de gré à gré représentaient près de 10 000 m³ de feuillus en 2023. Soit, à peine 3 % de l'ensemble des ventes réalisées en Wallonie. « *L'export de grumes non transformées chez nous, c'est aussi la perte de tout leur potentiel de développement et d'emplois en Wallonie*, souligne Benoît Helsemans. *Il est essentiel d'avoir une vision sur le long terme pour soutenir cette relocalisation et nos outils de transformation locaux.*»

Contrer ce « *non-sens qui consiste à envoyer un chêne en Chine* », n'est cependant pas une chose simple, d'autant plus si les essences traditionnelles ne correspondent plus aux attentes supposées des consommateurs. « *Le morcellement de la forêt privée en Belgique a pour conséquence qu'il y a pour le moment beaucoup de coupes, mais pas assez de replantations*, constate de son côté Raymond Reyntiens, membre de la Société royale forestière de Belgique (SFRB). *Ce que l'on voit, c'est que le bouleau reprend de la place partout de manière spontanée ou accompagnée. Mais ce qu'il faut maintenant, c'est jeter les bases d'une sylviculture dynamique pour organiser les plantations de nouvelles essences adaptées à notre climat et aux besoins du marché.* »

Tester de nouvelles essences (bouleau, aulne, tilleul), élargir les membres du nouveau label « Bois local » promu en Wallonie, jouer sur le volet fiscal en supprimant la TVA sur le bois coupé, soutenir l'achat de bois local à travers des clauses dans les marchés publics… Les idées fusent entre les partenaires à Libramont pour soutenir une filière dont les ventes de bois globales (résineux et feuillus) ont régressé de 25 % en quatre ans.

Une carte projetée à l'écran laisse apparaître le couvert forestier dans ses moindres détails. Concilier les risques environnementaux avec une gestion sylvicole soutenable passe aussi par la connaissance la plus fine de l'état des forêts. « *Les changements climatiques augmentent le stress des arbres*, analyse Justien Holvoet, chercheur à l'ULiège. *La circonférence et le volume de bois vont changer. Les équations utilisées ne seront plus forcément pertinentes. Nous avons développé sur cette base le LiDAR terrestre. Cette technologie d'inventaire permet de prendre en compte la totalité de l'arbre et une grande partie de sa biomasse sans devoir l'abattre pour estimer les volumes d'un lot comme c'était le cas auparavant.* »

Identifier les essences, les attributs, leur grosseur, le volume des grumes… Les nouvelles technologies LiDAR aérienne et terrestre combinées à l'intelligence artificielle positionnent désormais la Wallonie avec une longueur d'avance sur la carte transfrontalière des forêts. Des données à présent disponibles sur la plate-forme Forestimator[1] et qui devraient permettre de mieux enraciner la forêt du futur. « *La particularité dans ce domaine forestier, c'est l'échelle temporelle avec laquelle on travaille*, analyse Nicolas Bonomi, porte-parole de l'Union des villes et communes. *En agriculture, on plante et on récolte sur la même année. En forêt, on plante, on gère et les arbres seront récoltés au mieux après soixante ans pour certains résineux et pour les feuillus on peut aller bien au-delà de cent ans. Les communes doivent aussi gérer en bon père de famille en veillant aux mandatures suivantes.* » –

1. forestimator.gembloux.ulg.ac.be

Coopérative citoyenne et circuit court du bois

« C'est la crise des grumes, en 2019, qui a tout déclenché. Voir ces beaux hêtres belges partir à l'autre bout de la planète pour revenir chez nous sous forme de tablettes IKEA, je trouvais ça terrible. » Depuis toujours intéressé par le milieu forestier, Nicolas Spineux se dit qu'il y a là *« un coup à jouer »*, et commence par le commencement : planter une forêt. Va naître ainsi Robin di Bwès, une coopérative. *« Nous voulions mutualiser l'épargne citoyenne pour acheter des forêts et les gérer de manière communautaire. Nous avions dès le départ cette vision d'une forêt multifonctionnelle, qui rend évidemment des services à la biodiversité, mais qui a aussi des dimensions sociales et économiques . »* Une opportunité se présente : une parcelle à Vecmont, coupée à blanc, est à vendre. *« En tant que citoyen, à moins d'hériter d'une forêt, tu ne peux pas faire grand-chose pour elle, alors qu'elle est vraiment notre meilleure alliée face aux enjeux actuels. »* Etre propriétaire, c'est pouvoir mettre les mains dans l'humus et faire des choix. De nombreux coopérateur·rices imaginent laisser la nature agir… *« Après des formations, des interventions d'experts, on a compris que c'était un peu un raccourci, et que si certaines zones pouvaient être en libre évolution, il allait falloir replanter. »* Aujourd'hui, après quelques chantiers *« où on se retrouvait à seulement deux ou trois sous la pluie »*, les Robin di Bwès sont un peu en *« stand by »*. *« Ce n'est pas si facile de gérer une forêt, nous avions sous-estimé les énergies nécessaires. Moi je fais tout doucement mon deuil, même si le projet se redynamisera peut-être avec d'autres. »*

En parallèle, Nicolas Spineux se lance dans une autre coopérative, en pleine forme celle-là, les Copains des bois. S'y rassemblent des indépendants professionnels de la filière, bûcheron, débardeur (à cheval ou mécanique), scieurs, charpentier, qui veulent tous travailler avec du bois local. *« Nous rêvions de pouvoir maîtriser toute la chaîne de transformation, mais nous nous sommes aperçus que chaque étape était un vrai métier. »* Et que proposer de réaliser la table du salon avec le hêtre du fond du jardin n'était pas si simple, ne fut-ce que pour le temps de séchage du bois nécessaire. Les Copains ont donc découpé la chaîne, proposent terrasses, aménagements de jardin, plaines de jeux ou autres avec du bois local acquis chez des scieurs de confiance, débardent à cheval ou viennent tout de même débiter avec leur scierie mobile l'arbre de derrière la maison. *« On est encore loin d'avoir une filière construite. C'est vraiment sur l'envie et les moyens du client que tout repose. Notre activité reste dérisoire en termes de mètres cubes par rapport au marché. Mais je pense qu'on arrive à sensibiliser sur la question des circuits courts et à réaliser quelque chose à notre échelle. »* –

– Bart Goossens

La Forêt de Soignes et sa hêtraie cathédrale est un exemple extrême de la surfréquentation, avec son cortège de comportements indésirables, néfastes pour la faune et la flore. Communication et éducation sont des outils essentiels pour préserver ses richesses.

Apprendre à aimer mieux

Les espaces forestiers sont de plus en plus fréquentés. Mais nos usages, plus invasifs, ne respectent pas assez cette forêt qui nous attire tant.

« *Et voilà ! Un, non deux chiens sans propriétaire !* » La neige est tombée ce matin-là de novembre, et Willy Van de Velde, garde forestier de la partie bruxelloise de la Forêt de Soignes, sillonne son triage pour repérer les branches qui ploient trop bas sur les chemins, alourdies par un amas blanc, et qu'il faudra dégager. Au loin, trop loin des deux échappés, une « dog-sitter », entourée d'une douzaine d'autres bêtes, du toutou mignon au molosse. « *Gardez vos chiens près de vous, s'il vous plaît* », lance, agacé, le garde. « *Je la connais, ce n'est pas la première fois que je dois la rappeler à l'ordre. La distance qui la sépare de ses bêtes est trop grande pour qu'elle puisse prévenir tous les impacts qu'elles pourraient avoir sur la faune et sur le public. Je reçois sans cesse des plaintes de joggeurs, d'autres propriétaires de chiens… Cette situation est un cauchemar.* »

Dans cette partie de la forêt bruxelloise – contrairement aux aires protégées ou aux zones sous juridiction flamande ou wallonne – pas de laisse obligatoire, ni de chemins à respecter pour les promeneurs. Des réglementations différentes guère aisées à expliquer… Et que le garde forestier aimerait beaucoup voir unifiées. « *Nombreux sont ceux qui viennent ici comme dans un parc, la forêt n'est plus un sujet mais un objet de consommation. Et on réclame de l'éclairage pour les vélos, des chemins qui permettent de venir en escarpins…* »

Depuis la pandémie de Covid-19, le constat, bien qu'empirique, est identique aussi bien ici qu'en Wallonie : la fréquentation des lieux de nature par le public a très fortement augmenté. Dans son bureau logé à l'étage d'une superbe villa du Parc Tournay-Solvay, David Kuborn, directeur de la Fondation de la Forêt de Soignes le souligne : « *La reconnexion des gens avec l'environnement est un enjeu majeur.* » Ce sont d'ailleurs ses visiteurs de la Belle Epoque, notamment les peintres des écoles du Rouge-Cloître ou de Tervuren, qui ont en ce temps-là sauvé cette hêtraie unique, menacée par l'urbanisation. « *Mais pour beaucoup d'usager·es d'aujourd'hui, la forêt est synonyme d'espace de liberté : le code de la route ne s'applique plus aux cyclistes, on cueille champignons et végétaux, on la transforme en défouloir pour les chiens.* » Stéphane Vanwijnsberghe, directeur de la sous-division « Forêts et Nature » à Bruxelles Environnement, abonde. « *Trop de promeneur·euses ont tendance à sortir des sentiers, dérangeant toute une faune sauvage qui a besoin de quiétude pour se maintenir.* »

Retour dans la neige. Sous les yeux de Willy Van de Velde, un brocard et une chevrette traversent le chemin. A quelques dizaines de mètres, ils s'arrêtent, curieux. « *Les derniers coups de fusil ont été tirés ici dans les années 1960, ils sont très confiants. Je me promenais déjà ici enfant, mais je reste émerveillé par cette forêt…* » Cette confiance, les chevreuils cependant la payent cher. Ils sont une dizaine à mourir directement suite à des attaques de chiens, d'autres, prenant la fuite, sont heurtés par des voitures ou meurent d'hypothermie. Et les ›

« Nombreux sont ceux qui viennent ici comme dans un parc. La forêt n'est plus un sujet mais un objet de consommation »

— Willy Van de Velde, garde forestier de la partie bruxelloise de la Forêt de Soignes

dérangements récurrents par des promeneurs, coureurs ou VTTistes ne sont pas propices au développement de leur population. « *Elle s'est stabilisée depuis quelques années, mais à un niveau bas* », constate David Kuborn. Or cette espèce est une espèce « parapluie », considérée comme un marqueur de l'état de la faune en général. « *Cet espace est leur seul habitat, les humains doivent venir et se comporter ici en invités.* »

Expansion des usages

« *Nous avons en plus constaté récemment, à l'intérieur de la forêt, une augmentation des activités nocturnes qui est assez interpellante...* » Karine Stevens et Marco Ranieri sont tous deux actifs au sein des Amis de la Forêt de Soignes – la plus ancienne association de défense de l'environnement en Belgique – qui se veut porte-voix de la faune et de la flore de ces 5 000 hectares qui n'ont jamais connu l'agriculture, une situation exceptionnelle. « *C'est une nouvelle limite qui est tombée.* »

« *Avec des fréquentations de plus en plus tôt et de plus en plus tard, la fourchette de temps à disposition de notre faune sauvage pour se nourrir, se reproduire et nourrir sa progéniture se réduit comme peau de chagrin* », s'alarme Willy Van de Velde.

A quelque 150 kilomètres de là, Benjamin de Potter, chef du cantonnement DNF de Neufchâteau, fait le même constat. Notre fréquentation s'étend sans cesse : l'explosion de la pratique du trail, celle de l'usage de vélos électriques qui permettent à plus de gens d'aller plus loin, dans des zones plus vallonnées, et à présent cet attrait pour les courses nocturnes. « *Nous avons beaucoup de demandes pour des passages à travers tout. Mais faire courir trois cents personnes à un endroit n'est pas sans conséquences : leur trace va rester visible, d'autres vont suivre, et la transformer en un nouveau sentier.* » Même si la densité de fréquentation au km² n'est évidemment pas la même qu'en Région bruxelloise, animaux et végétaux peuvent aussi être impactés. « *Ne faudrait-il pas au moins refuser les activités la nuit ? Le code forestier sur lequel nous nous appuyons, vieux de quinze ans, n'est plus adapté à ces nouvelles pratiques.* »

Noémie Henry, chargée de mission multifonctionnalité de la forêt au Parc national de la Vallée de la Semois, recense minutieusement sentiers et chemins existants. « *Certains apparaissent sur les applications des randonneurs ou des cyclistes, parce que quelqu'un est passé par là et a enregistré sa trace. Nous effaçons sur OpenStreetMap* [fond de carte souvent utilisé par les applis] *ceux qui sont gênants pour la faune et la flore.* » Elle crée également un calendrier d'usage, pour en éviter les conflits par l'information, la communication. « *Nous ne voulons pas interdire mais amener les gens à choisir les bons endroits pour se promener – sans se retrouver face aux petits papiers rouges indiquant une chasse par exemple.* »

Dans le Parc national comme en Forêt de Soignes, on tente de concentrer le flux éventuel des visiteur·euses

« Avec des fréquentations de plus en plus tôt et de plus en plus tard, la fourchette de temps à disposition de notre faune sauvage pour se nourrir, se reproduire et nourrir sa progéniture se réduit comme peau de chagrin »

—

Willy Van de Velde, garde forestier de la partie bruxelloise de la Forêt de Soignes

via des portes d'entrée, où sont installés les équipements, plaines de jeux, centres d'information nature... « *A Bouillon on parlera d'histoire médiévale, à Chiny de contes et légendes... L'objectif est d'orienter le public vers des sites par exemple moins problématiques en termes de préservation de la biodiversité, des sites qui sont déjà aménagés ou qui vont l'être* », explique Juliette Denoyelle, chargée de mission tourisme pour le Parc.

Tout près de Florenville, une « passerelle himalayenne », un pont suspendu à plus de 30 mètres au-dessus de la Semois, va être installée. « *Les gardes forestiers sont inquiets*, témoigne Caroline Godfrin, échevine de la commune et présidente du Parc, *nous cherchons des solutions pour prévenir l'éparpillement des promeneur·euses, éviter que des véhicules ne s'aventurent trop loin dans les bois...* »

Dans une étude de 2012[1], Vincent Colson, aujourd'hui responsable de la Cellule d'Appui à la Petite Forêt Privée, montrait combien la majorité des visiteurs de la Forêt de Soignes s'éloignaient peu des parkings des portes d'entrée – 500 mètres, un kilomètre suffisaient à leur balade.

« *N'installons pas d'équipements très coûteux en termes d'investissement et de suivi au cœur des massifs pour y amener un public qui, finalement, n'est pas demandeur.* » Hugues Claessens, professeur en gestion des ressources forestières à Gembloux Agro-Bio Tech – ULiège, emmène quant à lui ses étudiants dans les Vosges. Là-bas, un forestier construit un paysage : « *Ça n'a rien coûté, c'est juste sa manière de couper les arbres. A un croisement de chemins, où les randonneurs en groupe s'attendent pour choisir leur route, il va créer une ouverture sur le paysage, mettre en valeur un arbre particulier...* »

Couper un arbre, justement, Willy Van de Velde s'interroge : jusqu'à quand pourra-t-il maintenir celui qu'il appelle « *le messager* », qui se dresse au-dessus des cimes de ses voisins ? Brûlé par le soleil suite à l'abattage de ses proches, son écorce tombe, il est attaqué par des champignons. Or la responsabilité du garde est engagée s'il venait à perdre une branche sur un promeneur. « *Interdire de sortir des chemins déchargerait juridiquement les forestiers de cette responsabilité*, remarque Stéphane Vanwijnsberghe. *Cela permettrait de maintenir des arbres plus longtemps sur pied au sein des peuplements, de vieux arbres les plus intéressants pour la biodiversité.* »

Ironiquement, Willy Van de Velde se verra peut-être reprocher la coupe d'un si majestueux ancêtre par ceux-là même qu'il doit protéger, prompts à protester devant la moindre grume.

Education et communication semblent essentielles pour réguler nos usages de la forêt, comprendre ceux qui y vivent et ceux qui y travaillent... De part et d'autre de nos Régions, des guides sont formés, des bénévoles recrutés. A Bruxelles, les Amis de la Forêt de Soignes organisent des visites régulières et la Fondation commence à réunir des « soigneur·euses ». « *Elles et ils seront formé·es à la communication non violente* », signale Philippe Quintin, un volontaire. Et deviendront des relais précieux pour inciter toutes celles et ceux qui la traversent à protéger la forêt. –

De multiples chemins parcourent le Parc national de la Semois, diluant le risque d'une trop grande fréquentation au coeur des massifs. Mais des points d'intérêts sont développés en périphérie, pour concentrer les visiteur·euses près de portes d'entrée choisies.

—

1. V. Colson, M. Braun, L. Doidi, W. Van de Velde, O. Schoonbroodt, S. Vanwijnsberghe, « L'estimation de la fréquentation et l'analyse des flux de visiteurs en Forêt de Soignes. Résultats d'une étude exploratoire », *Forêt Wallonne* n°117 – mars/avril 2012.

« Le **Condor**, c'est l'œil du monde ! »

En voie de disparition, le Condor est confronté à des menaces multiples dans les pays andins. Au Pérou, la société civile se mobilise pour tenter de créer une zone de conservation afin de protéger ce géant du ciel et de générer des revenus au bénéfice des populations locales. Sauver le Condor c'est aussi perpétuer sa force symbolique dans l'imaginaire du peuple quechua dépositaire de la civilisation inca.

—

Un reportage de
Christophe Schoune

Au sommet du site archéologique de Caniche, la montagne façonnée de terrasses irriguées depuis un millier d'années ressemble à un dessin d'enfant qui aurait veillé à la simplicité et à l'harmonie des formes. Bariolée, la troupe de danseurs dirigée par Jorge Luis Cupe ne se laisse pas désarçonner par l'orage qui gronde. Etablissant un lien avec les esprits du Condor et des montagnes, le gardien de la tradition de « *la danza tijeras* » (la danse des ciseaux) rejoue, à force d'acrobaties et de lames qui s'entrechoquent comme des cymbales, les siècles de persécution sur fond d'inquisition religieuse hispanique succédant à l'époque des Incas.

Omniprésent dans l'imaginaire andin, le « *kuntur* », en langue quechua, est aussi l'oiseau le plus vénéré dans cette région du monde. Symbole national du Pérou, de la Bolivie, du Chili, de l'Argentine, de l'Equateur ou de la Colombie, la plus grande espèce d'oiseau terrestre recensée est pourtant menacée de disparition. Le majestueux vautour aurait quasiment disparu du Venezuela, de Colombie et d'Equateur. Selon le dernier recensement effectué par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), il resterait à peine quelques milliers de spécimens dans l'ensemble des pays traversés par la cordillère des Andes. Loin des images symboliques et des objets frappés du sceau du Condor qui fourmillent dans les musées, sur les objets usuels ou sur les devantures de commerces, la vérité des chiffres est cruelle au Pérou.

« *Ce que nous savons, c'est que l'espèce était abondante au Pérou auparavant et qu'elle ne l'est plus aujourd'hui*, estime le chercheur et biologiste Renzo Piana, directeur d'IBC (Instituto del Bien Común), à Lima. A *l'heure où nous parlons, il reste une population d'environ quatre cents individus dans tout le pays, ce qui place le Condor dans une situation de conservation très urgente. En fait, au Pérou, le Condor est considéré comme une espèce en danger.* » ›

© Christophe Schoune

— Christophe Schoune

Dans l'imaginaire et la vision du monde des Quechuas, dépositaires de la civilisation inca, le Condor est omniprésent. La danse des ciseaux, sur les terrasses d'Andamarca, invoque notamment le « *kuntur* » pour promettre des terres fertiles.

« Il reste une population d'environ quatre cents individus dans tout le pays, ce qui place le Condor dans une situation de conservation très urgente »

— Renzo Piana, directeur d'IBC

Perte d'habitats liée aux pressions humaines sur la côte et en montagne, où il se déploie entre 3 000 et 6 000 mètres d'altitude, braconnage pour ses plumes ou certaines fêtes traditionnelles, empoisonnement par des paysans, diminution de son stock de nourriture liée au surpâturage ou à la chasse, bouleversements climatiques… Le cocktail lié au déclin rapide des populations de ce géant des montagnes – ses ailes mesurent jusqu'à 3,2 mètres d'envergure - place les autorités péruviennes et les collectivités devant une responsabilité multiforme.

« *Face aux changements climatiques qui impactent fortement les zones de montagne, nous savons qu'il y aura moins d'eau disponible dans les régions les plus élevées des Andes, en raison de la disparition des glaciers qui fondent progressivement*, poursuit notre interlocuteur. *Cette perte d'eau entraînera probablement la disparition de la végétation. Et d'après ce que nous avons étudié ici et ailleurs, le Condor des Andes entretien un lien très étroit avec les zones qu'il utilise pour se nourrir et la végétation indigène. Si cette végétation disparaît en raison d'un manque d'eau, il est probable que le Condor ne pourra plus se nourrir dans ces zones.* »

C'est dans la région d'Ayacucho, située à 550 kilomètres au sud-est de Lima, que réside une des dernières grandes colonies de Condors au Pérou. Selon un recensement effectué en 2022, une septantaine d'entre eux nichent encore dans la vallée de Sondondo. En ce petit matin frais de septembre, les falaises du canyon de Mayobamba accueillent leurs hôtes venus dorer leurs ailes au soleil levant. Du haut du poste d'observation cofinancé par la coopération belge lorsqu'elle était présente (jusqu'en 2019) au Pérou, le spectacle, à 3500 mètres d'altitude, époustoufle. Traversant la vallée depuis leur dortoir, les Condors profitent d'un long répit avant de se faire aspirer par les courants ascendants pour aller s'abreuver au réservoir d'Oussarata (« le dos qui tombe »), enclave inaccessible à d'autres espèces dans le canyon. Observant chaque passage face à l'observatoire, Wilber Rimache Allcca, président de la communauté de Mayobamba, ne se lasse pas d'observer ce ballet aérien : « *Le Condor, c'est l'œil du monde*, s'exclame-t-il. *Il fait rayonner notre pays. On vient de loin, comme vous, pour l'observer. Nous prenons soin de notre Condor des Andes, mais cela ne suffit plus. Les câbles électriques que vous voyez, qui alimentent les villages de la vallée, entraînent une mortalité de dix juvéniles chaque année. Les entreprises privées n'accordent pas assez d'importance à l'éco-tourisme ou au Condor des Andes. Nous demandons au gouvernement de nous soutenir dans ce combat pour déplacer le réseau électrique à un autre endroit.* »

« Il m'a paru évident qu'il fallait construire une solution au bénéfice des populations locales qui sont principalement d'origine quechua »

— Guillermo Maravi, directeur d'Eco-Ayni

Traçant des lignes parallèles au-dessus de parcelles agricoles lointaines, les câbles dessinent aussi un monde d'en bas parsemé d'embuches. Où les charognes empoisonnées par des paysan·nes apeuré·es constituent désormais un risque mortel pour les Condors. Un peu plus loin dans la vallée, Climaco Romero, paysan passionné par les espèces sauvages depuis son enfance, est intarissable sur le sujet. Au village de Cabana Sur, cet insatiable pisteur du Condor décrit le processus à l'œuvre : « *Le Condor trouve moins de nourriture en raison de la diminution des proies liée au surpâturage. Le recul des grands prédateurs comme le puma et le jaguar, qui lui fournissent des carcasses dont il consomme les restes, a aussi raréfié ses sources de viande. Il arrive donc au Condor de chasser lui-même*, explique-t-il en pointant les lieux où il a observé ces comportements. *Il s'attaque parfois au bétail – vaches, moutons, alpagas… - proche de falaises en l'effrayant et en contraignant les bêtes à se jeter dans le vide. Face à ces comportements, craintifs pour la survie de leur bétail, certain·es agriculteur·rices empoisonnent désormais les charognes pour tuer les Condors.* »

Malgré plusieurs tentatives d'approche, il ne nous a pas été possible de rencontrer ces paysan·nes qui se disent victimes de ce vautour dont le rôle de nettoyeur de carcasses d'animaux est essentiel dans l'équilibre écologique des vallées. Interdites, ces pratiques d'empoisonnement demeurent une réalité selon plusieurs témoignages recueillis. « *Ces pratiques existent*, confirme Oscar, éleveur perdu dans l'immensité des hauts plateaux, *mais pour ma part, mes alpagas n'ont jamais été attaqués par le Condor. J'ai plutôt eu droit à la visite d'un puma, au printemps dernier, qui m'a tué une quinzaine de bêtes.* »

Face au canyon de Mayobamba, les représentant·es de la vallée soutiennent l'idée d'une nouvelle zone de conservation du Condor et attendent des autorités péruviennes qu'elles agissent pour limiter les impacts directs (empoisonnement, câbles électriques…) sur les Condors.

Se sentant démunis face à ces pratiques, les responsables de différentes communautés villageoises demandent « *que ce type d'empoisonnement soit porté à la connaissance de la population péruvienne afin de la sensibiliser et de faire pression sur les autorités* », appuie Wilbert Rimache Allcca. Biologiste au gouvernement de la région d'Ayacucho, William Ayala Hinostroza reconnaît l'ampleur du problème tout en élargissant son contexte. « *C'est un écosystème riche qui a favorisé jusqu'ici la reproduction du Condor des Andes et qui joue le rôle de fournisseur pour les régions voisines jusqu'à la côte atlantique*, réagit-il. *L'Etat péruvien et la région ont déjà adopté une législation assez complète pour protéger le Condor, mais il est néanmoins nécessaire d'agir avec de nouvelles propositions de conservation de son habitat.* »

Porté par l'association Eco-Ayni, le projet de création d'un parc régional dédié à la protection du Condor et au développement de l'écotourisme dans la vallée fait écho à cette déclaration. Cheville ouvrière de ce projet porté depuis 2020, l'économiste Guillermo Maravi a attendu que la crise du Covid-19 passe pour reprendre son bâton de pèlerin dans la vallée en 2024. « *Originaire de Cuzco, j'ai pris conscience dès mon plus jeune âge de l'importance du Condor en tant qu'oiseau emblématique de la culture andine*, raconte ce cofondateur d'Eco-Ayni. *Depuis mon enfance, j'ai vu des Condors voler en escadrille. Quand nous sommes allés sur le site le plus important du Pérou et que nous avons appris qu'il était en train de disparaître, j'ai été très affecté. Et il m'a paru évident qu'il fallait construire une solution au bénéfice des populations locales qui sont principalement d'origine quechua.* » (lire en p.52).

Pour le biologiste Renzo Piana, l'établissement d'une ou de plusieurs zones de conservation serait bénéfique pour les Condors à condition que l'on privilégie les endroits où il y a le plus grand nombre d'individus. « *Mais je suis très* ›

— Christophe Schoune

prudent, nuance-t-il, *car les Condors se déplacent beaucoup et parcourent plusieurs centaines de kilomètres par jour. On peut donc créer une zone de conservation avec des limites précises, mais en quittant cet espace, le Condor s'exposera à d'autres menaces. Cela signifie que l'effort doit impliquer la population et les autorités qui vivent au-delà pour qu'elles mettent également en œuvre ces mesures de conservation. Sinon, les Condors risquent d'être confrontés aux mêmes risques…* »

Ces risques sont aussi bien identifiés au sanctuaire animalier de « Cochahuasi », non loin de Cuzco, situé à dix heures de pistes et de routes vertigineuses depuis la vallée de Sondodo. Animaux braconnés, maltraités, victimes de trafics parfois hallucinants - comme ce puma drogué et exhibé en boîte de nuit - ce refuge ouvert au public et aux allures de zoo triste recueillait onze Condors lors de notre passage en septembre dernier. « *La plupart des Condors présents ont été victimes du braconnage et du commerce illégal de plumes qui peuvent se vendre jusqu'à mille euros l'unité*, explique Dante Chavez Alvarez, manager du sanctuaire. *Les autres Condors recueillis sont souvent liés à la Jawar fiesta, ces festivals traditionnels au cours desquels on attache un Condor sur le dos du taureau.* » (*lire en p.51*)

Patte blanche ! Pour pouvoir filmer les Condors dans le sanctuaire et procéder à l'interview, l'ONG Eco-Ayni a dû débourser 200 dollars après moult tractations. Une monétarisation de l'image appliquée également aux visiteurs du sanctuaire souhaitant assister à l'entraînement au vol des Condors. Face à une pratique qui a engendré une réprobation au sein de l'équipe de tournage qui accompagnait ce reportage, la direction s'explique : « *Lorsque le Condor entre en contact avec l'homme, il devient plus calme. C'est la phase de réhabilitation où nous devons en prendre soin et le protéger. Mais avant de le relâcher, nous l'éloignons de cette zone*, expose Dante Chavez Alvarez. *Nous souffrons encore des séquelles de la pandémie du Covid-19 qui a fortement affecté notre sanctuaire autofinancé. Nous consacrons cet argent pour la nourriture – entre trois et cinq kilos de viande par jour par Condor -, les médicaments, les tests sanguins, les vétérinaires spécialisés et le nettoyage de leur zone.* »

A ce jour, à peine quatre Condors hébergés à Cochahuasi ont pu être relâchés à l'état sauvage, le dernier en 2019. « *L'objectif*, affirme notre interlocuteur, *demeure de libérer les animaux lorsque les conditions sont réunies et qu'ils ont retrouvé toute leur capacité à se nourrir par eux-mêmes et à voler.* »

Un couple de Condors et un juvénile de 5 ans vont et viennent dans la grande volière. Posés fièrement sur deux colonnes, les deux parents âgés de 77 et de 55 ans – le Condor peut vivre cent ans – semblent prêts pour le grand départ avec le fiston « adopté ». « *Apucina, la mère, qui a été recueillie voici quatre ans, n'est pas encore tout à fait prête*, remarque notre guide. *Elle doit faire l'aller-retour plus de deux cents fois dans la volière pour pouvoir être libérée. Ensuite, il faudra obtenir les permis gouvernementaux pour la libération et nous devrons également trouver l'argent – entre 7 000 et 10 000 euros - pour financer l'équipement GPS qui permettra de les suivre* in situ, *comprendre leurs mouvements et leur réintégration à l'état sauvage.* »

Alors que des programmes de reproduction en captivité ont été mis en place dans plusieurs pays andins, le sanctuaire péruvien n'a pas encore franchi cette étape même si elle est considérée, à terme, comme un moyen indispensable dans l'arsenal de la préservation de cette espèce qui, au-delà de son rôle écologique, demeure au cœur d'une vision symbolique forte : « *Dans l'imaginaire andin, le Condor représente le monde céleste. Ce monde de la montagne est le pont entre le ciel et la terre*, nous explique l'anthropologue Juan Ossio Acuna. *L'esprit des montagnes est celui qui va apporter la bonne fortune, une bonne agriculture et une année splendide, c'est ainsi que le Condor représente le monde d'en haut.* »

Retour sur le site de Caniche, à Andamarca, où le rituel de la danse des ciseaux se poursuit, rythmé par une harpiste et un violoniste. Soudain, le chef des danseurs sort de son sac une tête de Condor mort pour invoquer la fertilité de la terre. Brutale, la grêle qui s'abat sur l'assemblée interrompt le spectacle. Le ciel a changé de couleur en quelques instants. « *Ces événements météorologiques sont nouveaux et peuvent provoquer l'inondation des cultures et l'effondrement des terrasses*, constate Jorge Luis Perez Tito, paysan local qui est aussi membre d'Eco-Ayni. *L'agriculture dans notre région est fortement impactée par les changements climatiques. Mais je ne suis pas certain que l'esprit du Condor y changera quelque chose…* » –

Les éleveur·euses sont parfois confrontés à des attaques de Condors affamés vis-à-vis de leur cheptel. Face à ces événements exceptionnels, certain·es paysan·nes empoisonnent des charognes pour tuer les vautours. Ce n'est pas le cas d'Oscar, éleveur d'alpagas, qui déplore plutôt des attaques de pumas.

© Christophe Schoune

La fête du sang : rituel d'un autre âge

Au cœur de la place de Chipao, une sculpture monumentale d'un taureau terrassé par un Condor donne toute la portée symbolique de la Yawar Fiesta (« la fête du sang ») qui perpétuait ce rituel populaire jusqu'il y a peu. « *Les hommes du village capturaient des Condors de différentes manières en les appâtant avec des charognes dans des espaces faciles d'accès pour l'homme. Il était aisé de les capturer après leur festin tant ils avaient de la peine à s'envoler en raison du poids de la quantité de viande ingurgitée*, explique l'anthropologue Juan Ossio Acuna. *Le jour de la Yawar Fiesta, on attachait un Condor, symbole du peuple andin, sur le dos d'un taureau, symbole de l'occupant espagnol. En donnant des coups de bec et en picorant le cou du taureau, le Condor agissait comme le torero et ses banderilles…* »

Confrontation entre le monde d'en haut et le monde d'en bas, retour du bâton symbolique du peuple péruvien colonisé à l'égard du colonisateur espagnol, les Jawar Fiesta sont désormais interdites en raison de leur cruauté et du taux de mortalité important des animaux – taureaux et Condors – impliqués dans ces combats d'un autre âge. La fête du sang se perpétuerait encore dans quelques rares sites andins à la fin du mois de juillet et permettrait « *de régler de façon rituelle les conflits d'intérêts locaux, sans avoir recours à la justice de l'Etat ou à la vengeance personnelle.* »

A Chipao, ce jour-là, la Jawar fiesta a fait place à une cérémonie sobre. Quelques fromages, des pommes de terre et des œufs durs sont déposés sur une table au pied de la sculpture monumentale de la place du village où convergent les habitant·es. Décorés d'un bandeau honorifique et d'une médaille, le Condor et le taureau sculptés surplombent une fontaine à l'eau cristalline. Pas de bain de sang à Chipao. Un youtubeur local débarque avec fantaisie pour filmer et célébrer ces Belges du bout du monde tandis que le chanteur du groupe Wamango, Julien Lesceux, ancien coopérant, entonne son *Condor* à la guitare.

« Au-dessus des nuages, n'est que lumière,
Plus de laisse, plus de chaîne,
ni de cage ni de volière (…)
Un œil dedans, un œil dehors,
D'ombre et de lumière,
Nous sommes les Condors. » —

« Créer un modèle au bénéfice de la **population locale** »

— Christophe Schoune

L'exode rural vers les grandes villes n'épargne pas les Andes. Un mouvement du retour vers les vallées reculées semble pourtant se dessiner chez certains jeunes.

Sur les cultures en terrasses d'Andamarca, de nombreux paysans et paysannes accourent ce jour-là pour fêter les premières semailles de pommes de terre en ce de début de saison des pluies. Tirant une charrue sous le soleil de midi, deux bœufs rythment une cérémonie haute en couleur. Les bouquets de fleurs en papier accrochés dans les chevelures ressemblent à autant d'offrandes à la montagne sacrée… Abritée à l'ombre, Ruth Flores Cupe renoue avec son pays quechua après avoir étudié l'hôtellerie et le tourisme à Lima.

« *Je savais dès le départ que je voulais revenir ici car il y a tant de choses à faire*, sourit-elle. *Notre pays a été durement impacté par la crise du Covid-19 dont le secteur du tourisme ne s'est pas encore remis. Le projet de création d'une zone de conservation du Condor est assez important de ce point de vue là. Il permettrait d'offrir une série de services touristiques liés aux guides, à l'hébergement voire aux produits locaux.* »

Epicentre du conflit entre le Sentier lumineux et l'Etat péruvien qui a embrasé le Pérou dans les années 1980 et 1990, la région d'Ayacucho a déploré des dizaines de milliers de victimes, rappelle Aliocha Maldavsky, professeure à l'université Paris-Nanterre. « *Une grande partie de la population de la vallée de Sondondo a alors migré vers la capitale, Lima, ou vers la partie côtière de la cordillère, en quête de sécurité et de travail. Malgré le retour à la paix, les taux d'émigration restent aujourd'hui élevés chez les jeunes. La principale activité économique est l'agriculture, sur de petites exploitations, avec des débouchés commerciaux limités.* »

Eloignées d'une vallée difficilement accessible, les associations de migrant·es préservent cependant les liens avec leurs localités d'origine, organisant des mini-projets d'œuvres sociales à destination des familles vivant dans la vallée et des initiatives de rénovation des églises. « *Beaucoup de familles appartiennent par ailleurs à des "communautés paysannes", une institution héritière des communautés indigènes, reconnue par l'Etat péruvien.* »

Au-delà des dimensions patrimoniales et culturelles de la vallée – cultures en terrasses précolombiennes, sources thermales, sites archéologiques, églises, danses traditionnelles… - la dimension écologique et touristique de la préservation du Condor ne va pas nécessairement de soi malgré une offre naissante de gîtes et de chambres d'hôtes chez l'habitant. Annonçant de façon tonitruante notre arrivée via les haut-parleurs installés dans son village, José Huamaní Galindo, président de la communauté de Sondondo, se projette avec difficulté. Dans leur local villageois, plusieurs habitant·es l'ont rejoint avec gravité : « *Les Condors nichent sur notre versant de la vallée mais nous ne bénéficions d'aucune retombée liée au mirador installé sur la commune de Mayobamba*, se désole-t-il. *Parmi les trente-deux villages de la vallée, nous sommes sans doute le plus impacté par les départs en ville. Les jeunes sont partis à Lima et nous nous sentons abandonné·es. Je ne vois pas de représentant·es de l'Etat pour nous défendre face à la crise économique qui affecte notre vallée.* »

Patience dans l'azur… Professeure à l'université Antonio Ruiz de Montoya, à Lima, Monica Lovera observe de son côté un mouvement naissant en faveur du renforcement d'un tourisme durable au bénéfice des collectivités locales : « *Nos étudiant·es viennent souvent de différentes régions du pays et sortent d'ici avec l'intention d'avoir un impact sur la société. Beaucoup préfèrent désormais le faire dans leur région d'origine et prendre soin des lieux d'où elles et ils viennent en fonction du cursus choisi… J'ai toujours pensé que les personnes originaires de l'intérieur du Pérou, précisément parce qu'elles grandissent entourées d'un environnement naturel, sont plus conscientes, plus sensibles, plus responsables et ont une vision plus holistique et intégrative.* »

Egalement confiant en l'avenir, Guillermo Maravi, cofondateur de l'ONG Eco-Ayni, veut mettre toute son expérience auprès des peuples autochtones péruviens à profit pour convaincre les protagonistes locaux et les autorités du bien-fondé de ce projet pour l'économie rurale. « *Ma conviction part du constat opéré dans les zones les plus touristiques du Pérou et en particulier autour du Machu Picchu où la population récolte peu de retombées économiques*, souligne-t-il. *Ce sont les grandes entreprises qui bénéficient de tous les revenus. Le terme d'écotourisme est dévoyé dans ce cas-là. Ce que nous voulons développer, c'est un modèle dans lequel la population locale est la principale participante et la principale bénéficiaire des services offerts.* »

Pour établir ce parc régional dédié au Condor, il faudra encore convaincre le gouvernement péruvien de libérer des moyens pour contrôler cette future zone de conservation, protéger l'habitat des Condors mais aussi le cortège d'espèces associées et développer progressivement une nouvelle offre susceptible d'attirer des visiteur·euses. « *L'idée est de développer un label de la vallée de Sondondo qui permettra à tous les produits qui ont été traditionnellement développés dans cette zone d'être présentés sur le marché. Ce label contribuera au maintien de cette zone de conservation et améliorera le revenu des habitant·es.* » –

— Christophe Schoune

Durement frappée par la crise du Covid-19 et les bouleversements climatiques, l'économie des vallées andines repose essentiellement sur les produits agricoles. La zone de conservation du Condor, favorisant l'écotourisme, est une promesse pour diversifier leurs revenus.

Un documentaire à voir sur les médias de proximité

Ce reportage, facilité par Julien Lesceux, a été réalisé en septembre 2024 en partenariat avec l'association belge Climate Voices et l'ONG péruvienne Eco-Ayni, qui ont cofinancé le tournage ainsi que les coûts opérationnels du reportage. Un documentaire sur la création d'un parc régional dédié au Condor, coréalisé par Climate Voices et TV Com, sera diffusé prochainement sur les médias de proximité en partenariat avec *Imagine*.

Dans cette cuisine de quartier, on improvise et on s'entraide. La cuisine devient un espace de rencontre.

Cuisines de quartier

Des assiettes et des **cœurs** bien remplis

A Bruxelles, des cuisines de quartier créent du lien social tout en favorisant l'accès à une alimentation plus saine. Le temps d'un reportage, *Imagine* se penche sur la recette d'un mouvement en plein essor.

Depuis trois heures, une dizaine de personnes s'activent en cuisine, dans une atmosphère conviviale où se mêlent discussions animées et éclats de rire. Devant une petite taque de cuisson, Ferhat et Bruno surveillent la marmite de soupe aux champignons. Derrière eux, Yousra dresse la salade. « *On rajoute des œufs ? Attends, je vais prendre une autre assiette !* », propose Malika en s'installant à ses côtés. L'ambiance monte d'un cran quand les premières notes d'un tube de Michael Jackson s'échappent d'un baffle posé sur la fenêtre. « *Regardez, je sais faire le moonwalk !* », s'amuse un des nouveaux venus en se déhanchant sous les applaudissements du groupe. Un peu plus loin, Latifa recouvre déjà les tables de la Kafet' avec des nappes colorées. « *J'ai mis la rouge au fond, comme ça, dès qu'on rentre, ça attire l'œil !* » , lance-t-elle, enjouée.

Cette atmosphère chaleureuse, c'est la marque de fabrique de Ça chauffe !, une cuisine de quartier établie depuis 2019 à l'Espace Social Télé-Service, au cœur de Bruxelles. Chaque mardi, le groupe se réunit pour cuisiner et partager un moment convivial. « *Ça permet d'oublier toute la misère qu'il y a à Bruxelles* », confie Musti, 47 ans. Ces réunions hebdomadaires offrent une précieuse échappatoire pour surmonter la solitude qui lui pèse depuis son divorce. « *C'est pour ça que j'aime bien venir ici : m'intégrer un peu.* » Personnes isolées, en situation de précarité ou sans papiers… Ici, chacun est libre d'enfiler un tablier et d'oublier pour quelques heures les tracas du quotidien.

« *On passe un moment ensemble, on découvre de nouvelles recettes. On essaie de rendre l'alimentation de qualité plus accessible à tout le monde* », explique Adèle. C'est elle qui encadre les réunions hebdomadaires. Son maître-mot ? Improvisation ! Tant pour les menus, qui dépendent principalement des invendus récupérés à la bourse aux dons ou dans les commerces avoisinants, que pour le nombre de participant·es. « *C'est toujours un peu l'incertitude. Mais on cuisine un peu trop, cela permet de reprendre des restes chez soi*, poursuit-elle. *Cuisiner ensemble et repartir avec quelques portions, c'est aussi l'idée du mouvement des Cuisines de quartier.* »

> « Notre mission est à la croisée de trois enjeux : promotion de la santé, action sociale, transition alimentaire »
>
> Amélie, coordinatrice de l'Asbl Cuisines de quartier

Repenser le système alimentaire

Ça chauffe ! est l'un des premiers groupes à avoir été accompagné par l'Asbl Cuisines de quartier. Celle-ci base son action sur les résultats du projet de recherche participatif Falcoop, mené entre 2015 et 2018. « *Il réunissait l'épicerie coopérative BEES Coop, un centre de recherche de l'ULB et toute une série d'associations de terrain* », explique Amélie, la coordinatrice de l'Asbl. En tâchant de favoriser la mixité sociale au sein de la BEES Coop, les recherches ont permis d'entamer une réflexion plus large sur le système alimentaire. Au-delà de l'aspect financier, plusieurs obstacles à l'accessibilité et à l'inclusion ont été identifiés. « *Il y a des freins en lien avec l'accès à des espaces et des équipements pour cuisiner, l'accès à des savoir-faire et à des connaissances culinaires, la motivation* », détaille notre interlocutrice.

Selon les résultats de l'Enquête nationale de consommation alimentaire 2022-2023 menée par Sciensano, à Bruxelles et en Wallonie, près de deux personnes sur dix craignent de manquer de nourriture avant d'avoir assez d'argent pour en racheter. Cette insécurité alimentaire frappe durement les personnes ayant un plus faible niveau d'instruction : 19 % d'entre elles n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine et équilibrée, soit trois fois plus que celles ayant un niveau d'instruction élevé (6 %).

Face à ces constats, une piste a retenu l'attention des chercheur·euses : les cuisines collectives québécoises. Après s'être rendu·es sur place pour en visiter plusieurs et rencontrer des participant·es, les membres du projet Falcoop ont cherché les points communs entre les situations québécoises et bruxelloises afin d'adapter le modèle. C'est en 2019 que l'Asbl voit le jour. « *Depuis le départ, notre action est à la croisée de trois enjeux : la promotion de la santé, l'action sociale et la transition alimentaire* », note Amélie. Ces trois axes permettent à l'association de bénéficier de financements auprès de plusieurs institutions publiques et privées, même s'il est parfois difficile d'assurer leur pérennité. « *On partage cette situation avec d'autres structures émergentes autour de la question alimentaire. Il est vraiment plus que temps que l'alimentation devienne un sujet "number one" de toutes les politiques.* »

Créer une dynamique collective

Dès le départ, l'association se donne une mission claire : développer le mouvement des cuisines de quartier à Bruxelles. « *Au début, quand il n'y avait que deux ou trois groupes, on ne pouvait guère parler de mouvement* », concède notre interlocutrice. Depuis, le concept a gagné en popularité : l'Asbl accompagne actuellement plus de vingt-cinq cuisines aux quatre coins de la capitale. Pour donner vie au mouvement, l'association organise une rencontre annuelle où les cuistots peuvent échanger. « *C'est un moment phare où les membres prennent conscience qu'ils ne sont pas seuls* », estime Amélie. En outre, l'Asbl propose régulièrement des rendez-vous cuisine pour aborder des thèmes comme la conservation et le stockage des portions, l'hygiène ou la gestion des finances en collectivité. Ces occasions permettent à chacun et chacune de bénéficier de l'expérience de la communauté. ›

« *Chaque groupe a son fonctionnement propre. Nous, on est là pour faciliter leur démarrage, mais aussi pour entendre leurs besoins* », souligne la coordinatrice. Feuille de calcul pour les portions, recettes testées et approuvées, bons plans pour l'approvisionnement… Une série d'outils est mise à disposition des cuisines de quartier. Cet appui se matérialise aussi sur le terrain. Tous les trois mois, l'une des facilitatrices employées par l'association, à l'instar de Fanny, rencontre les membres pour s'assurer du bon fonctionnement et répondre aux questions éventuelles. Début décembre, la jeune femme a rendez-vous avec les Episolaires, qui se réunissent un mardi sur deux dans les cuisines de la BEES Coop, à Schaerbeek.

Partager au-delà des assiettes

La cuisine grouille déjà de tous les côtés quand Fanny pousse la porte aux côtés de Sophie et Pascale, elles aussi membres de cuisines de quartier, invitées pour partager leur expérience. Alors qu'elles posent leurs affaires, une dizaine de femmes s'affairent avec énergie autour d'elles : tandis que certaines ajustent l'assaisonnement des pommes de terre, d'autres apportent la touche finale aux crèmes brûlées. L'îlot central est déjà encombré de plusieurs plats qui n'attendent plus qu'à être dégustés. « *On a commencé un peu en avance aujourd'hui, on voulait bien recevoir* », plaisante Fatima qui les accueille.

— Vincent de Lannoy

La chaleur humaine fait le succès des cuisines de quartier.

L'attention des nouvelles arrivantes est vite captée par la confection de pastillas au poulet. « *Vous voulez apprendre ? C'est très facile, regardez !* », leur lance Fatima avec un sourire complice avant de détailler la recette. Ici, c'est elle qui donne le ton : si elle n'aime pas se définir comme la cheffe du groupe, c'est bien elle qui en est à l'origine. Bénévole dans une épicerie sociale, la sexagénaire a été séduite par le concept des cuisines de quartier. Pour elle, c'est surtout un moyen de prolonger l'accompagnement. « *Ça permet de ne pas perdre la trace de gens qui ont fréquenté l'épicerie pour qu'ils aient toujours un lien et un repère au cas où ils rencontrent à nouveau des difficultés* », explique la médiatrice de dettes à la retraite.

Et le succès est au rendez-vous : en à peine un an, plus de vingt-deux femmes se sont inscrites. « *On a dû fermer les portes parce que certaines personnes venaient uniquement pour récupérer de la nourriture. Mais ici, ce n'est pas un colis alimentaire ! On profite, on passe un bon moment et s'il reste quelque chose, on se le partage en fonction des besoins* », explique Bouchra, l'une des femmes que Fatima a prises sous son aile. Afin de maintenir l'ambiance et la cohésion, une charte a été mise en place lors de la dernière visite de Fanny.

Cette fois, l'heure est au bilan : respect des mesures d'hygiène, comptage des portions, besoins en matériel… La facilitatrice s'assure du bon fonctionnement général et note les axes sur lesquels l'Asbl pourrait leur venir en aide. « *Ça a l'air de rouler plutôt bien !* », s'enthousiasme-t-elle, après une vingtaine de minutes de discussion. Pascale et Sophie, les deux invitées, prennent alors la parole et décrivent avec engouement l'organisation dans leurs groupes respectifs. Très vite, la conversation dévie et des suggestions de recettes sont lancées à tout-va, reflétant l'esprit des cuisines de quartier où chaque expérience permet de nourrir le mouvement. Ensemble, les participant·es tissent une toile de solidarité à travers Bruxelles, transformant la cuisine en un acte collectif porteur de sens. **— Aurélie Demesse**

BRICS+

Alternative ou obstacle pour un monde juste et durable ?

Malgré l'expansion des BRICS et leur ambition de rééquilibrer les rapports de force économiques, les résultats de leurs institutions restent en deçà des attentes et leurs politiques risquent de reproduire un système économique inégalitaire et insoutenable.

Les « BRIC » — pour Brésil, Russie, Inde et Chine — ont d'abord été baptisés de la sorte par deux rapports, publiés en 2001 et en 2003 par la banque d'affaires Goldman Sachs, qui pointaient le dynamisme économique des quatre pays[1], avant qu'ils décident de se coaliser formellement en un « club diplomatique » et d'organiser un premier sommet commun en juin 2009, où ils ont notamment revendiqué une représentation plus importante dans les institutions financières internationales. En 2011, les BRIC se sont élargis à l'Afrique du Sud pour former le groupe des « BRICS » (« S » pour *South Africa*).

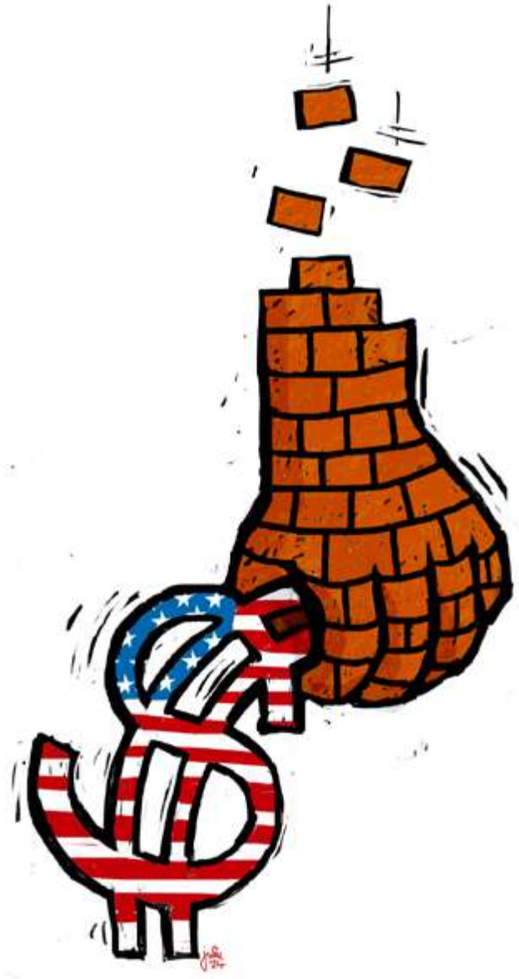
Les alternatives des BRICS aux institutions financières internationales

Lassés d'attendre l'approbation des pays occidentaux pour voir leur poids économique reconnu à sa juste valeur dans les organisations internationales, les BRICS, Chine en tête, ont cherché à s'émanciper du FMI et de la Banque mondiale en lançant leurs propres initiatives. En juillet 2014, les BRICS ont annoncé la création de la Nouvelle Banque de Développement et d'un Fonds de réserve officiellement baptisé *Contingency Reserve Arrangement* (CRA)[2]. A l'instar du FMI, le CRA a pour but d'enrayer les crises de balance des paiements en octroyant des lignes de crédits à court terme en cas de déséquilibres financiers, tandis que la Nouvelle Banque de Développement vise le financement de projets de développement et d'infrastructures, à l'instar de la Banque mondiale. Contrairement aux pratiques décriées du FMI et de la Banque mondiale, dont les prêts sont conditionnés à des réformes structurelles et dont les droits de vote découlent des contributions des Etats membres, ces deux nouvelles institutions affichent pour particularité d'octroyer des prêts sans conditionnalité et de fonctionner sur la base d'un mode de décision où chaque Etat membre dispose des mêmes droits de vote.

En 2024, les BRICS sont devenus les « BRICS+ », en accueillant cinq nouveaux pays (Ethiopie, Egypte, Iran, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, tandis que l'Argentine qui devait également adhérer a finalement décliné l'invitation après l'élection du président Milei). Les BRICS+ rassemblent près de la moitié de la population mondiale et le quart du PIB mondial (et même plus du tiers en parité de pouvoir d'achat). Parmi eux, l'économie chinoise est le coureur de pointe : elle est devenue en 2014 la première économie mondiale en parité de pouvoir d'achat, détrônant les Etats-Unis.

Lors du seizième sommet des BRICS, organisé en octobre 2024 à Kazan, treize pays ont obtenu le nouveau statut de « pays partenaires » des BRICS+ à côté des dix pays adhérents aux BRICS+.

L'expansion des BRICS à de nouveaux membres comporte des avantages géostratégiques : l'élargissement à trois pays du Moyen-Orient qui font partie des principaux producteurs de pétrole et de gaz permet aux BRICS de renforcer leur contrôle de l'approvisionnement en hydrocarbures ; l'apport d'acteurs clés du système financier international, comme les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite, permet d'accélérer la stratégie de « dédollarisation » des BRICS en augmentant les échanges payés autrement qu'en dollar ; l'adhésion de l'Egypte pourrait favoriser le commerce international des BRICS+ via le canal de Suez ; l'élargissement à deux nouveaux pays africains donne accès à une main-d'œuvre jeune et abondante ; l'expansion des BRICS devrait augmenter les moyens de la Nouvelle Banque de Développement et le levier des pays émergents au sein des organisations internationales ; enfin, cet élargissement devrait contribuer à renforcer la construction d'un ordre mondial plus multipolaire, tel que revendiqué par le groupe des BRIC depuis sa création[3].



Cette expansion des BRICS comporte également de sérieux défis, tels que les divergences accrues découlant d'agendas politiques de plus en plus diversifiés, les inégalités économiques croissantes entre les membres du groupe et la rivalité croissante avec les pays occidentaux. La question de l'élargissement des BRICS a elle-même révélé les divergences croissantes entre la Chine et la Russie d'une part, qui ont fait de cette expansion une priorité, et les trois autres pays qui étaient réticents, car il craignent une dilution de leur poids au sein du groupe, ainsi que son évolution vers un bloc anti-occidental.

Une alternative pour les pays du Sud ?

Les BRICS+ ont pour ambition de rééquilibrer le système de gouvernance économique mondiale pour offrir une alternative aux pays en développement. Même si certains de ses membres sont des alliés des Etats-Unis (comme l'Egypte ou l'Arabie Saoudite), les BRICS+ participent au processus de « désoccidentalisation » du monde. Mais il ne suffit pas de se positionner en bloc anti-occidental pour assurer une alternative crédible[4].

GÉO-STRATÉGO
Par Arnaud Zacharie,
secrétaire général
du CNCD-11.11.11

Il ne suffit pas non plus de construire un ordre mondial multipolaire pour le rendre plus démocratique.

D'une part, les pays des BRICS+ sont en majorité dirigés par des gouvernements non démocratiques qui répriment leur population et ont peu de considération pour le respect des droits humains et de l'environnement. D'autre part, les résultats obtenus par la Nouvelle Banque de Développement et le Fonds de réserve des BRICS ne sont pas à la hauteur des attentes. La Nouvelle Banque de Développement a certes financé des dizaines de projets, mais elle a fait face à de sérieux problèmes de gouvernance, notamment dénoncés par son ancien vice-président, le Brésilien Paulo Nogueira Batista[5]. Les décaissements et la mise en œuvre des projets ont été trop lents et les résultats sur le terrain trop maigres. Quant au fonds de réserve (CRA), il n'a octroyé aucun crédit depuis sa création en 2015.

Par conséquent, ces nouvelles institutions n'ont à ce stade pas permis d'octroyer aux BRICS le pouvoir nécessaire pour réformer l'économie mondiale autour de nouvelles règles plus justes et plus favorables aux pays du Sud. Plutôt qu'une alternative au FMI et à la Banque mondiale, elles sont des institutions qui leur sont complémentaires.

Malgré les discours sur la coopération Sud-Sud qui ne sont pas sans rappeler les discours anticoloniaux de la conférence du tiers-monde à Bandung en 1955, le commerce Sud-Sud a tendance à reproduire l'échange inégal du commerce Nord-Sud au profit des puissances émergentes – à commencer par la Chine : les matières premières des pays à faible revenu sont échangées contre les produits industriels à plus forte valeur ajoutée des pays émergents comme la Chine.

En conclusion, en dépit de leur ambition de rééquilibrer les rapports de force économiques et d'offrir une alternative aux institutions dominées par l'Occident, les BRICS ne semblent pas en mesure de représenter une alternative crédible pour promouvoir un monde juste et durable. —

—

1. J. O'Neill, *« Building Better Global Economic BRICs »*, *Global Economics Papers*, Goldman Sachs, n°66, 30th November 2001 ; D. Wilson, *« Dreaming with BRICs : The Path to 2050 »*, *Global Economics Papers*, Goldman Sachs, n°99, 1st October 2003.
2. SIXTH BRICS SUMMIT, Fortaleza Declaration and Action Plan, Fortaleza, Brésil, 15 juillet 2014, §11-13.
3. A. Sulthan, *« BRICS Expansion – What the New Members Mean for the Global Economy »*, SAR Publisher, 2024.
4. Centre Tricontinental, BRICS+: Une alternative pour le Sud global ?, *Alternatives Sud* vol. 31-2024/1, Syllepse, 2024.
5. P. Nogueira Batista , *« BRICS Financial and Monetary Initiatives – the New Development Bank, the Contingent Reserve Arrangement, and a Possible New Currency »*, 3 octobre 2023. valdaiclub.com/a/highlights/brics-financial-and-monetary-initiatives/

Zoom avant sur ces initiatives qui œuvrent concrètement en faveur de la transition écologique et sociale.

La Petite **ferme** de Belvie

C'est pour la vallée de Belvaux, dans le Namurois, que Jessica De Winter et Denis Richir ont quitté leur habitation bruxelloise. Un déménagement à la fois motivé par leur souhait d'élever leur petit gars dans un environnement plus vert et leurs aspirations respectives. Pour Denis, comédien humoriste à temps plein, c'était l'envie de travailler la terre, de se former à la permaculture. Pour Jessica, employée dans le milieu associatif, son rêve d'ouvrir un refuge pour animaux. Un rêve bien réel depuis trois ans. Sur leur terrain, gambadent désormais des moutons, des chèvres, des lapins, des chevaux, des vaches, des canards et d'autres animaux de ferme. « *En ce moment, on en accueille une septantaine*, compte Jessica. *Tous ont été sauvés de l'abattoir, saisis pour maltraitance ou abandonnés.* » Reconnue comme refuge officiel, La Petite ferme de Belvie est directement sollicitée par les autorités ou les éleveur·euses qui souhaitent épargner un animal. « *En 2024, on a reçu beaucoup de moutons maltraités. Ce sont des animaux souvent utilisés comme des tondeuses dans les prés, mal nourris et abandonnés avec des kilos de laine sur le dos.* » Qu'ils soient laineux, à poils ou à plumes, petits ou grands, à la Petite Ferme, tous les rescapés sont choyés de la même manière. « *On essaie de leur donner un maximum d'espace et de liberté. Nos abris sont pensés avec des terrasses extérieures pour que les animaux aient toujours la possibilité de sortir, même en hiver. Leur offrir la belle vie, c'est aussi leur assurer des soins appropriés, la présence de congénères et une certaine affection.* »

— Petite ferme de Belvie

Quand Denis n'est pas accaparé par les constructions et réparations de ces abris, il développe la biodiversité du secteur, l'autre grand pan de l'Asbl. « *Ça a déjà bien démarré. On a installé trois mares et des vergers dans les différentes pâtures. A terme, les animaux pourront profiter de leur ombre. On a planté une septantaine d'arbres et cinq cents arbustes*, se réjouit Jessica. *Des bancs de permaculture apparaissent un peu partout et une serre est en construction.* » L'objectif visé est l'autosuffisance pour la famille et pour les bêtes. Vivre en harmonie avec la nature, profiter de ce qu'elle offre, tout en la protégeant et en travaillant en son sens.

Jusqu'à présent, le couple assure l'entretien de ce refuge tout en maintenant leurs autres boulots sur le côté. Le projet fonctionne aussi grâce à la dizaine de bénévoles qui se relaient auprès des animaux et les coups de main ponctuels des proches quand un chantier nécessite plus que quatre bras. « *On rêverait de pouvoir en vivre, mais pour le moment ce n'est pas possible. Ce sont les parrainages d'animaux et les dons qui nous permettent d'assurer le confort de nos protégés, de les nourrir et les soigner.* » Pour dégager de nouveaux financements, le couple loue désormais une petite roulotte en bois, pour des séjours au milieu de la nature, des vaches et des canards. –

Vincent de Lannoy

lapetitefermedebelvie.be

Therra, la nature aux petits soins

A leur retour d'un long séjour de ressourcement en France, Anne-Claire Orban et son compagnon, respectivement anthropologue et infirmier de santé publique, ont souhaité mettre leurs compétences au service d'un projet qui allierait le social, la santé et l'environnement. Se présente alors l'opportunité de reprendre l'association Le Jardin Animé qui proposait des activités d'éveil à l'environnement. Ils la renommeront plus tard Therra : la thérapie par la terre. « *Durant l'année 2021, le projet a débuté avec des journées autour d'un potager pour des personnes demandeuses d'asile*, raconte Anne-Claire. *Les bienfaits très clairs sur les participant·es nous ont poussés à creuser cette question de l'impact de la nature sur nos corps et je suis partie me former à l'hortithérapie en France.* » Comme la zoothérapie, l'hortithérapie est une branche des soins verts, ces activités naturelles qui favorisent notre bien-être. Plutôt que se dérouler auprès d'animaux, celle-ci a lieu dans des jardins aménagés comme des parcs publics ou des potagers collectifs.

En 2025, Therra est reconnue comme opérateur de promotion de la santé par l'AVIQ et agrémentée comme association de préservation de l'environnement par le DNF. Le travail de son équipe pluridisciplinaire (kiné, anthropologue, infirmière, naturalistes et psychologue) s'articule autour de trois axes. D'abord, dans la lignée du Jardin Animé, des moments d'éveil à l'environnement sont encore proposés aux plus jeunes. En outre, l'association propose des programmes d'activités et des séjours de promotion de la santé. « *C'est toujours en lien avec la nature évidemment*, souligne Anne-Claire. *Pour la santé physique, la kiné sensibilise les participant·es à l'importance des mouvements, l'infirmière partage ses connaissances sur le potager, la saisonnalité des fruits et légumes, ainsi que les bienfaits de la consommation d'aliments non transformés. Pour la santé mentale, notre psychologue organise des séjours dédiés aux personnes en épuisement à cause du travail.* » Pour prévenir de telles situations, Therra propose également des outils de prévention du burn-out en entreprise. « *Notre travail s'inscrit très souvent dans une tripartite entre un espace vert disponible, un partenaire médico-social et notre équipe.* » Parmi la vingtaine de partenaires, on retrouve des maisons médicales, des CPAS, des services d'insertion sociale ou encore un centre culturel. L'équipe veut vraiment toucher les publics fragilisés sur le plan social et/ou économique. Pour leur donner le temps de se reconnecter avec la nature et ses bienfaits. « *Aujourd'hui, on voit de plus en plus de bains de forêt en Ardenne qui coutent une fortune parce qu'ils sont emmenés par des coachs en développement personnel. Grâce au soutien de l'AVIQ et une petite contribution des partenaires, Therra arrive à toucher un tout autre public.* » – **V.d.L.**

therra.be

City to Ocean, sensibiliser à coup de pagaie

— City too ocean

C'est en avril 2019, alors qu'il allait lire son journal sur les quais bruxellois, que Pieter Elsen, habitant de la capitale, a constaté l'ampleur du problème. « *Auparavant, jamais je n'avais réalisé qu'il y avait autant de plastique dans l'eau du canal* », admet ce jeune néerlandophone qui, dans les deux semaines, parvient à se procurer un canoë de seconde main pour aller ramasser les détritus. Les avertissements de ses amis qui pensent l'idée illégale auraient pu tuer son enthousiasme, mais Pieter a préféré ne pas vérifier. Et ainsi, au pire, ne pas être au courant. Il effectue un premier nettoyage assisté par son frère, un deuxième par sa compagne, et puis tous les week-ends par de nouvelles personnes qui se proposent volontairement. Très vite, il comprend qu'il ne viendra jamais à bout de tout le plastique qui flotte en surface. En tout cas pas grâce à une sortie de kayak hebdomadaire. Lors de ses sorties sur l'eau, il constate aussi que sa qualité n'est pas bonne, que les égouts débordent et que ce canal qui traverse Bruxelles sur quatorze kilomètres n'a vraiment plus grand-chose de naturel.

En 2020, alors que la pandémie de coronavirus empêche la population belge de partir en vacances, la Commission communautaire flamande dégage des subsides pour l'organisation d'activités en plein air. C'est le coup de pouce financier qu'il fallait pour que Canal It Up, qui deviendra plus tard City to Ocean, voit le jour. Pieter et Maïa, les deux employés de l'Asbl, aidés par des équipes de stagiaires et de bénévoles, ont pu proposer des sorties en kayak à un public beaucoup plus large, des familles, des groupes d'amis ou de collègues. Aucun ne vient deux fois. « *Le but n'est pas vraiment de nettoyer le canal, on a bien compris que c'était impossible, mais plutôt de sensibiliser les participant·es*, précise Pieter. *Elles et ils mettent leurs mains dans l'eau, constatent le problème et nous leur parlons des solutions plus structurelles qui existent, en espérant que ces personnes deviennent des mini-ambassadeur·rices pour des cours d'eau plus propres et plus verts.* »

Parmi les personnalités les plus célèbres qui se sont déjà saisies d'une pagaie, Virginjus Sinkevicius, l'ancien Commissaire européen de l'environnement, et Tom Waes, un des présentateurs vedettes de la VRT. Au total, 5 765 déchets plastiques ont été récoltés depuis 2019, ce qui représente 9 260 kilos d'ordures.

Ces solutions, City to Ocean les présente ; l'association en discute aussi avec les autorités politiques, les dirigeant·es du Port de Bruxelles, les employé·es de Bruxelles Environnement et d'autres professionnel·les qui peuvent les aider à les financer et les implémenter. « *Dès 2020, on a imaginé et chiffré le projet d'un bras anti-déchets*, explique Pieter, lui-même ingénieur civil de formation. *On encourage aussi fortement la création d'îles végétales. Le port de Bruxelles a installé deux fois 220m² de végétaux en 2022 et en 2024. Plus récemment, on leur a proposé d'installer nous-mêmes des radeaux flottants qui pourraient accueillir les oiseaux aquatiques, comme les cormorans.* » Début 2025, l'association devrait recevoir des catamarans-canoés capables d'embarquer des groupes scolaires sur le canal. Une nouvelle étape pour sensibiliser à la pollution aquatique dès le plus jeune âge. – **V.d.L.**

citytoocean.org

La nouvelle Commission européenne : l'extrême droite en embuscade

Derrière la majorité pro-européenne se cache une possible majorité alternative issue des partis nationalistes et conservateurs. Les voyants sont au rouge.

Le 18 juillet dernier, par 401 voix contre 284, la candidate à la présidence de la Commission européenne Ursula von der Leyen a obtenu le soutien d'une majorité confortable au sein du Parlement européen : elle a su rallier les chrétiens-démocrates du parti populaire européen (PPE), auquel se rattache le parti dont elle-même est issue (la CDU), les sociaux-démocrates (S&D) et les libéraux de Renew, et elle a bénéficié aussi de l'appui de la plupart des membres du groupe des Verts (à l'exception notamment de la députée Ecolo Saskia Bricmont). L'extrême droite, elle, comme la gauche, a voté contre.

Avec cette majorité pro-européenne, l'espoir était permis. Mais depuis, tous les voyants sont au rouge. Nous faisons face à une Commission européenne qui comprend des personnalités d'extrême droite, telles que le Hongrois Oliver Várheyli, protégé de Viktor Orbán, nommé à la santé et au bien-être animal, et l'Italien Raffaele Fitto, poulain de la Première ministre italienne Giorgia Meloni, chargé de la cohésion et des réformes, et qui reçoit en outre une fonction de vice-président exécutif.

Surtout, la Commission européenne peut toujours s'appuyer sur l'extrême droite pour former une majorité alternative à la majorité von der Leyen, si les textes qu'elle propose suscitent les réserves au sein des groupes S&D ou Renew, sans que les défections au sein de ceux-ci puissent être compensées par les Verts.

Le camp de l'extrême droite est certes divisé. Il inclut les 84 députés du groupe Conservateurs et Réformistes européens (CRE) (dominé par Fratelli d'Italia, le parti post-fasciste de la première ministre italienne Meloni, ainsi que par le PiS polonais ; c'est ce groupe politique qu'ont rejoint les 3 députés N-VA); les 86 députés des Patriotes pour l'Europe (dominé par les 30 députés européens du Rassemblement national français) ; et enfin les 25 députés de l'Europe des Nations Souveraines (ESN) (dominé par Alternative für Deutschland, et comprenant aussi une élue de Reconquête, le parti d'Eric Zemmour).

Au total, le Parlement européen inclut 195 députés d'extrême droite, dont le vote pourra le cas échéant compenser les défections du côté des sociaux-démocrates (136 députés) ou de celui des libéraux de Renew (77) : combinées à celles des députés PPE (188), les voix d'extrême droite permettent en effet une majorité confortable dans l'hémicycle (de 383 sur un total de 720 parlementaires européens).

Le risque est donc réel. La montée de l'extrême droite a constitué le fait majeur des élections européennes de juin dernier, et la droitisation du PPE constitue à la fois la conséquence de l'audience accrue des idées de l'extrême droite et une cause de son renforcement, puisque ses thèses, notamment sur les questions migratoires, se trouvent de plus en plus légitimées. Dès lors, dans un contexte où le PPE est vent debout contre le Pacte vert – le grand programme de transformation écologique de l'Union européenne, inauguré en 2019 –, il pourrait être tenté de détricoter celui-ci, sous prétexte de plaire à une opinion publique de plus en plus sceptique à l'égard des efforts visant à affronter les crises environnementales.

Le Pacte vert à surveiller

Alors, faut-il parler, comme le fait l'éditorialiste Hugues Le Paige, d'une « *Commission von der Meloni* » ? Ce n'est pas de la politique-fiction. Depuis l'entrée en fonction du Parlement européen dans sa nouvelle composition, en effet, le PPE a montré qu'il n'aurait aucun scrupule à s'allier à l'extrême droite, si ses partenaires S&D et Renew de la majorité n'acceptent pas certains amendements qu'il proposerait.

— Markus Spiske / Unsplash

Le Pacte vert survivra-t-il à cette nouvelle Commission ?

Lors d'un vote qui a eu lieu le 14 novembre, l'extrême droite a soutenu les amendements introduits par le PPE visant à affaiblir le règlement européen sur la déforestation adopté en 2023. En substance, ce règlement impose aux entreprises importatrices dans l'UE, responsables de leur chaîne d'approvisionnement, de réduire la contribution de l'UE à la déforestation et à la dégradation des forêts dans le monde en autorisant uniquement la mise sur le marché de l'UE ou l'exportation depuis l'UE de produits n'ayant pas entraîné de déforestation ou de dégradation des forêts au cours de leur production : le règlement prévoit que les entreprises importatrices devront notamment prouver la traçabilité des produits importés via des données de géolocalisation fournies par les agriculteurs, associées à des photos satellitaires. Il y a urgence : selon la FAO, 420 millions d'hectares de forêts – une surface plus grande que celle de l'UE – ont été déboisés entre 1990 et 2020, et l'UE est responsable de 10 % de cette déforestation à l'échelle mondiale, notamment en raison de ses importations massives d'huile de palme et de soja, qui représentent deux tiers de cet impact.

Or, après que, le 3 octobre, la Commission européenne eut proposé de reporter d'un an la mise en application du règlement déforestation, qui devait s'appliquer à partir du 30 décembre 2024, le Parlement a approuvé le report par 371 voix pour, 240 contre et 30 abstentions. Afin de former cette majorité, les voix de l'extrême droite sont venues s'ajouter à celles du PPE. Le 3 décembre, un accord a donc pu être trouvé entre le Conseil et le Parlement européen pour une modification ciblée du règlement de l'UE sur la déforestation, y compris le report de douze mois de sa date d'application. Ce report est censé aider les opérateurs économiques à s'adapter aux exigences de la législation, mais les pressions des grands exportateurs vers l'UE que sont le Brésil et les Etats-Unis ont également joué un rôle ; l'Allemagne aussi a pesé en faveur de ce report, dans son souci de ménager les susceptibilités des partenaires commerciaux de l'UE afin de préserver ses propres exportations.

Certes, ce précédent ne signifie pas qu'à l'avenir, la Commission européenne va proposer des législations façonnées pour recueillir au sein du Parlement européen le soutien du PPE et de l'extrême droite. Mais l'enseignement du règlement sur la déforestation est clair : le poids du PPE au sein de la coalition pro-européenne qui a soutenu von der Leyen est nettement renforcé, grâce à la menace que les chrétiens-démocrates peuvent toujours brandir d'aller chercher ailleurs qu'au sein des S&D et de Renew les voix nécessaires à l'adoption de ses amendements.

Voilà la grande ombre qui plane au-dessus de la législature qui s'entame. Quelle est la réalité du risque ? Dans les lettres de mission qu'ont reçues les membres de la Commission européenne de la part de la présidente von der Leyen, les références au rapport remis par Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne et ancien Premier ministre d'Italie, étaient omniprésentes. Présenté en septembre, le rapport alerte sur la perte de compétitivité de l'Europe face, notamment, aux Etats-Unis : il relève par exemple qu'entre 2008 et 2021, près de 30 % des « licornes » européennes (ces start-up réalisant un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de dollars US) se sont délocalisées hors d'Europe, notamment vers les Etats-Unis. Pourquoi ? Parmi les handicaps que Draghi identifie, figurent le poids de la réglementation européenne et le coût élevé de l'énergie. Certes, le rapport affirme que la décarbonation de l'économie européenne peut aussi constituer une opportunité, mais ce message risque d'être passé sous silence par une droite soucieuse, par opportunisme politique, d'opposer la transition écologique à la nécessité de ne pas grever la compétitivité des entreprises par rapport à leurs concurrentes américaines et chinoises. Si ce récit devait l'emporter, le Pacte vert en serait la première victime. Le moment de résister est venu. –

UETOPIQUE
Par Olivier De Schutter,
professeur à l'UCLouvain,
rapporteur spécial de l'ONU
sur l'extrême pauvreté
et les droits de l'homme

Thomas Piketty

« L'égalité est un combat qui peut être gagné »

Pour l'économiste et essayiste français, le 21e siècle sera celui du *« socialisme écologique, démocratique et participatif »*. Pour y parvenir, il propose un *« renversement des rapports de savoir et de pouvoir »*. Et défend une vision du progrès humain qui s'appuie sur le temps long en convoquant l'ensemble des conquêtes sociales gagnées au siècle passé. Conversation avec un intellectuel optimiste et mobilisé.

DR

Nos démocraties représentatives sont mal en point et, à l'heure du repli identitaire et de l'individualisme technologique, l'heure n'est pas aux mobilisations de masse. Ne sommes-nous pas entré·es dans une période de transformation en sens inverse du progrès humain ?

— Personnellement, j'ai choisi de défendre une vision plutôt optimiste du progrès humain, avec l'idée d'un mouvement long qui s'étend au cours du 21e siècle et porté par ce que j'appelle le « socialisme écologique, démocratique et participatif ». Je ne dis pas que ça va être simple, facile et linéaire, mais c'est en reprenant le cours des mobilisations sociales et collectives et en renforçant la démocratie électorale que la marche vers l'égalité et la dignité pourra reprendre ses droits. C'est un combat qui peut être gagné, qui a été gagné dans le passé et qui le sera encore à l'avenir.
Regardons toutes les étapes qui ont permis de passer des sociétés esclavagistes et colonialistes au suffrage universel, masculin d'abord, féminin ensuite, puis à la décolonisation, à la Sécurité sociale, à l'extension du droit de vote dans de nombreux pays, aux réformes des droits de propriété… Toutes ces transformations de nos systèmes politiques, légaux, fiscaux se sont toujours réalisées à travers des luttes. Avec, bien sûr, au fil des époques, des accélérations, des stagnations et des régressions. Mais, si l'on regarde sur le temps long, la « révolution sociale-démocrate » a permis de construire l'Etat-social au 20e siècle qui se caractérise par une réduction des inégalités, une prospérité économique très forte, une compression des écarts de revenus et, à un degré moindre, de patrimoines, etc.

Pour défendre cette vision optimiste, vous vous référez notamment à l'histoire contemporaine.

— Oui, car elle nous permet de prendre la mesure de l'ampleur du chemin parcouru. A la veille de la Première Guerre mondiale, le total des prélèvements obligatoires (impôts directs et indirects, cotisations sociales…) était inférieur à 10 % du revenu national en Europe pour atteindre 40 à 50 % dans les années 1980-90 et qui sont désormais collectivisés. La puissance publique a pris en charge un ensemble diversifié et de plus en plus étendu de missions de service public et de protection sociale : écoles, hôpitaux, logement, transports, retraites… Avec, au final, d'excellents résultats d'efficacité collective et d'indicateurs de santé publique. ›

« La marche vers l'égalité et la dignité peut reprendre ses droits. C'est un combat qui a été gagné dans le passé et qui le sera encore à l'avenir »

Aujourd'hui, aucune force politique en Europe ne propose de revenir à la situation de 1910, de supprimer l'assurance maladie publique, l'enseignement gratuit, la protection sociale… Néanmoins, l'enjeu est désormais de savoir s'il faut figer le poids de l'Etat social au niveau atteint jusqu'aux années Reagan-Thatcher (1980-90) – ce que proposent grosso modo les partis de droite et du centre –, ou s'il faut poursuivre l'extension et le processus de socialisation des richesses – ce que propose une large fraction des partis de gauche, pas toujours de façon cohérente et sans véritablement y parvenir à ce jour.
Au final, la social-démocratie n'est pas un produit fini. Elle s'est essoufflée pour différentes raisons, mais elle peut et doit retrouver un élan révolutionnaire. Car si notre seul objectif consiste à gérer l'existant et défendre les conquêtes sociales du passé sans perspectives pour l'avenir, alors on va laisser le champ libre aux tenants du gel néolibéral ou du repli identitaire.

Comment expliquer cet « *essoufflement* » selon vous ?
— Après la vague d'euphorie néolibérale des années 1990 - 2000, les partis sociaux-démocrates se sont en partie assoupis en se mettant dans une posture essentiellement défensive pour défendre un idéal qu'ils pensaient avoir atteint, sans aller plus loin dans la construction de la social-démocratie. Ce qui a été, à mon avis, une erreur fondamentale. Par ailleurs, nous avons traversé de grandes crises : deux Guerres mondiales, la fin du colonialisme, les crises financières (2008) et sanitaires (2019), les catastrophes environnementales en chaîne… Ce n'est pas rien.
Cet assoupissement, c'est aussi, sans doute, la conséquence de la chute du modèle soviétique. Celui-ci, on le sait, s'est soldé par un bilan catastrophique pour les populations concernées, mais cet échec du communisme est aussi synonyme de désillusion et continue à peser encore lourdement sur toutes celles et ceux qui, comme moi, explorent des voies alternatives et pensent la suite des crises en dehors du système capitaliste.
Enfin, il y a la vague libérale et nationaliste que l'on traverse désormais : Trump, le Brexit, Milei en Argentine… et tous les rendez-vous manqués, comme ce fut le cas aux Etats-Unis en 2020. Si Bernie Sanders ou Elisabeth Warren avait remporté les primaires présidentielles du Parti démocrate sur une base progressiste et socialiste, on aurait pu connaître un tournant dans l'histoire, comme l'a été en son temps l'élection de Roosevelt. Au lieu de ça, c'est Trump qui l'a emporté face à Hillary Clinton. En Grande-Bretagne, on a vécu un scénario un peu comparable, avec l'échec de Jeremy Corbyn [leader du Parti travailliste, qui a échoué en 2019 face au libéral populiste Boris Johnson].
Aux USA, après le nouveau succès de Trump, le Parti démocrate n'a pas le choix : il doit se remettre en question, redevenir un vrai parti populaire à la Roosevelt. Ne plus être seulement celui des élites intellectuelles, voire financières, mais d'abord celui des classes les moins favorisées. C'est une nécessité pour assurer sa survie.

Dans votre livre, vous prenez le cas de la Suède pour démontrer l'ampleur des transformations.
— Oui, il est intéressant. Cet Etat scandinave que l'on présente comme un paradis social-démocrate et qui a connu certaines régressions ces dernières années a accompli un chemin incroyable. Il y a un siècle, seulement 20 % des hommes les plus riches avaient le droit de vote et, jusqu'en 1910, il y avait des municipalités où un seul Suédois extrêmement riche disposait de la moitié des droits de vote de manière parfaitement légale et où les entreprises participaient au scrutin électoral en fonction du capital investi dans la commune.
A l'époque, ce système paraissait évident et indépassable du point de vue des élites. Aujourd'hui, on crierait à la concentration de pouvoir et à la corruption organisée. On sait que certaines entreprises trouvent actuellement d'autres moyens pour influencer les décisions publiques, mais on n'en est plus là et on peut se féliciter de l'ampleur des changements en profondeur.

Un siècle, c'est long… Peut-on encore s'inscrire dans ce temps long des conquêtes alors que l'urgence, environnementale notamment, nous impose d'agir très vite et fort ?
— L'urgence est là, en effet. C'est pourquoi il faut intensifier les réformes et le calendrier des transformations institutionnelles. Et l'aggravation des catastrophes environnementales va peut-être nous conduire à des accélérations politiques, mais ce n'est pas sûr. Agir après des catastrophes, ce n'est pas vraiment la solution. Il faut continuer le combat intellectuel pour diffuser des discours alternatifs le plus largement possible, pour aider à la décision politique, mais on sait que ça prendra du temps.
Croire que l'on peut atteindre une sorte d'âge d'or de la démocratie de manière rapide, linéaire, spontanée, harmonieuse, c'est un leurre. L'histoire est faite de cycles et d'oscillations, avec de longues luttes, et il faut être modeste et réaliste.

« La social-démocratie n'est pas un produit fini. Au 20e siècle, elle s'est reposée sur ses acquis et s'est quelque peu essoufflée, mais elle peut et doit retrouver un élan révolutionnaire »

Bio express

Thomas Piketty est économiste, écrivain et chercheur. Directeur d'études à l'Ehess et professeur à l'Ecole d'économie de Paris, il est spécialiste des inégalités économiques dans une perspective historique et comparative.
Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages dont son best-seller *Le Capital au XXIe siècle* (2013), vendu à plus de 2,5 millions d'exemplaires dans le monde et adapté en documentaire, ainsi que sa suite *Capital et Idéologie* (2019).
Ses derniers livres sont : *Histoire du conflit politique. Elections et inégalités sociales en France, 1789-2022*, co-écrit avec Julia Cagé et *Vers le socialisme écologique. Chroniques 2020-2024*, tous deux publiés au Seuil.

L'époque que l'on traverse n'est pas facile, très incertaine, mais le passé nous montre que c'est possible. Pour cela, il faudra impérativement passer par une réduction drastique des inégalités à l'échelle mondiale et une profonde remise en cause des logiques marchandes et capitalistes actuelles.

Ce sont pourtant ces logiques-là qui semblent s'enraciner…
— Les deux grands systèmes de pensée qui dominent actuellement en Europe et dans le monde – le libéralisme et le nationalisme – ne parviendront jamais à résoudre seuls les défis de notre temps. Pire : ils nous conduisent tout droit dans une impasse. L'appel aux identités, la stigmatisation des autres cultures, les discours anti-migrants… Tous ces discours sont séduisants et constituent une force appuyée, en partie, par un système médiatique *mainstream* et un mode de financement des partis politiques. Mais ces discours sont aussi factices et mortifères. Une fois au pouvoir, ces courants néolibéraux et nationalistes sont dans l'incapacité de mener à bien des politiques socio-économiques à la hauteur des défis environnementaux et sociaux auxquels nous devons faire face.
Confier les services publics de l'Etat au privé ça coûte plus cher, ça ne marche pas économiquement et ça accroît davantage les inégalités. Encore faut-il l'expliquer, le démontrer et, surtout, convaincre les citoyen·nes du bien-fondé des alternatives, en rappelant qu'elles sont plus satisfaisantes et durables que la voie marchande. Le cas de la Grande-Bretagne est à ce sujet emblématique : les politiques anti-sociales et pro business menées par le Liberal Party, qui ont notamment conduit au Brexit, sont un échec cuisant que le gouvernement de Keir Starmer [le Premier ministre travailliste] tente de corriger. ›

Pour contrer ces forces illibérales et réactionnaires, il faudra *« renverser les rapports de pouvoir »*, comme vous l'écrivez. Comment procéder ?

— En innovant dans plusieurs grands domaines clés. Tout d'abord la gouvernance, basée sur la participation démocratique, la délibération, l'expérimentation collective, la décentralisation – ce qui n'est pas simple, *a fortiori* à l'échelle continentale, voire mondiale. Ensuite, il s'agit de stimuler la démocratie économique qui vise à impliquer davantage les salarié·es dans la gestion des entreprises. Par ailleurs, il importe d'intensifier la « démarchandisation égalitaire » qui consiste à réduire la dépendance des individus face au marché et à assurer les risques des citoyen·nes. Ce processus a déjà commencé et il fonctionne. Au cours du 20e siècle, de nombreux secteurs d'activité se sont développés en dehors de la logique lucrative, notamment l'éducation, l'agriculture biologique, la santé, la culture, les transports, l'énergie. Ce processus a impliqué de très nombreux protagonistes (collectivités locales, écoles, enseignant·es, universités, hôpitaux, médecins conventionnés, associations, régies municipales…) et démontré qu'il était efficace.

Enfin, il faut mettre en place une politique fiscale plus égalitaire, avec des mesures fortes, réelles et substantielles qui visent à faire payer les milliardaires et les multinationales. Car si l'on veut maintenir une planète habitable, il faut que les plus riches assument la réalité des chiffres, notamment climatiques [selon les travaux du World Inequality Lab, les 10 % les plus riches au niveau mondial sont responsables d'environ 70 % des émissions carbone, contre à peine 5 % pour les 50 % les plus pauvres].

Cette question de la répartition des efforts et des richesses est centrale, comme elle l'a toujours été dans l'histoire. Mais elle est aussi complexe, car elle suscite à la fois de fortes résistances de la part des groupes favorisés et des difficultés de mobilisation des groupes les moins favorisés.

Concernant ces innovations démocratiques, pensez-vous que les partis et les professionnel·les de la politique sont prêts à sortir de la particratie et des intérêts particuliers pour réellement partager le pouvoir et transformer les institutions en ce sens ?

— Ça laisse encore un peu à désirer, en effet. Il y a de nombreuses initiatives qui émergent : panels et conventions citoyennes, référendum… mais ça reste trop timide. Ce qui m'inquiète parfois c'est de voir les partis englués dans des luttes stériles, les uns contre les autres, y compris à gauche. A un moment, il faut faire preuve de modestie, rappeler que l'exercice du pouvoir est une tâche compliquée. Et il faut aussi se concentrer sur la mobilisation et l'implication des citoyen·nes par tous les moyens possibles, en dehors de ces conflits d'étiquettes, de structures partisanes. Il faut le faire dans la sphère publique, mais aussi dans le cadre des entreprises.

En quoi la « démocratie économique » est-elle plus vertueuse aujourd'hui ?

— En Allemagne et en Suède, les représentant·es élu·es des salarié·es disposent d'une part importante des voix dans les conseils d'administration ou de surveillance des entreprises (jusqu'à la moitié des voix dans les grandes entreprises en Allemagne). Si elles ou ils possèdent de surcroît une part du capital, ou bien si une collectivité locale possède une part du capital, alors il devient possible de faire basculer la majorité. Pour aller plus loin, il faudrait commencer par étendre ce système aux autres pays (en Europe et ailleurs) et à toutes les tailles d'entreprises. Ensuite, on pourrait plafonner les droits de vote des actionnaires individuels (par exemple : pas plus de 10 % des voix dans une entreprise de plus de cent salarié·es). Tout indique que cela permettra de mieux impliquer davantage de personnes dans les décisions qui les concernent au premier chef, souvent bien davantage que des actionnaires qui vont et viennent.

Dans votre ouvrage, vous plaidez aussi pour un partage plus grand des savoirs et des sciences. C'est un enjeu majeur à l'heure de la désinformation de masse, des « toxic data » et du complotisme…

— Très clairement. Sur cette bataille culturelle et celle des idées, nous devons encore faire mieux, notamment dans le domaine de recherche qui est le mien. Un courant important d'économistes défend toujours une vision conservatrice de l'économie, en affirmant qu'il s'agit d'une science accessible seulement aux initié·es et que les profanes ne peuvent pas comprendre. C'est absolument catastrophique comme discours. Et nous ne pouvons pas laisser l'économie aux mains des seul·es économistes. C'est une discipline qui doit être partagée, vulgarisée, enrichie par l'anthropologie, la sociologie, l'histoire… A tous les citoyens et citoyennes qui se disent parfois *« c'est compliqué, je n'y connais rien, ce n'est pas pour moi »*, il faut dire non, ne vous laissez pas impressionner par les discours pseudo-scientifiques, hermétiques ou techniques. En vérité, l'économie c'est une science sociale qui devrait être accessible à tout le monde. **— Propos recueillis par Hugues Dorzée**

« Les partis néolibéraux et nationalistes véhiculent des discours factices et mortifères. Ils sont dans l'incapacité de mener à bien des politiques socio-économiques à la hauteur des urgences sociales, économiques et environnementales »

« Ce qui m'inquiète parfois c'est de voir les partis englués dans des luttes stériles, les uns contre les autres, y compris à gauche. A un moment, il faut faire preuve de modestie, rappeler que l'exercice du pouvoir est une tâche compliquée. Et il faut aussi se concentrer sur la mobilisation et l'implication des citoyen·nes »

Un **kit du futur** démocratique

Sortir de l'urgence d'un temps présent souvent anxiogène et contraint pour nous projeter dans un futur ouvert. Cette proposition formulée par Baptiste Lanaspèze, fondateur de la maison d'édition française Wildproject, prend aujourd'hui la forme de deux jeux prospectifs : le kit du futur et le jeu des sept familles du futur.

« *Nous sommes confrontés à un double phénomène*, observe notre interlocuteur. *D'une part, les acteur·rices politiques sont dans une forme d'urgence permanente et focalisé·es sur les échéances électorales. D'autre part, ceux qui réfléchissent à la prospective sont principalement les grands protagonistes institutionnels ou industriels qui investissent dès aujourd'hui pour les décennies à venir. Or, construire le monde de demain est un enjeu démocratique.* »

Après une décennie consacrée à l'édition d'ouvrages d'auteur·rices anglo-saxons ou francophones dans le domaine de l'écologie, Wildproject veut allier à cette ligne éditoriale pointue une démarche susceptible de populariser cet enjeu trop souvent réservé à l'élite technocratique. « *Réfléchir au futur appartient à tout le monde, c'est en ce sens que nous avons construit ces outils avec différents partenaires*, poursuit Baptiste Lanaspèze. *L'avenir n'est pas une science, mais l'affaire de tous et toutes. Nous avons besoin d'une approche citoyenne de la prospective. Une approche pluraliste et ouverte.* »

Outil d'éducation populaire, le kit du futur s'adresse aux collectifs ou aux organisations désireuses de mettre en réflexion l'avenir en proposant des ateliers de futurologie qui durent le temps d'un film. Les propositions des participant·es sont formulées sur des « tickets » à travers cinq catégories - Gaïa (vert), Technologie (rose), Social (jaune), Loi (bleu), Géopolitique (rouge).

Complémentairement à ce kit d'animation, Wildproject éditera en 2025 un jeu des sept familles qui nous permettra d'appréhender les enjeux écologiques aujourd'hui de manière originale (*voir cartes ci-contre*). « *A travers certaines figures, le jeu nous aide à sortir de nos bulles respectives. C'est aussi une manière de féconder nos imaginaires, de nous projeter et de partager nos connaissances sans rentrer immédiatement en confrontation avec l'autre comme cela se passe trop souvent quand on aborde les enjeux écologiques.* » –

Le kit du futur et le jeu des sept familles sont téléchargeables sur kitdufutur.org/#jeu

Dans chaque numéro, *Imagine* vous propose une nouvelle littéraire inédite qui nous emmène dans un futur plus ou moins proche.

Nadid Belaatik

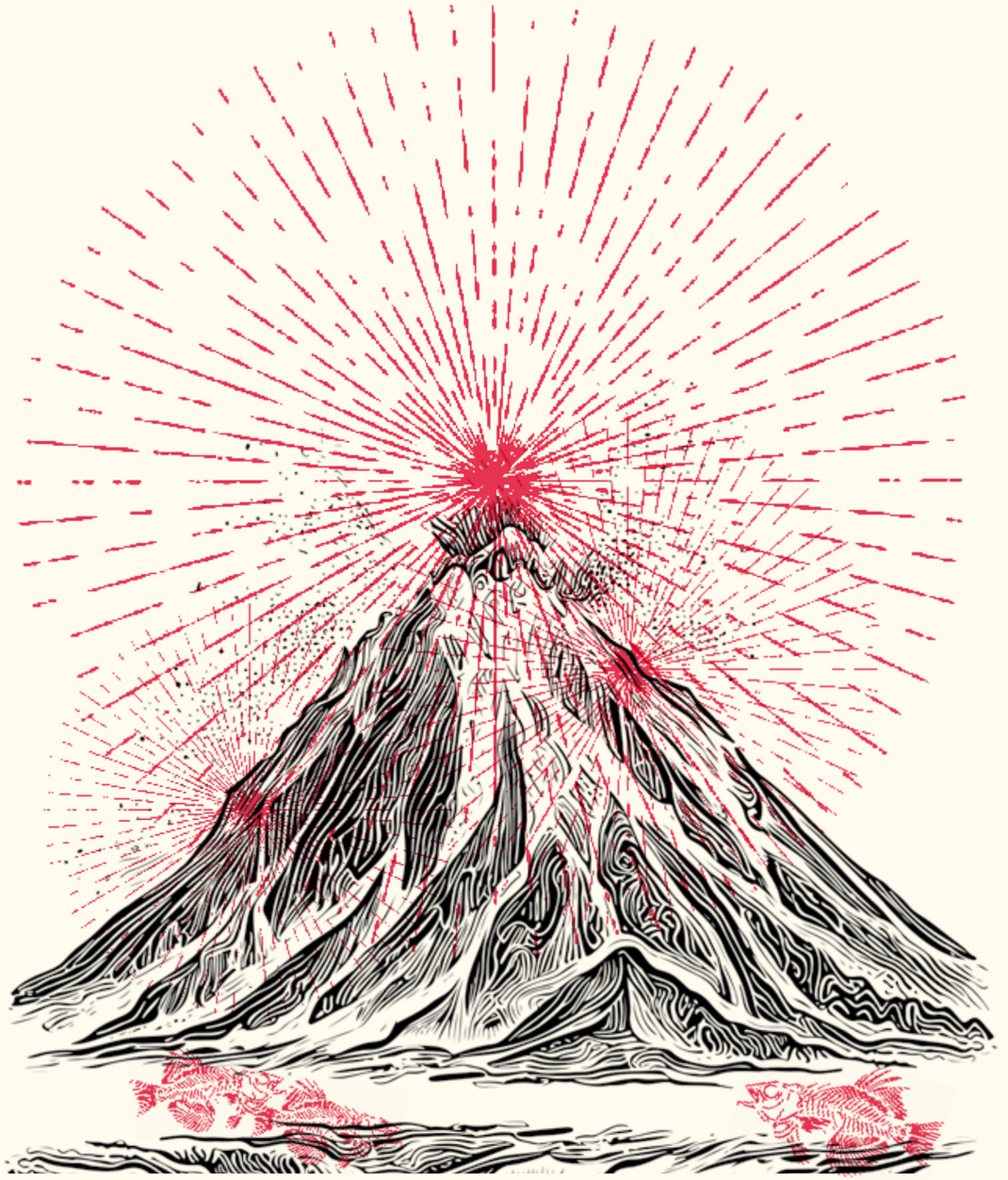
FAIRE RAGE

Le feu fait rage. Tout autour de moi, la montagne brûle. Ce n'est pas exactement comme ça que j'avais imaginé mes premières vacances. Je voulais partir seul, loin de tout, surtout des écrans, vivre au grand air et me voilà bloqué au refuge de la première étape, avant même d'avoir pu vraiment commencer. Dépendant, pour savoir quoique ce soit de la situation, des quelques personnes présentes avec moi qui sont en contact avec le monde extérieur. Les nouvelles ne sont pas si mauvaises dans la mesure où, apparemment, on serait en sécurité ici. Il suffit d'attendre les secours, me dit-on. Je ne suis que moyennement rassuré mais l'attente, je connais. Dans mon métier, il faut de la patience. De la patience et des nerfs d'acier aussi pour ne pas craquer devant les centaines d'heures hebdomadaires de visionnage de vidéos afin de m'assurer qu'elles ne dérogent aux règles des plateformes en ligne.

Dans l'attente, je me pose toujours mille questions absurdes. Là, je me demande d'où vient l'expression faire rage et comment le feu peut-il la faire ? Comment peut-il faire quelque chose que rien ni personne d'autre ne fait ? Et moi, ai-je déjà fait quelque chose que rien ni personne d'autre n'a fait ? Ai-je déjà fait rage ? Et la rage est-elle le contraire de l'attente, le contraire de ce qu'on me demande ? En tout cas, même si je peux en ressentir, je ne dis rien quand, dans l'après-midi, les secours viennent chercher ceux qui partagent le refuge avec moi. Sous prétexte que je n'ai pas renseigné mes informations en ligne, ils ne peuvent pas me prendre en charge. Comment aurais-je pu le faire sans mon téléphone ? Je le demande mais sais ce genre de questions inutile face aux secouristes algorithmisés. Ils décollent, me laissant seul face à la montagne et la bibliothèque du refuge, seule distraction autre que recèle le lieu.

Plus tard, comme il ne me semble qu'il n'y a plus rien d'autre à faire pour me sauver, je tente une sortie. Je ne suis pas si loin du défilé après tout, je pourrais peut-être y arriver. En contrebas, je vois le courant de la rivière charrier de temps en temps quelques corps. Ils flottent sans dénoter l'un de l'autre. Seul leur dos est visible et je ne parviens pas à voir s'ils sont morts calcinés ou si ce sont les cyanobactéries dans l'eau, reconnaissables à la couleur qu'elles lui donnent, qui les ont tués. Essaims d'abeilles, bancs de poissons passent aussi et m'apparaît que les animaux, eux, peuvent mourir ensemble, comme ils ont vécus.

Sur les plages, ça m'a toujours plu la sensation du sable qui brûle les pieds, mais il y a des limites. Sable, terre et eau, tout est rougi par les feux et par les bactéries et je ne sais pas lequel de ces éléments donnent à l'air sa coloration. Même si la fumée m'empêche



maintenant de le voir, j'ai en souvenir le trou présent tout au-dessus du rocher qui surplombe ma position et indiquait avec tant de contraste la différence entre le ciel et la pierre. À cet endroit, le ciel paraissait plus clair encore. Et c'est comme si la disparition du promontoire disait la prémonition d'une autre lumière à venir, je le sens comme peut-être jamais je n'ai senti.

De me retrouver face à des éléments qui menacent de m'absorber, je ne sais pas quoi penser. Cela voudrait dire qu'ils pourraient me toucher. Or dans mon monde, rien ne se touche. Tout reste à distance, comme séparé par des écrans omniprésents. Rien ne se sent non plus. On se contente de pressentir. Pour la vision, c'est pareil, on prévoit seulement. Les sens mènent à la matière, la pierre, la terre. Or, cela fait longtemps que nous avons décidé de ne plus nous en soucier. Alors, nous avons mis ses mirages à distance aussi. Et nos sens sont devenus inutiles, ridicules. Et puis, le pressentiment, ainsi débarrassé de toute matérialité, va encore plus vite. Et la vitesse est essentielle.

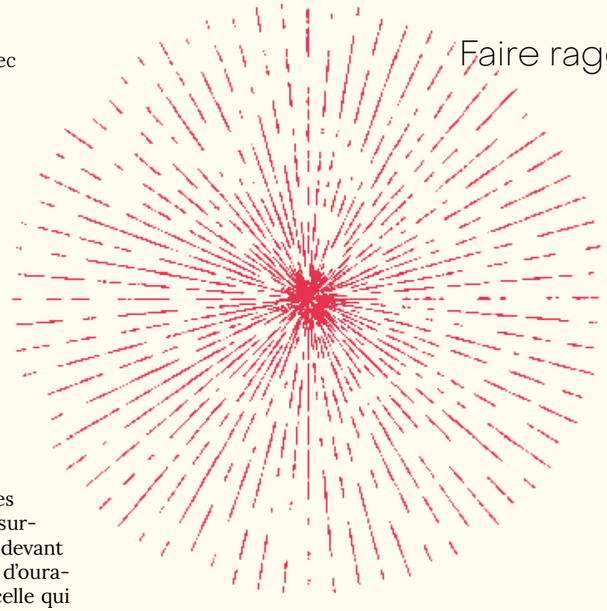
La montagne brûle. La rivière est empoisonnée. Factuellement, deux informations peuvent se lire très rapidement, quasi instantanément. À vivre pourtant, une seule d'entre elles peut suffire à faire monde. Ou à le finir. Je ne sais pas quelle sorte d'épaississement se trame à l'endroit de frottement entre information et matière pour qu'un tel évènement se produise. Cela m'échappe autant que je suis bloqué ici. Et depuis quand le suis-je ? Depuis quand sais-je que je suis perdu ? Ou au contraire, depuis quand sais-je ce qui m'attend ? Des heures, des jours, des semaines, je ne sais pas. Ne plus dormir m'empêche l'éveil et il me semble que j'atteins le stade surréel, une sorte de rêveil entre rêve et réel. Me reviennent en mémoire des jours que je n'ai jamais vécus (à moins qu'il ne s'agisse de nuits ?) mais tout se confond si bien que les rêves peuvent eux aussi se vivre comme des moments vécus.

Le sens du temps s'obscurcit en même temps que le ciel. Et pendant ma marche, me revient à l'esprit le début du premier cercle de l'Enfer tel que décrit par Dante dans *La Comédie humaine*, celui peuplé par les indolents, ceux qui n'auront été ni rebelles, ni fidèles, dit-il. Et alors que je me demande si c'est là que je finirais, sous mes pieds, la terre est traversée par des secousses. Les tremblements remontent dans mon corps et c'est comme si le monde tout entier entrait en résonance. Il paraît s'ouvrir et alors une phrase vient en moi, comme aucune autre avant : « *Avant moi rien n'a jamais été créé qui ne soit éternel* ». Étrange, elle semble avoir été écrite avant de me parvenir. Comme si elle m'avait été soufflée d'ailleurs. Plus qu'une phrase, elle est une voix.

La terre vibre encore. Alors que des blocs de pierre se détachent de la paroi rocheuse et percutent le sol dans un fracas apocalyptique, en moi, une consistance apparaît, liée à cette voix inédite. Aussi loin que je puisse me rappeler, j'ai toujours appris à séparer les choses, à les aplatir, à les annuler. Plus qu'à les trier, à les séquencer. Je ne sais faire que ça : entendre et lire des phrases, en faire des informations, les décoder pour mieux les posséder. Toute chose, vivante ou non, n'est qu'un code et nous les piratons absolument et indéfiniment. Plus que les informations pures qu'elles contiennent, c'est la séquence qui permet le vrai piratage, le vrai hack. Ensuite, nous les faisons exister en les dupliquant, en les répétant. Parce que, dans mon monde, ce qui ne se répète pas n'existe pas. Pourtant, ici, cette voix résonne sans se répéter, comment est-ce possible ?

Le feu réduisant tout, absorbant tout, le monde paraît ne vouloir faire plus qu'un. Même le courant de l'eau est en train de cesser, et la stagnation augmente autant la présence des bactéries qu'elle ne permet plus à rien d'être charrié. Les éléments qui se rejoignent ne peuvent annoncer rien d'autre que la fin du monde. Si la vie n'avait été possible que par la multiplication d'une première cellule qui en avait donné deux, puis quatre, puis huit puis seize jusqu'à l'infinité d'elle-même ainsi reproduite faisant monde, elle se retirait à présent en elle-même et allait sans doute aussi immanquablement me réduire.

Dans cette lutte où je ne peux rien sinon la prévoir, l'espoir est lui aussi en train de disparaître. Je ne sais même plus si ce que je parviens encore à respirer peut être vraiment qualifié d'air. Et alors que je me dis que me tient encore seulement à cœur de casser le code de cette nouvelle voix apparue, parce qu'au fond c'est ce que j'ai toujours fait, que je ne peux pas faire autrement au point que cela a toujours ma seule source de plaisir, voilà que ce code me parait aussi unique en son genre, mais d'un autre genre d'unicité que celle qui détruit. Je le vois, je le lis mais n'arrive pas à en percevoir la séquence. Elle m'offre un monde qui se déplace plus vite que je ne parviens à poser des mots dessus, un monde qui ne serait pas information pure, mais un monde fait de matière, un monde comme antérieur au mien et pourtant nouveau.



Je ne sais pas comment la connexion avec cette voix en moi s'est produite. Et comment une connexion entre deux choses se produit-elle ? À quoi tient-elle et où se joue-t-elle, le sait-on jamais vraiment?

« *Une île déserte, ça n'existe pas.* » Je n'ai pas le temps de comprendre la première phrase qu'une seconde surgit. Des images nomades m'apparaissent alors, comme en surbrillance à côté du monde qui brûle. Mon champ de vision se splite en deux réalités sans que je ne puisse me dire dédoublé pour autant. Même mes rêves et mes cauchemars se confondent en une même chose. La chaleur suffocante paraît n'avoir jamais existé et dans un endroit qui est une région, marche quelqu'un qu'on dirait moi. L'eau atteint les genoux et les cuisses des personnes qui errent encore à la surface. Quand ce quelqu'un qui est moi passe devant elles, il s'entend dire que jamais avant il n'y eut d'ouragan ici et qu'elles ne doivent leur survie qu'à celle qui avait vu la terre blanchir et en avait compris le signe avant-coureur.

Alors que je me demande, les yeux rougis, si je suis indolent de ne pas arriver à sauver mon monde, que je me sens impuissant, empli d'une rage nulle, d'autre mondes s'ouvrent. Tous, eux aussi n'en finissent pas de finir. Cela devrait m'angoisser mais il semble que l'air qui a disparu dans le mien ne me manque plus et c'est comme si je respirais en apnée dans les images et les phrases des autres. En leur sein, c'est comme si le temps ralentissait. Ça fait un temps, deux temps, trois temps, trois virgule quatorze temps, trois virgule quatorze quinze temps et ça continue en recommençant.

Les flammes courent autour de moi de plus en plus proches et, comme si elles leur étaient liées, les images s'accélèrent aussi. Je vois des gens installés tranquillement à une terrasse alors que l'eau d'un lagon monte. Non loin d'eux, un tableau monumental appelé Le Paradis. À l'époque de sa réalisation, Nostradamus, quand il n'écrivait pas de traité sur les confitures, écrivait d'autres traités sur ses prophéties. L'humanité a toujours écrit pour le futur. Si, étymologiquement, la rage est liée au délire prophétique, qu'est-ce qui pourrait être attaché à son envers ? Et dans un monde sans dessus dessous, comment définir un envers ? Maintenant qu'il semble qu'il n'y ait plus de futur, je me dis que s'il fallait encore écrire, il faudrait alors s'adapter et changer ses habitudes. Et à quoi pourrait alors ressembler un texte écrit pour le passé ? Serait-ce comme écrire pour du beurre ? L'avantage de connaître les lecteurs qu'on aimerait toucher serait sans doute contrebalancé par le fait qu'ils aient disparu pour toujours.

Les craquements des bois brûlés alentour se sont tus. Le courant arrêté, l'eau est devenue muette elle aussi et bout sans un bruit. Et c'est comme si tout le bruit du monde qu'on faisait était là pour ne pas entendre le danger qu'il recelait. Mais tous les bruits ont fini par disparaître, et seul le danger est encore là. Pas loin de moi, comme s'il y avait quelque chose derrière la fumée, et ça voudrait dire que la fumée avait une fin, ce que je ne pouvais pas concevoir, j'entends des pas. Ils ont l'air de pas infiltrés, comme avançant à pas de loup. Ce n'est qu'au bout d'un temps qui me paraît infini, où tous mes membres, nerfs et os sont tendus vers ce bruit que je me rends compte que ce sont en fait des battements, et qu'il s'agit de ceux de mon cœur. Ceux qui s'infiltrent dans nos mondes, ceux qui s'infiltrent en nous le font toujours à ce rythme.

Dans ce tumulte fait de ténèbres, je ne parviens plus ni à savoir où je suis, ni à localiser la voix. Elle

est comme hors de moi et puis-je la suivre ? Est-elle sur l'autre versant de la colline, ou pas beaucoup plus loin, sur une autre colline peut-être ? Et si c'est le cas, la sienne brûle-t-elle aussi ? Tous les visages que j'ai croisés dans ma vie défilent si nombreux devant moi que je ne sais même plus quand je suis né, ni même si je suis né. La voix elle-même paraît se dessiner de tous ces visages, et serait-ce une façon de commencer à l'apercevoir ?

« *Elle me dit ce n'est plus de l'amour, c'est de la rage.* »

Quand il y en avait encore, on disait qu'un animal qui avait la rage présentait un comportement opposé à celui qu'il avait naturellement. De craintif, il devenait audacieux et inversement. Ainsi, si une bête d'habitude fuyante approchait, il fallait s'en méfier. Elle pouvait par sa morsure subite inoculer la rage. L'hydrophobie était alors une des pathologies, parmi d'autres, que l'on risquait de développer. Je ne sais pas qui de l'amour ou de la rage est le plus fort mais d'y penser, j'ai soudain très envie de plonger dans l'eau tout près de moi. Cela me paraît même être l'endroit de ma survie. Et si j'y voyais encore du courant – ce mouvement qui emporte tout – je n'aurais pas hésité à me laisser emporter.

Quelqu'un avait dit qu'on ne se baignait jamais deux fois dans la même rivière. Maintenant, on ne pouvait même plus s'y baigner une fois. Je me vois pourtant flotter à sa surface, tête et bras à l'air libre. J'aime imaginer le calme extérieur trancher avec les battements frénétiques des jambes submergées qui le rendent possible.

Des flammèches commencent à s'accrocher à moi, et alors que je ne sais toujours pas qui de l'amour ou de la rage étreint le plus assurément, je me demande si je pourrais enfin toucher quelque chose du doigt. Dans le flot des images qui défilent plus vite que le feu ne me happe, il ne m'est plus possible de faire la différence entre la voix et le feu, entre la rage et l'amour, l'utopie et la dystopie et, à l'instant de toutes les non-différences, alors que tout paraît devoir m'engloutir, je me réveille dans un cri.

Dans un premier temps, je ne sais pas où je suis. Je sais seulement que je suis en sueur et alors que j'essaie de reprendre mon souffle, devant moi, des dizaines d'écrans allumés continuent de charrier leur lot d'images de l'état du monde. Je respire à l'idée que je m'étais endormi sur mon canapé, que le contenu des écrans avaient pénétré mon esprit endormi comme cela arrive souvent et que tout ça au fond n'était qu'un cauchemar lointain. Je décide de me lever pour finir mes bagages et, à côté de l'aquarium où mes poissons, loin de savoir ce que je viens de traverser, nagent toujours aussi tranquillement, je vois une bougie presque entièrement consumée que je ne me rappelle pas avoir allumée. Cela m'inquiète un peu de voir la petite flamme qui danse encore malgré tout à son extrémité me rappeler étrangement le visage de la femme de mon rêve. Je souffle dessus pour l'éteindre en me disant qu'il est vraiment temps que je change d'air et pense : Vivement demain, vivement la montagne.

– DR.

Nadid Belaatik

Nadid Belaatik vit et travaille à Bruxelles. Dans son travail d'écriture, il navigue de motifs autobiographiques à fictionnels en passant par des formes plus théoriques qui empruntent au cinéma et à la philosophie. Il termine actuellement l'écriture de son premier roman *Ouvertures*. Ses textes ont fait l'objet de différentes publications (AOC, Mot/lame, R22...).

Pour nos abonnés à *Imagine* digital, retrouvez la vidéo de l'auteur qui évoque cette nouvelle inédite du futur.

L'écologie politique
à l'épreuve des catastrophes
3/4

L'exercice du pouvoir et l'accélération des bouleversements du monde mettent une grande pression sur l'écologie politique. Parvenue aux commandes dans quelques pays européens, elle doit maintenant gérer les catastrophes, en plus d'engager un grand tournant civilisationnel et régler les tensions internes. *Imagine* vous propose une série en mode politique et prospective.

Entre anthropocentrisme, biocentrisme et écocentrisme

Par **Raphaël Stevens**, chercheur et expert indépendant en résilience des systèmes socioécologiques et **Pablo Servigne**, ingénieur agronome et docteur en biologie. Tous deux sont essayistes et spécialistes des questions d'effondrement, de transition et d'agroécologie.

La révolution biocentrique nous oblige à repenser les relations entre humains et non-humains. Il ne s'agit plus de dominer ni de sanctuariser la nature, mais de repenser notre place dans ces réseaux d'interdépendances.

— Unsplash / Neom

« Pas d'anthropomorphisme avec les animaux ! » Cette injonction, bien connue dans les écoles vétérinaires, résonne étrangement dans notre monde en crise. Face à l'effondrement accéléré de la biodiversité, comment ne pas voir dans les espèces menacées des êtres qui souffrent, qui luttent et qui résistent ?
L'urgence écologique, que nous évoquions dans notre précédente chronique (*Imagine* n°162), révèle une contradiction profonde dans notre rapport au vivant : sous couvert de transition énergétique et au nom du climat, nous accélérons l'exploitation des ressources et continuons à sacrifier des écosystèmes. Un paradoxe qui illustre notre incapacité à sortir d'une vision du monde centrée sur l'humain, même face à la catastrophe.
Cette tension, qui a toujours divisé l'écologie politique, traverse aujourd'hui la société dans son ensemble et pourrait bien s'imposer comme une source majeure de conflictualité politique dans les prochaines décennies. Comment « protéger » la nature sans la réduire à une projection de nos désirs ou de nos peurs ? N'y a-t-il pas d'ailleurs dans l'intention de « protéger » un insupportable complexe de supériorité ? Peut-on encore penser la politique uniquement au regard des seuls intérêts humains ?

La plus tenace des dominations

Parmi toutes les dominations systémiques de notre époque – patriarcat, racisme, impérialisme, infantisme – l'anthropocentrisme est probablement la plus difficile à ébranler. Elle structure nos institutions, notre rapport à la nature et notre identité d'êtres modernes, tout en ayant permis des progrès considérables en matière de sécurité alimentaire, de santé et de mobilité. Elle confère une efficacité politique indéniable, autorisant des décisions rapides face aux urgences. Pourtant, en ignorant la valeur intrinsèque des écosystèmes, elle continue à exacerber les « déséquilibres » qu'elle prétend enfin corriger.[1]
En Europe, les plans de relance post-Covid illustrent ce paradoxe. Sous couvert d'impératifs climatiques, ils accélèrent l'extraction de métaux et la destruction des écosystèmes. Les partis écologistes au pouvoir se retrouvent pris au piège : contraints de gérer l'urgence écologique, ils finissent souvent par reproduire à l'égard de la biodiversité les schémas de domination qu'ils dénoncent.
Cette difficulté à sortir de l'anthropocentrisme se manifeste plus violemment encore dans les réactions aux mouvements antispécistes (qui refusent toute hiérarchie entre espèces). Quand un député français comme Aymeric Caron questionne la supériorité morale des humains sur les autres espèces[2], les réponses sont brutales et viscérales. La remise en cause de l'anthropocentrisme ébranle notre sentiment profond de cohérence, touchant au cœur même de notre identité. Les études en neurosciences révèlent que de tels questionnements activent le cortex cingulaire antérieur, une zone cérébrale qui s'alarme lorsque nos cadres de référence vacillent[3].

La révolution biocentrique

Pour contrer cette domination systémique, le biocentrisme propose une révolution radicale. Il attribue une valeur morale intrinsèque à tous les êtres vivants, indépendamment de leur utilité pour l'humain. Cette approche se décline en deux sensibilités[4], aux implications politiques différentes.
Le biocentrisme *empathique* se concentre sur la souffrance des êtres sensibles. Il trouve un écho particulier dans les mouvements antispécistes et influence directement les politiques de protection animale. Son efficacité politique repose sur sa capacité à mobiliser l'empathie, notamment pour les espèces qui nous « ressemblent », poussant à une redéfinition profonde de nos relations avec le monde animal.
Le biocentrisme *holiste* adopte une approche plus englobante, centrée sur la préservation de l'intégrité du vivant dans sa totalité. Sa dimension spirituelle a notamment influencé la législation équatorienne, où les droits de la nature (la « Pachamama ») ont permis de bloquer un projet pétrolier en Amazonie en 2023[5]. La Nouvelle-Zélande a marqué l'histoire en accordant à la rivière Whanganui le statut de personne juridique à part entière, avec ses droits, ses devoirs et ses gardiens désignés pour parler en son nom[6]. Cette vision qui sacralise la nature peut paradoxalement séduire les conservateurs par ses échos aux valeurs traditionnelles.
Ces avancées exacerbent de nouvelles tensions. Par exemple, dans les aires marines protégées d'Afrique de l'Est, des politiques visant à préserver la biodiversité ont exclu des communautés locales de leurs zones de pêche traditionnelles[7]. Ces conflits entre justice environnementale et justice sociale pourraient se multiplier à mesure que le droit bouge… et que les ressources se raréfient.

L'écocentrisme, une synthèse possible ?

En réponse à ces limites émerge l'écocentrisme. Cette perspective dépasse la simple attribution de valeur morale au vivant pour considérer les écosystèmes comme des réseaux complexes où éléments vivants et non-vivants sont également essentiels. Il ne s'agit plus de dominer ni de sanctuariser, mais de repenser notre place dans ces réseaux d'interdépendances. En Colombie par exemple, la justice transitionnelle reconnaît les dommages environnementaux comme des crimes à part entière, qu'ils affectent directement le vivant ou non[8].
Mais l'écocentrisme se heurte aussi à des obstacles majeurs. Dans les grandes arènes internationales comme les COP, les intérêts anthropocentrés dominent encore largement les débats. Dans une gouvernance qui reste essentiellement humaine, qui peut légitimement représenter les écosystèmes ? Le chantier juridique paraît immense….
Cette question en soulève une autre, plus dérangeante encore pour l'avenir de l'écologie politique. Le « retour à la nature » prôné par certaines versions du biocentrisme et de l'écocentrisme ne risque-t-il pas de réveiller de vieux démons ? L'histoire montre tragiquement que l'appel à l'« ordre naturel » ou la critique radicale de la modernité peuvent nourrir des tendances réactionnaires, voire autoritaires.
Comme toujours en écologie, le temps ne joue pas en notre faveur, car chaque nouvelle crise a tendance à durcir ces réflexes anthropocentrés. Alors que les crises écologiques s'intensifient, la fragile et complexe *écologie politique* risque de se fracturer sur ces questions profondes et indispensables. L'émergence d'initiatives comme les « parlements du vivant » montre qu'il est possible d'inventer de nouvelles institutions articulant besoins humains et écosystémiques, sans attendre la conquête du pouvoir.

—

1. H. Kopnina et al., *« Anthropocentrism: More than Just a Misunderstood Problem »*, *J. Agric. Environ. Ethics*, 31(1), 2018, pp. 109-127.
2. A. Cayron, *Antispéciste. Réconcilier l'humain, l'animal, la nature*, Don quichotte, 2016.
3. S. Bohler, *Où est le sens*, Robert Laffont, 2020.
4. Inspiré de J. Rottman, *« Breaking down biocentrism: two distinct forms of moral concern for nature »*, *Front. psychol*, 5:905, 2014.
5. D. Collyns, *« Ecuadorians vote to halt oil drilling in biodiverse Amazonian national »*, *The Guardian*, 21 août 2023.
6. M. Kramm, *« When a River Becomes a Person »*, *J. Hum. Dev. Capab.*, 21(4), 2020, pp. 307-319.
7. D. Baker et al., *« Relationships Matter: Assessing the Impacts of a Marine Protected Area on Human Wellbeing and Relational Values in Southern Tanzania »*, *Front. mar sci*, 8:673045, 2021.
8. L. Ordóñez-Vargas et al., *« An Econcentric Turn in the Transitional Restorative Justice Process in Colombia »*, *Int. J. Transit. Justice*, 17(1), 2023, pp. 107-122.

Je **fresque,** tu fresques, **nous** fresquons

Deux millions de participant·es, dont 40 000 en Belgique, près de 100 000 animateur·rices… Les chiffres à propos de la Fresque du Climat donnent le tournis. Décryptage d'un phénomène qui mérite toutefois d'être questionné.

« *A tout moment, une Fresque du Climat est en cours quelque part dans le monde ! Je travaille dans l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire depuis pas mal d'années et je n'ai jamais vu un outil se déployer de manière exponentielle comme cela.* » Emma Krug, collaboratrice au service éducation d'Oxfam Belgique, est l'une des très nombreuses animatrices de la Fresque du Climat – dites « fresqueuses » – du royaume. Cet instrument d'information sur les causes et conséquences du changement climatique, « inventé » en 2015, s'est depuis imposé dans des écoles, des administrations, des entreprises, des associations : celle qui la porte revendique ainsi aujourd'hui près de deux millions de « fresqué·es », de participant·es à l'une des séances organisées en France ou en Belgique, mais à présent aussi en Italie, Bulgarie, Finlande, Egypte, Chine, Inde, Chili, Thaïlande, Etats-Unis… Dans 161 pays selon son dernier rapport d'activité.

Intelligence collective

En ce mardi d'octobre, une vingtaine de personnes sont rassemblées dans une grande salle vitrée, au dernier étage du bâtiment abritant la commune d'Uccle. Une session de la fameuse Fresque y est organisée dans le cadre de son Plan Climat. « *La compréhension est un prérequis pour le passage à l'action*, argumente Elwenn Eon, coordinatrice du programme d'Actions Climat de la ville du sud de Bruxelles. *Or la Fresque permet à tous·tes de comprendre ce qu'il se passe, y compris pour celles et ceux qui ne vont plus à l'école.* » Ce jour-là, des retraité·es, des infirmiers, une consultante, une ex-assistante sociale, une travailleuse en sandwicherie ou un kiné se pressent autour des tables pour disposer quatre séries successives de cartes. Dans quel ordre logique mettre les crues, la hausse de ›

Grand succès, le modèle de la Fresque du Climat, qui propose à un groupe de placer des cartes dans un ordre logique, s'est propagé. Ce sont plus de cent soixante thématiques qui sont ainsi abordées aujourd'hui.

– Tineke Dhaese/Oxfam

la température, les problèmes de calcification, l'agriculture, les incendies et les trente-sept autres cartes ? Laquelle est une cause, laquelle une conséquence ? Ne peuvent-elles être les deux ? « *Certain·es vont dire des choses idiotes, c'est normal*, prévient Benoît, l'un des animateur·rices, *c'est en se trompant qu'on apprend. Veillez juste à ce que tout le monde puisse parler autour de votre table.* » On discute, on trace des flèches, et c'est comme un arbre généalogique (globalement identique) qui se dessine dans les différents groupes.

« *Cette méthode est très visuelle. Via l'intelligence collective, mais dans un cadre assez bien construit, elle permet d'aborder énormément de sujets très rapidement* », reconnaît Antoine Stasse, chargé de projet en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire au sein de la FUCID (Forum international pour la coopération au développement, ONG de l'Université de Namur). Et d'éventuellement frapper les esprits. Arthur de Lassus, créateur de la Fresque des frontières planétaires et co-fondateur d'Horizons décarbonés, se souvient ainsi de sa première rencontre : « *Alors qu'au fond j'en savais plus que l'animateur sur le thème, je n'avais jamais visualisé cette carte, cette représentation mentale. Ça m'a fait un choc, l'image était très frappante.* » Avec l'espoir qu'en discutant, en débattant et sans être dans la posture du « sachant » qui délivre son savoir, les notions abordées seront mieux retenues et ancrées.

> « Alors que je cherche à transmettre le sens de l'urgence et la nécessité d'agir, je me retrouve à passer du temps à expliquer des notions scientifiques complexes »
>
> — Marie Debournoux, Asbl DEC!DE

Jean-Louis Pont, l'un des référents belges de la Fresque du Climat[1] y perçoit même comme une certaine magie : « *Elle a l'art de faire travailler des gens très différents ensemble, parfois même des personnes qui sont dans des contextes conflictuels en dehors de cet atelier, dans une entreprise ou un conseil communal par exemple, et qui se retrouvent là dans un moment comme suspendu.* »

La méthode a tant séduit qu'elle s'est déclinée, revendiquée par aujourd'hui plus de cent soixante fresques répertoriées (mobilité, numérique, handicap, textile, déchets…). Ce succès positif, inédit dans le secteur, a fini par rendre curieuses Emeline de Bouver, chargée de recherche et formatrice chez Ecotopie et Coline Ruwet, chercheuse et professeure de sociologie à la FOPES (UCLouvain). « *Nous rencontrions de plus en plus d'animateurs et d'animatrices qui étaient partagées sur cette Fresque du Climat, entre enthousiasme et malaise.* » Elles lancent alors un travail de recherche, publié récemment[2]. Se révèlent ainsi parmi d'autres des critiques sur le fond : construite dans un esprit ingénieur, la Fresque propose une vision parcellaire, physico-chimique des phénomènes climatiques, de ses causes et conséquences, sans évoquer les dimensions socio-économiques. « *C'est une fresque sans acteurs ni histoire* », résume Emeline de Bouver. Les « activités humaines » incriminées ne sont en effet pas celles de tous les humains. « L'agriculture » la plus responsable d'émissions de gaz à effet de serre n'est pas n'importe quelle agriculture (mais bien surtout l'industrielle), etc. A l'inverse de ces simplifications, certaines cartes sont très pointues techniquement, comme celle du « forçage radiatif ». « *Alors que je cherche à transmettre le sens de l'urgence et la nécessité d'agir, je me retrouve à passer du temps à expliquer des notions scientifiques complexes* », confirme Marie Debournoux, formatrice et accompagnatrice des changements durables au sein de l'Asbl DEC!DE et vous. A la suite de ces interrogations sur le fond en émergent deux autres : celles de la vision politique et du passage à l'action.

La première a notamment été soulevée en 2023 par le journaliste Stéphane Foucart, du *Monde*, fraîchement « fresqué » avec ses collègues, et qui regrette alors combien la Fresque « *invisibilise les racines politiques et idéologiques* [du changement climatique] ». Un aspect – « *apartisan et pas apolitique* », estime Paul van Osselaer, animateur et référent belge de la Fresque – qui explique sans doute aussi en partie pourquoi cette animation a pu prendre une telle place : « *Cela lui a permis d'aller partout, dans toutes les entreprises, dans des cabinets ministériels*, défend Cédric Ringenbach, son créateur, *de rentrer dans des lieux où si elle avait adopté des positions trop claires, elle serait considérée comme partisane.* »

Une fresque est l'occasion de se former, même pour des adultes loin de l'école

— Martine Marras

> « La Fresque permet de faire travailler ensemble des gens qui sont parfois dans des contextes conflictuels en dehors de cet atelier, dans une entreprise ou un conseil communal par exemple, et qui se retrouvent là dans un moment suspendu »
>
> — Jean-Louis Pont, Fresque pour le climat

Certains regrettent qu'elle ne soit rien de plus qu'une « *gommette verte* » apposée sur un rapport d'activité, outil éventuel de *greenwashing*. Les référents belges en sont conscients, « *mais nous semons parfois une petite graine de compréhension*, espèrent-ils, *et donc de doute par rapport à la pertinence des actions d'une entreprise, dans la tête de gens qui la servent fidèlement et ne se sont jamais interrogés.* » L'association The Shifters Belgium, dont Gregory Filou est le co-coordinateur du domaine sensibilisation et conférences, organise elle aussi des Fresques dans des entreprises et des administrations. « *Il est indispensable que celles-ci mènent une réflexion systémique, qu'elles aient les bons ordres de grandeur – ils ne sont souvent pas suffisamment compris, connus. Plus nombreuses seront les personnes éclairées, plus les plans de transition seront justes.* »

Passage à l'acte

Pour faire bouger, il faut informer. C'est là un des objectifs de la Fresque. Toutefois, informer, et de cette façon, suffit-il ? Pour Emeline de Bouver, son message « physico-chimique » entraîne le sentiment de ne pas avoir beaucoup de prises. « *En tant que personne, je suis où ? Suis-je ces "activités humaines", la cause de tous ces horribles trucs qui ne mènent qu'à des famines, des sécheresses, des conflits armés ?* »

Dans la salle de la commune d'Uccle, les participant·es concluent leur fresque par un titre. *Catastrophe*, choisissent les uns, *Ça va d'aller*, écrivent d'autres… Les animateur·ices leur présentent la « courbe du deuil », expliquant les stades émotionnels successifs traversés après une prise de conscience des projections climatiques et de leurs conséquences dramatiques. En cercle, puis deux par deux, tous et toutes sont invité·es à partager leurs émotions qui vont de « *l'espoir* » au « *sentiment d'être dépassé* », en passant par « *la colère* » ou « *le soulagement de réfléchir ensemble* ». Et puis, post-it à la main, chacun·e place des idées de solutions sur une fenêtre ou un mur, selon des axes – impact fort/faible, réalisation facile/difficile.

C'est volontairement que Cédric Ringenbach n'a pas inclus de propositions de solutions. « *Je ne me suis pas senti légitime pour le faire. Ce qui est important surtout dans cette histoire, c'est le débat d'idées entre les gens, et ça ne passe pas par un "je vais vous donner la solution".* » Au risque d'un sentiment de disproportion, comme l'exprime Edith Singleton, entre autres coordinatrice développement durable dans une Haute école et en charge d'y diffuser la Fresque. « *On te parle de guerres, de famines, d'épidémies… Et puis les propositions qui sortent c'est de trier nos déchets. Ça en devient ridicule ! Et nous nous rendons surtout compte des limites de notre pouvoir d'action.* »

« *Ce qui a été proposé me semblait un peu bateau*, témoigne Bryan, participant à la session uccloise. *Et ça m'est sorti de l'esprit immédiatement.* » « *Je n'ai pas vraiment fait de découverte*, abonde Valérie, présente ce jour-là. *J'ai eu le* ›

sentiment que c'était là pour se quitter sur une note plus positive… »
Néanmoins, elle a apprécié l'aspect collectif de l'exercice, sentir que d'autres qu'elle « *s'inquiètent pour le futur* ». La jeune femme s'est inscrite à une autre activité du même type, l'Atelier 2 tonnes. « *Il est plus axé solutions…* »
Fresque de la biodiversité, Fresque des frontières planétaires, Horizons décarbonés, Fresque des nouveaux récits… Une série d'autres animations, revendiquant plus ou moins leur filiation, se sont ainsi développées, répondant en quelque sorte aux critiques émises à l'égard de la Fresque du Climat.
Valentin Couvreur est ainsi devenu animateur bénévole de cet Atelier 2 tonnes par enthousiasme pour ce jeu de rôle à l'aspect très concret. « *Il permet de mettre des chiffres sur des comportements souvent dans le flou, les gens en sortent en ayant des idées plus claires sur que mettre en place pour avoir un impact à leur échelle. Puis il y a des moments plus "systémiques" pendant lesquels on tente d'influencer le gouvernement par exemple.* » La Fresque du Climat est-elle trop focalisée sur le changement climatique ? Celle des Frontières planétaires, créée par Arthur de Lassus, « *permet de montrer qu'il y a d'autres problèmes écologiques et d'identifier les leviers d'action.* » Et cetera. Mais toutes ces animations se concentrent sur trois heures ou un peu plus. Impossible donc pour aucune d'entre elles d'être universelle, de pouvoir tout traiter.
Peut-être est-ce là un des principaux biais : le succès de la Fresque du Climat en a fait un outil incontournable. « *Pour une association de sensibilisation ou de formation, il est devenu obligatoire de la proposer*, témoigne Marie Debournoux de DEC!DE et vous, *les entreprises, les institutions la demandent, sont prêtes à payer pour un outil qui n'est pourtant pas universel.* » Les publics, les contextes sont différents, les outils doivent l'être aussi. « *Trop peu de gens se posent la question du pourquoi faire une fresque, quelles sont leurs intentions et celles de cet outil, et quelles sont ses limites* », constatent les chercheuses Coline Ruwet et Emeline de Bouver. Nos interlocuteur·rices sont quasi unanimes : si les fresques peuvent constituer un élément intéressant pour la sensibilisation environnementale (ou autre), c'est en faisant partie d'un ensemble, d'un parcours plus global, émaillé d'expériences diverses, d'autres ateliers à des projections de films en passant par la rencontre avec des acteurs de changement – peut-être le plus impactant.
Tous et toutes plaident aussi pour remettre au centre l'humain, pour que l'animateur·rice et son talent à s'adapter à son public, à conduire un débat, à amener des réflexions politiques, prenne toute sa place. « *Notre fresque*, explique par exemple Aurélie Ghalim, chargée de projet au sein de Coopération Education Culture, qui développe une Fresque décoloniale du climat, *peut être en perpétuelle évolution et co-construction, elle ne doit pas être nécessairement figée. Finalement, elle est presque un prétexte pour créer du débat sur ces questions qui sont politiques.* » Des Fresques comme des pierres à l'édifice du changement sociétal urgent, utiles mais dans une combinaison – et avec un bon maçon[3]. **— Laure de Hesselle**

—

1. Pour trouver des dates d'animation de la Fresque du Climat : tiny.cc/ClimateFreskBelgium.
2. Emeline De Bouver et Coline Ruwet, *Vers une éducation au climat robuste et émancipatrice : regards sur la Fresque du Climat*, Ecotopie, 2024
3. L'UCLouvain et un collectif de Hautes écoles viennent de lancer une réflexion participative sur une approche critique des fresques et sur les intentions pédagogiques derrière leur usage dans le cadre de la Chaire EDD de l'ARES.

Une expansion en débat

Indéniablement, la Fresque du Climat est venue remplir un manque et sa méthode permet de synthétiser de façon remarquable des notions complexes. Mais son développement est également dû au mode de dissémination pensé par Cédric Ringenbach et l'association qu'il a fondée. Les animateur·rices, les « fresqueur·euses », peuvent le devenir très rapidement, après quelques heures de formation, sans besoin d'être des expert·es du climat ou d'avoir des connaissances en pédagogie. Pour certains, ce système tend à dévaloriser les métiers de l'éducation, en prétendant ainsi que tout le monde peut devenir animateur. « *C'est l'Ikea de l'animation* », s'exclame Marie Debournoux. Pour d'autres, ouvrir le champ à des passionné·es qui feront bien passer le message est au contraire très positif. Mais c'est au fond une forme de « *gouvernance par les outils* » qui arrive ainsi dans l'éducation remarque la chercheuse Coline Ruwet, la qualité du pédagogue n'étant alors plus considérée comme importante.
Par ailleurs, les fresqueur·euses peuvent également devenir « pros », en se faisant rémunérer pour leurs prestations (1 500 euros pour une quinzaine de personnes est le tarif conseillé) dans les entreprises ou institutions, contre un versement de 10 à 20 % de leurs émoluments à l'association. Un élément qui prête également à controverse – cela permet à certains de rediriger leurs activités vers plus de sens, mais aussi à d'autres sans conviction particulière de profiter du mouvement…
Autre point d'achoppement, le résultat : celui affiché par la Fresque du Climat est exclusivement numérique. Pas de mesure par l'association de l'effet sur un engagement actif, sur un passage à l'action. Si ce n'est celui de devenir à son tour fresqueur·euse… —

LA MENUISERIE

LA MENUISERIE - Le Lieu des acteurs de la transition juste

ENVIE de nous rejoindre ?

Découvrez nos différents services !

- SALLES DE RÉUNIONS/FORMATION
- CO-WORKING
- BUREAUX PRIVÉS
- DOMICILIATION

LA MENUISERIE - rue de l'Académie 53 4000 Liège

CYCLE DE CONFERENCES

Résilience et impact : numérique et durabilité au cœur de l'entreprise

Deux conférences pour échanger sur des solutions pour faire évoluer son business model vers plus d'impact et de résilience dans un monde économique et numérique en fluctuation. Événement en partenariat avec ISIT-BE.

14 janvier & 19 février 2025 à 17h

SAVE THE DATE

Rencontre avec Olivier Hamant.
Événement en partenariat avec LA SMALA.

Le 20 mars 2025, événement en soirée

Informations et inscriptions sur www.novacitis.be

Symbioses

Le magazine de l'éducation à l'environnement

- Magazine quadrimestriel qui explore l'éducation à l'environnement, sous forme de dossiers thématiques : de la biodiversité au climat, en passant par l'eau, l'alimentation, l'écocitoyenneté…
- Des témoignages de terrain, des analyses pour comprendre les enjeux, des fiches d'activités, des ressources pédagogiques…
- Pour toute personne qui pratique ou s'intéresse à l'éducation à l'environnement

Disponible en format papier et en ligne sur

www.symbioses.be

Des mères **veilleuses**

De plus en plus nombreuses en Belgique, les familles monoparentales sont très majoritairement sous la responsabilité des femmes. Des mères souvent isolées qui traversent le quotidien, malgré un risque de pauvreté accru, une charge mentale écrasante et des violences systémiques. A Bruxelles, des mamans solos se serrent les coudes.

© Vincent de Lamoy

Julie a fondé de vraies amitiés avec des Mères Veilleuses. Elles s'entraident avec les enfants et se soutiennent dans les démarches avec leur ex-conjoints.

Un mardi matin, dans les couloirs du Palais de justice de Liège. « *Normalement, ça devrait être rapide aujourd'hui. On a juste un accord à entériner*, rassure l'avocat d'Emelyn. *Pour la suite, si vous souhaitez toujours adapter la garde pour que votre fratrie soit réunie, sachez qu'aller en appel vous coûtera encore au moins 400 euros. A ne payer que si vous perdez, mais bien souvent c'est moitié-moitié.* » Huit minutes d'audience à peine, et puis Emelyn quitte ce tribunal qui ne lui a presque jamais donné raison. Elle s'assied sur un des bancs qui surplombent la place Saint-Lambert et pince une cigarette hors de son sac. Comme un rituel pour garder le cap. La première fois qu'elle a porté plainte contre son ex-conjoint, c'était pour dénoncer des faits de violence conjugale. Les suivantes, parce qu'elle suspectait de la maltraitance intrafamiliale. A chaque fois, faute de preuve, les dossiers ont été classés sans suite. « *Pour moi, c'est bon. Normalement, je ne dois plus le voir. Mais je voulais protéger mon enfant*, souffle-t-elle. *Aujourd'hui, j'en suis à 5 000 euros de frais d'avocat. Je suis épuisée de me battre.* »

Dans les tribunaux, les services d'Aide à la jeunesse, parfois même lors d'échanges téléphoniques avec ses propres avocats, Emelyn a l'impression que celles qui cherchent à protéger leurs enfants sont traitées avec bien plus de suspicion que ceux qu'elles dénoncent. Et ce matin-là, elle semble résignée. Elle ne pense plus pouvoir gagner quoi que ce soit devant la Justice. Et puis, toutes ces démarches ne lui coûtent pas que de l'argent. Psychologiquement et physiquement, c'est dur. En tant qu'enseignante spécialisée et maman solo de trois enfants, elle n'a guère de temps en trop. Juste assez pour dézoomer et se rendre compte que son histoire ressemble à beaucoup d'autres. Qu'elle n'est pas aussi seule qu'elle ne le pensait. Cela, Emelyn en a vraiment pris conscience le jour où elle a découvert Des Mères Veilleuses, un réseau bruxellois d'entraide et de solidarité entre mamans solo. Des Mères Veilleuses, c'est d'abord - et toujours - un groupe privé sur Facebook. Créé dans le courant de l'année 2018, il rassemble aujourd'hui quelque 450 femmes, de tous les âges et de milieux sociaux différents. Cet espace virtuel leur permet de briser leur isolement, en partageant leurs galères et leurs besoins. De tisser des liens autour de leurs histoires, sans craindre d'être aussitôt remises en question. « *Ce n'est pas simple de s'occuper d'un enfant toute seule. On est sollicitée en permanence, donc on ne dort pas. Les premières années, la simple envie de prendre une douche devient un véritable défi* », raconte Maela, maman d'une petite fille aujourd'hui âgée de 7 ans. « *Porter seule la charge mentale de l'éducation d'un enfant, c'est beaucoup de pression, beaucoup d'angoisses.* »

En Belgique, on estime que, dans huit cas sur dix, ce sont des femmes qui sont à la tête des familles monoparentales (lesquelles représentent 28 % des ménages en Wallonie, 33 % à Bruxelles). Si ces chiffres varient selon les études, c'est parce qu'il est difficile de distinguer les ménages effectivement composés d'un seul parent de ceux qui se perçoivent comme tels. La situation type étant une femme en couple qui doit porter seule la charge parentale à cause d'un conjoint plus ou moins démissionnaire. Autre cas de figure : des mères isolées qui n'osent pas enclencher une procédure de séparation ou de divorce parce que la démarche serait mal perçue par leur entourage ou qu'elles sont empêtrées dans un cycle de domination conjugale. Tous ces foyers-là ne sont pas officiellement déclarés comme monoparentaux.

C'est pour soutenir ces mamans que le collectif Des Mères Veilleuses assure une permanence psychosociale et juridique, rue du Méridien à Saint-Josse-Ten-Noode. Sarah Glarner, assistante sociale et chargée de projet, les écoute et conseille du lundi au vendredi, de 9 à 17 h. « *En moyenne, j'accompagne quinze nouvelles mamans chaque mois*, compte la seule employée de l'association. *En fonction des besoins, je peux les assister dans leurs démarches administratives pour une demande de logement, une inscription à la mutuelle ou au chômage par exemple. Je peux également programmer des rencontres avec des avocates que je sais fiables et spécialisées en droit de la famille ou appeler le poste de police aux côtés de femmes qui souhaitent déposer plainte.* » Quand la situation d'une personne dépasse la travailleuse sociale, elle n'hésite pas à transmettre celle-ci à des services plus spécialisés.

Des violences continues

Malgré les profils variés qui composent le collectif, les témoignages des mères monoparentales se rejoignent. En plus des défis logistiques liés aux enfants à relever au quotidien, nombreuses sont celles qui rencontrent des difficultés pour accéder à leurs droits. Trouver un logement, par exemple. Selon une étude de La Ligue des Familles, la moitié des mamans solos locataires peinent à constituer une garantie locative, contre 27 % pour les pères esseulés. Certaines éprouvent également des difficultés à accéder à des formations ou à un emploi. Par manque de crèches ou de lieux de garde accessibles durant les horaires de bureau, elle sont parfois obligées de renoncer à un poste.

Ressortent également des faits de violences conjugales et intra-familiales, au sein du couple et au-delà. Selon une étude de l'Asbl Solidarité Femmes, 79 % des femmes victimes de ces violences en subissent encore après une séparation.

En février 2025, cela fera six ans que Julie, maman d'un petit garçon, a demandé le divorce. Pourtant, aucun notaire ne s'est encore penché sur la maison qu'elle a achetée avec son ex-mari car ce dernier refuse d'enclencher la procédure. Six années de loyer à payer, donc, à un homme qu'elle ne souhaite plus voir. Ingénieure civile en mécanique de formation, trois diplômes universitaires en poche, Julie explique devoir s'accrocher pour suivre le fil de sa propre histoire. Aussi, le réseau Des Mères Veilleuses l'a aidé à comprendre ce qu'elle traversait. « *Je leur ai d'abord écrit quelques lignes pour expliquer que le père de mon fils demandait la garde exclusive, qu'il m'accusait d'avoir inventé des faits de violences conjugales, de m'en être persuadée et de les avoir mis dans la tête de mon enfant* », se rappelle Julie. « *Les Mères Veilleuses m'ont expliqué que ce genre de reproches était souvent associé au syndrome dit "d'aliénation parentale"* (un concept non validé scientifiquement selon lequel l'enfant serait manipulé par un de ses parents afin qu'il s'oppose à l'autre). *Je ne connaissais pas du tout ce concept à l'époque, mais j'ai* ›

« C'est beaucoup de pression, beaucoup d'angoisses, de porter seule la charge mentale de l'éducation d'un enfant »

— Maela, maman solo

— Vincent de Lannoy

Emelyn devant le Palais de Justice de Liège. Une maman solo qui se bat pour ses droits. Le guide d'autodéfense psychologique et juridique créé par Les Mères Veilleuses l'a beaucoup aidé dans ses démarches administratives.

79 % des femmes victimes de violences conjugales en subissent encore après une séparation.

—

Une étude de l'Asbl Solidarité Femmes

compris que je n'étais pas la seule concernée. »

Maela, pour sa part, n'a découvert l'association qu'après de longues procédures pour récupérer la garde de sa fille. « *Le père ne voulait pas de cette enfant. Quand elle est née, au moment où je me sentais particulièrement vulnérable, nous avons ramassé toute sa colère de plein fouet. Dans la foulée, j'ai fait une dépression post-partum et j'ai vécu un tarissement de l'allaitement.* » Face à son bébé qui ne mangeait pas correctement, des professionnel·les se sont inquiété·es. « *Un médecin a eu la délicatesse d'appeler un juge. J'étais une personne en détresse qui avait besoin de soutien, mais on a décidé de m'enlever ma fille ! Une fois que votre enfant est entré dans l'engrenage des institutions, il est costaud le parcours pour le récupérer. Je me suis retrouvée seule face à une énorme machine.* »

Pour Fatma Karali, co-fondatrice Des Mères Veilleuses, il est urgent de mieux entourer et d'écouter ces femmes. « *Puisqu'elles accueillent beaucoup de monde, pas uniquement des mamans solos, les associations féministes traitent la question des violences de manière générale*, constate-t-elle. *Il manquait une structure pour porter la voix des mères monoparentales et alerter sur une série de problèmes plus précis, comme le partage de garde avec un homme violent ou la récupération des contributions alimentaires.*[1] » Depuis sa constitution en Asbl en 2021, Des Mères Veilleuses a déjà réussi à se glisser à la table de négociation du Plan de soutien aux familles monoparentales du gouvernement bruxellois et des plans *gender mainstreaming* et de lutte contre les violences faites aux femmes du gouvernement fédéral.

A côté du plaidoyer politique et des permanences organisées rue du Méridien à Saint-Josse pour accompagner concrètement les mamans dans leur quotidien, l'association organise des ateliers et formations avec des professionnel·les des secteurs de la justice, du logement, de l'accès à l'emploi… Ainsi, en 2022, les Mères Veilleuses ont proposé six ateliers animés par des expertes en matière de violence conjugale et post-séparation : une psychologue experte judiciaire, une avocate, une commissaire de police, une juriste et une chercheuse. De là est né un guide d'autodéfense psychologique et juridique pour mieux comprendre les procédures judiciaires et bien s'y préparer. « *A destination des mères solos et des professionnel·les qui les accompagnent* », un livret en six chapitres aborde notamment le contrôle coercitif, le fonctionnement des tribunaux de première instance, la procédure à suivre lorsqu'un enfant témoigne d'inceste, les services de soutien aux mineurs, ou encore les textes juridiques internationaux mobilisables pour se défendre. Un fichier PDF qui s'imprime et se refile de maman solo à maman solo.

Chaque jour, sur son groupe Facebook, le réseau diffuse encore des idées d'activités et des revendications. « *C'est ainsi qu'est née la proposition de mettre en place un accompagnement des mamans qui le souhaitaient quand elles vont au tribunal* », se réjouit Fatma Karali. L'Asbl fait également circuler des capsules vidéo de sensibilisation aux violences intrafamiliales, des traces d'un piquet de grève devant le tribunal des familles de Bruxelles, des souvenirs d'ateliers de cuisine, de chant ou de ressourcement organisés en Ardenne. Avec l'esprit des Mères Veilleuses que résume Sarah Glarner : « *Des actions pour les mamans et par les mamans.* » **— V.d.L.**

—

1. Selon le baromètre des parents de la Ligue des familles, malgré l'existence du service des créances alimentaires (Secal) depuis vingt ans, 47 % des pensions alimentaires ne sont toujours pas payées ou pas régulièrement.

Camille Teste : « Le **néolibéralisme** s'est emparé du **bien-être** »

Les pratiques de développement personnel s'inscrivent souvent dans une logique de performance individuelle. Dans son ouvrage *Politiser le bien-être*, la militante féministe et professeure de yoga Camille Teste propose de les remettre au service du progrès collectif.

— Marie Rouge

Méditer une heure pour mieux performer au boulot ; s'abonner à une salle de gym pour se tailler en guêpe avant l'été ; s'imposer dix minutes de yoga chaque matin uniquement pour éviter de craquer entre les mannes de linge et les larmes des enfants ; ou partir en retraite spirituelle à la recherche de la meilleure version de soi-même : les injonctions à la performance et la logique de consommation ont aujourd'hui complètement imprégné le secteur du bien-être, un marché en pleine expansion. Il n'y a évidemment pas de mal à vouloir être heureux ni à rechercher un certain équilibre physique, social, émotionnel, spirituel et psychologique, mais ces pratiques, telles qu'elles sont enseignées aujourd'hui, ne nous mènent-elles pas sur une fausse route ? Pour Camille Teste, professeure de yoga et militante féministe, le monde du bien-être prétend apporter des solutions individuelles à des problèmes collectifs, sans jamais s'attaquer à la racine des problèmes. Dans son essai *Politiser le bien-être* (La Collection Sur La Table), elle propose donc de « *hacker* » les pratiques actuelles, de les subvertir pour en faire des outils d'émancipation et de changement politique.

Politiser les cours de yoga ou de *fitness*, l'idée peut sembler paradoxale. En quoi ces espaces sont-ils politiques ?

— Lorsque j'ai découvert le monde du bien-être, j'ai été frappée par sa dépolitisation. J'ai trouvé un secteur qui s'intéresse sincèrement aux autres, sans pour autant questionner la façon dont la société est organisée et comment cela peut favoriser ou non l'épanouissement de chacun et chacune d'entre nous. Pour moi, c'est plutôt ce constat qui était paradoxal. On ne soigne pas les cancers en demandant uniquement aux patients de mieux dormir. Pour le bien-être, c'est pareil. On peut méditer ou pratiquer le yoga, mais c'est de l'ordre du bonus. Si on ne s'intéresse pas à la structure de la société, on ne règle pas le problème. On passe à côté du sujet.

Dès les premières pages de votre livre, vous pointez la logique néolibérale qui régit nos sociétés.

— Le néolibéralisme a réussi un sacré coup en parvenant à individualiser la question du bien-être. Il nous fait croire que nous sommes tous et toutes responsables de notre propre épanouissement. Qu'en suivant une série de pratiques sportives, spirituelles ou de développement personnel, on finira par trouver le bonheur. Et encore, si on s'applique. C'est fondamentalement trompeur, car le bonheur dépend principalement des conditions dans lesquelles nous vivons.
Aujourd'hui, dans les pays occidentaux où le capitalisme valorise l'hyperproductivité, vous pousse à travailler énormément, à moins partir en vacances, à faire garder vos enfants même si cela coûte cher, à vous priver des soins de santé de moins en moins accessibles, et si vous êtes en plus victimes de racisme ou de sexisme, c'est évidemment faux de penser que des pratiques sportives ou spirituelles peuvent à elles seules vous permettre d'atteindre l'équilibre.

Selon vous, entretenir l'idée que le secteur du bien-être – dont on pousse souvent la porte dans des moments d'épuisement ou de quête de sens – est apolitique peut même être dangereux. Pourquoi ?

— Puisqu'on se représente ces espaces comme apolitiques, on s'y rend en déposant notre armure à l'entrée. On croit que l'on ne va y entendre que des choses neutres, mais ce n'est pas le cas. Au contraire, on y entend souvent des consignes teintées d'idéologies. Quand une professionnelle nous encourage « *à devenir la meilleure version de nous-mêmes* », elle transmet aussi l'idéologie néolibérale.
Dans ces milieux, on peut également croiser un tas d'injonctions et de croyances ancrées à l'extrême droite. Des idées qui sont tout à fait solubles dans la culture néolibérale. Une partie du monde du bien-être est pervertie par des dérives sectaires, par des gens qui veulent être écoutés comme des messies. Ces personnes ont tout intérêt à ce que nous ne développions pas notre esprit critique. C'est pourtant ce que j'encourage dans mon livre.
Il ne s'agit pas de regarder avec méfiance nos profs de yoga comme si elles et ils allaient forcément nous endoctriner dans une secte. Il y a d'ailleurs très peu de chances que cela arrive. Mais je pense qu'il est possible de faire cohabiter un regard critique avec de la tendresse et de la gentillesse à l'égard des personnes qui proposent ces activités.

— Clément Bastin

L'économie du bien-être prévoyait une croissance moyenne de 9,9 % par an entre 2023 et 2025.

Malgré le constat critique qui est posé sur le secteur, le ton de votre livre est plutôt positif. Vous invitez les citoyen·nes les plus engagé·es à replacer le bien-être au centre de leurs luttes. Pourquoi ?

— Je fais le constat que les luttes progressistes ne sont pas épargnées par cette injonction à l'hyperproductivité néolibérale. On s'épuise. Le *burn-out* militant en est certainement un symptôme. Ces luttes ne sont pas non plus exemptes de logiques virilistes, puisque la plupart des espaces militants ont hérité d'un militantisme porté par des hommes au 20e siècle. Par « *logique viriliste* », j'entends par exemple les injonctions à l'invulnérabilité : « *je n'ai pas mal* », « *je n'ai pas peur* », « *je ne suis pas fatigué·e* ». C'est une logique qui abîme les militant·es sur le long terme. Je pense que nous avons tout intérêt à repenser nos luttes pour qu'elles restent – à défaut de pouvoir toujours être joyeuses - supportables sur le long terme.
Cela étant dit, je pense vraiment que tout n'est pas à jeter. On peut conserver un bon nombre de pratiques, tout en se débarrassant de certaines rhétoriques et croyances qui sont parfois portées par celles-ci. Dans mon livre, je propose deux critères pour les réinventer : se demander si elles nous émancipent individuellement, tout en veillant à ce qu'elles ne se dressent pas contre l'engagement collectif.

Cette adaptation de nos pratiques actuelles, elle commence où ?

— Un changement qui passera, d'abord, par la politisation des professionnels du bien-être, et ensuite par la compréhension des dynamiques de domination au sein de notre société. La priorité, c'est de prendre conscience que le racisme, le validisme, le classisme [l'ensemble des discriminations fondées sur l'appartenance ou non à une classe sociale] ne s'arrêtent pas à la porte d'un studio de yoga. Se former tous et toutes sur ces questions permettrait déjà de diminuer le niveau de violence dans nos espaces. Les cas de grossophobie sont très évocateurs. Lorsqu'une personne grosse se rend dans une salle de sport, elle se prend régulièrement des remarques grossophobes dans la figure. Evidemment, ça ne l'aide pas à ressortir plus douce et détendue.
On doit réfléchir à nos discours et aux dynamiques qu'on veut faire émerger face à la logique néolibérale et ses injonctions sur les corps. On peut, par exemple, ramener de la lenteur et du plaisir. On peut aussi questionner notre manière d'être et de faire ensemble. Il y a encore beaucoup de cours de yoga auxquels on se rend seul, on ne parle à personne, on met son tapis, on pratique et on s'en va… La première chose que je dis aux participantes de mes retraites, c'est qu'elles vont – malgré elles – se sentir en compétition les unes avec les autres. Parce que c'est toujours comme cela qu'on fonctionne. On se demande comment la personne sur le tapis d'à côté va réaliser le prochain exercice. Ce n'est pas notre faute. C'est la société qui nous met en compétition, notamment les femmes entre elles. L'annoncer dès le début, c'est une manière de désamorcer la logique avant d'éventuellement en discuter à la fin du cours.
Il y a plein de belles choses à penser pour faire émerger des logiques plus collectives, d'entraide, de partage et de vulnérabilité dans nos pratiques.

— Propos recueillis par Vincent de Lannoy

– Camille Teste, *Politiser le bien-être*, La Collection Sur La Table, 2023, 160 pages
– Camille Teste est également l'autrice de *Yoga révolution* et l'animatrice du podcast *Encore Heureux*, qui vise à politiser les questions de santé mentale.

Êtes-vous résonant ?

PHILOCITÉ
Par Gaëlle Jeanmart, philosophe, maître de conférence à l'ULiège, auteure de *Comment devenir un philosophe grec* (PUF, 2023)
www.philocite.eu

Face aux divers dérèglements, sociaux et climatiques, la question est de savoir quelles alternatives proposer à la culture de la performance et à la course à la production. Le sociologue H. Rosa propose une piste : « *Si le problème est l'accélération, alors la résonance est peut-être la solution* ».

L'accélération

Nous manquons structurellement de temps, devant être performant dans tous les domaines de la vie, jusqu'à parfois en être malade. Face à cet enjeu, on pourrait penser que décélérer peut agir comme solution. Chercher à décélérer n'affronte pourtant pas frontalement le problème, mais sert plutôt de stratégie d'adaptation, comme faire un peu de méditation ou de yoga (*lire en p.90*) nous permet de supporter la pression du travail et des responsabilités de tous ordres, sans pour autant modifier le contexte d'accélération.
Quel est au juste la source de ce problème plus fondamental, auquel trouver une réponse ajustée ? Selon Rosa, il s'agit d'abord d'un rapport au monde, aux autres et à nous-mêmes, qui est profondément dégradé. Les multiples crises que nous traversons sont en effet fondamentalement des crises du rapport : au monde (la crise écologique découle de rapports d'exploitation des ressources naturelles), aux autres (les crises sociales sont liées à des rapports d'exploitation) et à soi (l'explosion des *burn out*, dépressions et pathologies du stress, atteste d'un rapport à soi aliéné).

Le diapason

À ces rapports pathologiques, Rosa oppose le rapport « résonant ». Il prend l'image du diapason : lorsqu'on heurte l'un d'eux, l'autre répond. Ce n'est pas un écho/: il y faut deux corps différents ; la résonance suppose que le sujet et le monde/l'autre parlent de leur propre voix, le deuxième répondant au premier. Cette résonance ne désigne pas un état émotionnel ; il ne s'agit pas d'être joyeux, par exemple, mais d'entrer en relation, d'être touché et de répondre. C'est ainsi qu'on peut aimer une histoire triste parce qu'elle nous fait vibrer.
Cette notion touche à une question : qu'est-ce que la vie bonne ou réussie ? Mais elle le fait en refusant la réponse la plus en vogue aujourd'hui, la « course » au bonheur : chercher à multiplier les ressources à la fois financières (car si l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue), relationnelles grâce à la multiplication des amis, notamment sur les réseaux sociaux, et les compétences qui font de nous des êtres aux talents multiples.

De plus en plus, nous entrons en relation avec le monde et aux autres à travers le même média, avec les mêmes mouvements du pouce, de la main et des yeux sur le clavier. Un monde qui n'a alors plus d'odeur, ni de goût, littéralement.

© Unsplash / Chris

Envisager le bonheur en termes d'accès aux choses et aux expériences les plus multiples ou les plus rares est en effet une façon de concentrer la réponse sur l'état de nos ressources. Quel « capital » santé avons-nous, par exemple ?
Pour Rosa, une vie bonne, c'est plutôt une vie où on est touché et où l'on répond à ce qui nous touche. « *La qualité d'une communauté, tout autant que la réussite ou l'échec de la vie individuelle, pourrait peut-être se mesurer à la manière et à la fréquence avec laquelle on y rit et y pleure* » (p. 122). Celui qui n'a plus de larmes et ne voit pas de quoi on pourrait bien rire traverse une crise existentielle profonde. Comme le fait aussi, à une autre échelle, une société qui cantonne le rire à des scènes médiatiques montées et codifiées et qui fait du bien être une responsabilité personnelle et de la dépression l'enjeu d'un système marchand.
La place structurante des écrans dans nos rapports au monde et aux autres implique aussi son uniformisation et sa réduction extrême. Nous entrons en relation avec le monde/les autres à travers le même média, avec les mêmes mouvements du pouce, de la main et des yeux sur le clavier ; le monde n'a alors plus d'odeur, ni de goût, littéralement.
Or, comme le montre, par exemple, la madeleine de Proust, la qualité de la relation au monde qui imprègne nos souvenirs passe par les sens. Cet exemple sert surtout à montrer la nécessaire médiation du corps entre moi et le monde : mon corps est comme une caisse de résonance (passif) et il participe au monde (actif). Rosa va jusqu'à dire que, en réalité, le « *rapport moi/corps ne semble pas préalable, mais consécutif à la relation corps/monde* », comme si je n'avais réellement de corps propre, vécu, que par mon rapport au monde. Je me sens vivant corporellement en marchant, humant une odeur et sentant le vent sur mon visage.

L'indisponible

On pourrait alors vouloir rendre résonantes nos expériences de vie. Cela resterait cependant une recherche d'une forme de performance et donc de mise à disposition du monde. Ce serait négliger que la résonance repose sur la fondamentale indisponibilité du monde. En effet, s'il est un réflexe à corriger dans la recherche de la vie bonne, c'est la volonté d'être efficace, voire performant, au risque de cultiver alors uniquement des rapports de maîtrise ou de domination aux facteurs contribuant au bonheur.
Je peux par exemple me rapporter à mon propre corps comme à un outil ou une ressource, en le maintenant éveillé grâce à un café ou une boisson énergétisante, en le sculptant en salle de fitness et en interrogeant une montre au poignet pour vérifier le nombre de pas parcourus dans la journée ou la qualité de mon sommeil. Il est alors vécu sur un mode réifié : il devient un objet, une ressource, un adversaire, un problème. Il n'est pas le médiateur d'un rapport résonant à moi ou au monde. Mais nous voudrions être sûrs du maximum de choses (ici d'être en bonne santé). Et cette volonté nous conduit à chercher à rendre le monde disponible, c'est-à-dire à la fois *visible* (on veut tout voir et ainsi tout connaître, l'infiniment petit comme l'infiniment grand), *accessible* (on veut aller sur la Lune en fusée, sur une autre galaxie à travers un satellite, au fond des mers en bathyscaphe), *maîtrisable* (on maîtrise la nuit par l'éclairage, l'air par l'avion, la température par la climatisation, la neige sur les pistes de ski par des canons à neige) et ainsi *utilisable* comme un moyen en vue de nos fins, outil de nos désirs.

La résonance est conditionnée par un rapport d'ouverture à l'autre, à l'incertain, à l'indisponible. On ne peut la viser comme un objet, mais l'accueilir et en ménager les conditions d'émergence. –

Retour à la terre

La pratique de la céramique a de plus en plus d'adeptes, attiré·es par son aspect « nature » et son apparente accessibilité. Une vision un peu décalée de la réalité, entre grande technicité et composants polluants.

« *Initiez-vous au tour de potier en trois heures !* » « *Façonnez votre propre objet, tasse, vase ou bol à l'occasion d'un anniversaire ou team building.* » Des ateliers de céramique semblent fleurir et se multiplier à tous les coins de rue, tandis que les cours de modelage et tournage dans les académies ou centres d'expression et de créativité (CEC), s'ils n'ont jamais manqué de candidat·es, voient s'allonger leurs listes d'attente. « *Mes ateliers se remplissent en 45 minutes*, constate Olivia Mortier, professeure à l'académie de Wavre, *il n'y a plus moyen de rentrer nulle part sans devoir montrer patte blanche. Il y a trop de demandes, et je fais moi-même une sélection sur le niveau des candidat·es alors que ce n'est pas correct.* »

Dans ce secteur comme dans tant d'autres, la période du Covid est souvent pointée comme moment révélateur. Beaucoup de professeur·es témoignent de ces envies de « *retour à la terre* », de « *reconnexion avec les éléments* », de besoin de « *faire quelque chose avec ses mains* ». Des nécessités renouvelées au fil de la désastreuse augmentation des souffrances au travail et des problèmes de santé mentale. Combien de personnes en *burn-out* emplissent les stages de pratiques artistiques, et de céramique en particulier ? « *J'en venais à me demander si le CEC dans lequel je donnais cours n'allait pas déposer des flyers dans les salles d'attente des psys* », ironise tristement une formatrice. « *C'est vrai que l'aspect physique, méditatif, de la pratique, attire beaucoup*, constate Romain Silvy, enseignant aux Ateliers de la rue Voot à Woluwé-Saint-Lambert. *Et son aspect accessible peut redonner confiance à des personnes qui en ont besoin.* »

Parallèlement, les réseaux sociaux, inondés de vidéos et photos semblant démontrer combien fabriquer, décorer une pièce de céramique est d'une facilité déconcertante et l'accès plus commun à des gammes « prêt à l'emploi » ou à des fours individuels ont popularisé et donné une forte visibilité à cette technique. « *Internet fait croire qu'on peut tout apprendre en un clin d'œil* », constate Pascaline Wollast, qui enseigne depuis quarante ans en académie et CEC. Et la céramique se retrouve à coller parfaitement à l'époque, paraissant répondre à la fois à un besoin de déconnexion notamment numérique, d'être « dans le faire », le lien à la nature et à une version « pop-up » de la pratique artistique, quelques heures d'apprentissage suffisant à produire un objet satisfaisant.

S'ils se réjouissent de ce regain d'intérêt, nombre de céramistes sont également critiques vis-à-vis de cette extension. « *On voit naître de nombreux petits ateliers*, reprend l'enseignante, *d'où les gens sortent plutôt avec* ›

— Marina Cox / Ateliers de la rue Voot

Argile plastique

des reproductions de ce qu'ils ont vu sur Instagram que des fruits de leur expression propre. » Après tout pourquoi pas ? La profession n'est pas protégée, quiconque peut ouvrir un cours. « *Mais beaucoup de choses sont proposées sans nécessairement posséder les savoirs ad hoc*, ajoute son collègue Romain Silvy. *Moi qui suis prof depuis quatre ans, je commence seulement maintenant à me sentir légitime, après de multiples formations.* »
Les professionnel·les peuvent se sentir injustement concurrencé·es et dévalorisé·es, les participant·es à ces ateliers peuvent être un peu floué·es : « *Circule la croyance que c'est une discipline qui est très accessible, très facile*, regrette Olivia Mortier, *alors que personnellement c'est tout l'inverse que je vis ou que j'enseigne. Il faut au contraire de la patience, de solides connaissances de base.* »
Au-delà de désappointements éventuels, cette expansion de la pratique pose aussi des questions d'écologie. Car comme le synthétise Romain Silvy, « *bof bof le retour à la terre* ! ». Toute activité est certes consommatrice d'énergie, mais la céramique et ses cuissons jusqu'à 1250 degrés l'est tout particulièrement, d'autant plus que la plupart des pièces sont cuites deux fois. Ne mettre au four que des pièces essentielles, réussies, est la première démarche de ces professeur·es. « *J'apprends à mes élèves à réfléchir par le biais de maquettes – qui seront ensuite recyclées – avant de réaliser leur pièce définitive* », explique Olivia Mortier. Et à ne pas produire des objets relativement coûteux en énergie et en matériau, à la durée de vie très longue, « *qui vont peut-être finir dans le fond d'une armoire ou à la poubelle* ».
Certains repensent également leur usage des fours eux-mêmes, très souvent électriques, parfois au gaz (demandant alors une évacuation), mais aussi, plus rarement et « primitivement » au bois.

Vers une écologie des pratiques

Dans la cour du musée Keramis, à La Louvière, sous un auvent situé à quelques mètres des anciens et majestueux fours-bouteilles de la faïencerie Boch, une grande bâche recouvre le nec plus ultra du four à bois contemporain : le Girel 3E, du nom de son inventeur très concerné par les questions de soutenabilité, et des « E » comme économique, écologique et ergonomique. « *Il consomme très peu*, explique Ludovic Recchia, le directeur et conservateur du centre. *Son design lui permet d'avoir besoin de beaucoup moins de bois (200 kg seulement), d'engendrer peu de fumée et une fumée blanche.* » Régulièrement, il est allumé, et s'y retrouvent des professionnels, des étudiants, qui trouvent l'occasion si appréciée de se retrouver autour du feu… en consommant moins.
Dans l'atelier de la rue Voot, les grands fours électriques s'appellent « Juliette » et « Roméo ». Leur température maximale a été réduite de 30 degrés. « *C'est une vraie différence énergétique*, raconte Romain Silvy, qui incite par ailleurs à réaliser des projets en mono-cuisson, *sans avoir à modifier les recettes d'émaux en y ajoutant plus de "crasses".* » L'équipe de céramistes ici témoigne de la prise de conscience écologique du milieu. La terre est recyclée – les déchets sont nombreux lors du façonnage d'une pièce, et l'argile, tant qu'elle n'est pas cuite, est réutilisable à l'infini. Le principe de la « seconde main » n'est cependant pas toujours facile à faire accepter aux élèves, attaché·es à travailler un matériau « neuf », même s'il sera bien souvent recouvert d'un émail. « *Chez nous, on l'appelle la terre Voot*, sourit le formateur, *pour lui donner une meilleure image.* » Les émaux sont également récupérés dans des bacs de décantation et réutilisés, les terres colorées avec du manganèse interdites.
La composition des terres - « *On la reçoit empaquetée, on ne sait plus ce qu'il y a dedans*, juge la céramiste Mariane Frisch, qui pouvait auparavant l'acheter directement à la carrière, *or des additifs y sont ajoutés pour qu'elle se fende moins et pour limiter les risques d'échecs* » –, et surtout celle des émaux est elle aussi sujette à réflexion. Joëlle Swanet, céramiste, mariée à un chimiste, est très connue dans le petit monde des céramistes pour l'alarme qu'elle sonne à propos des usages de ces composants souvent toxiques. « *Des gens font de la céramique en mode "consommateur". Comme des enfants dans un magasin de jouets, ils ont envie de tout essayer sans se poser de questions. Et plutôt qu'apprentis potiers ils deviennent apprentis sorciers.* » Elle détaille trois vecteurs de dangerosité côté santé : la manipulation des matières premières, particulièrement de certains composants d'émaux, cobalt, nickel, plomb encore parfois, chrome, arsenic, etc., sous forme de poudre ou de liquide ; les émanations des fours ; le relargage des éléments, leur migration dans les aliments, à partir des surfaces de la vaisselle. « *Ça n'a pas de sens de manger bio dans des assiettes qui relarguent des métaux lourds* !, lance-t-elle. *Nous avons tendance à croire que tout ce qui est vendu est sans risque, que les normes suffisent, mais ce n'est pas vrai.* » Seules les potentielles migrations de plomb et de cadmium sont par exemple contrôlées et limitées aujourd'hui par la réglementation européenne.
Quant à l'environnement, il peut être impacté lui aussi par les émanations des fours, les déchets – des outils ou des pièces pleines d'émaux et nettoyés dans les éviers – ou, à la source, lors de l'extraction des minerais. Sans compter les conditions dans lesquelles travaillent leurs mineurs.
Si certains la trouvent trop alarmiste, Joëlle Swanet, notamment professeure à La Cambre, n'en a pas moins conscientisé bon nombre de (futur·es) professionnel·les et amateur·rices. « *Elle m'a secouée*, témoigne Pascaline Wollast, *même si j'ai encore du mal à mettre des gants et un masque en permanence quand j'émaille.* » Et dans de plus en plus d'ateliers aujourd'hui, en plus d'imposer gants et masques, les tabliers sont systématiquement nettoyés, le sol lavé à l'eau, les déchets rendus inertes, le four placé, quand c'est possible, dans une pièce réservée ou au moins bien aérée. Chez certains, les couleurs sont aussi limitées dans les pièces de vaisselle pour éviter les composants les plus problématiques, comme le bleu dû au cobalt, ou les émaux mats.
Une attention à la santé et à l'écologie qui peut être source de créativité, en se dirigeant vers des ressources locales, de la terre glanée près de chez soi, des émaux de cendres végétales… « *La nouvelle génération est conscientisée, engagée*, se réjouit Caroline Andrin, responsable de la section céramique à La Cambre, *elle va (ré)inventer d'autres façons de faire.* » **— Laure de Hesselle**

> « Des gens font de la céramique en mode "consommateur". Comme des enfants dans un magasin de jouets, ils ont envie de tout essayer sans se poser de questions. »
>
> Joëlle Swanet, céramiste

Il n'est plus une galerie aujourd'hui sans « son » artiste céramiste. Le salon Ceramic Brussels, à sa deuxième édition en ce mois de janvier, témoigne de la popularité renouvelée de la pratique.

— Geoffrey Fitsch / Ceramic Brussels

« Lors de mon arrivée à La Cambre, en 2006, même le professeur que je remplaçais estimait qu'il n'y avait "pas d'avenir pour la céramique". » L'artiste céramiste Caroline Andrin, responsable de ce qui est la dernière formation professionnelle en Belgique francophone a depuis vu quadrupler le nombre de ses élèves – ils sont une vingtaine sur les cinq années, limités par les capacités d'accueil de l'école supérieure. *« Et nous recevons de plus en plus de demandes d'étudiant·es des autres sections. »* L'intérêt pour la pratique ne s'est pas renforcé qu'auprès des amateur·rices : les artistes plasticiens eux aussi y voient depuis quelques années *« un médium intéressant »*, explique Jean-Marc Dimanche, commissaire d'expositions et co-directeur de Ceramic Brussels, salon réunissant pour sa seconde édition en ce mois de janvier quelque soixante-cinq galeries. *« C'est le médium sans doute le plus malléable, le plus transformable, la céramique est multiple, d'une grande diversité. »* Et alors que l'art conceptuel avait tendance à *« occulter la dimension "métier" des pratiques artistiques,* analyse Ludovic Recchia, directeur et conservateur de Keramis à La Louvière, *elle est aujourd'hui remise à l'honneur. » « Cette année, j'ai l'impression que tout le monde veut faire de la céramique,* rit Magdalena Gerber, artiste et responsable du CERCCO, centre d'expérimentation et de réalisation en céramique contemporaine de la Haute école d'art et de design à Genève. *Cela attire des étudiant·es qui désirent travailler en équipe – c'est un monde où on partage beaucoup – et qui sont aussi capables d'encaisser les échecs, de supporter le temps long. »*
Il n'est plus une galerie qui n'a pas « son » céramiste, et nombre d'artistes plasticiens usent de l'argile, avec plus ou moins de talent, pas toujours dégagés d'un certain opportunisme. Au risque parfois de mettre dans l'ombre les céramistes adeptes de la perfection du geste et de la recherche de l'émail unique ? *« Cela donne de la visibilité,* estime Caroline Andrin, *et il y a de la place pour tous et toutes ! »* **— L.d.H.**

Matière A Défendre

Chaque lundi, 9h15, les quatre filles de Faire Argile se retrouvent au bout du fil. Eparpillées à travers la France, les céramistes – Mariane Frisch, Carole Minary et Graziella Guiot ce matin-là – se donnent des nouvelles, discutent de leur production commune d'objets de lutte : un pot à lactofermentation pour conserver les aliments sans électricité, une cocotte qui tient chaud très longtemps, idéale pour une cuisson lente à feu coupé, des gobelets pour remplacer ceux en plastique, une poêle qui ne colle pas même sans PFAS… « *Notre collectif vient de cette interrogation : que pouvons-nous faire avec notre métier, par notre façon de travailler, pour répondre à notre envie d'agir par rapport à la situation écologique, sociale et politique* ? » Ici, les céramistes ne peuvent plus guère que se tourner vers l'art, la production ayant été industrialisée, délocalisée, au prix « *d'une main-d'œuvre maltraitée, mal payée et de leurs territoires pollués* ». La réponse sera Faire Argile, ou créer ensemble ces ustensiles nécessaires au quotidien, qui permettent à tous et toutes de moins consommer, d'éviter le plastique, de moins polluer. « *Nous pouvons encore imaginer plein de choses : des systèmes de climatisation, d'irrigation, de chauffage… La terre est d'une grande polyvalence, a d'excellentes propriétés thermiques, est durable, non polluante, c'est pour nous une MAD, une Matière A Défendre ! Nous devons repenser nos façons de faire, nous souvenir que l'humanité a pu vivre autrement… Car ce qu'on nous fabrique aujourd'hui est un monde impossible. Evidemment nous avons gagné en qualité et en espérance de vie, il ne s'agit pas de remettre cela en cause mais de nous ressaisir, de nous remparer de ces gestes.* »
Leurs propres modes de production cherchent à être les moins impactants possible, leurs objets fabriqués avec une argile locale, cuite une seule fois, et décorés non pas avec des produits extraits de mines mais les cendres de leurs poêles. Puis ils seront acheminés par « blablapot », soit des personnes qui se déplacent de toute façon et deviendront livreur·euses le temps d'un trajet. « *Nous ouvrons une voie, nous essayons de donner de la visibilité à ce matériau, c'est notre façon de militer.* » **— L.d.H.**

www.faireargile.fr

— Graziella Guiot / Faire Argile

Pour agir face à la situation écologique, sociale et politique, les filles (ici, Aline) de Faire Argile créent des objets de lutte, utiles, durables, non polluants.

Concrétion végétales

Thérèse Lebrun

« Je suis une glaneuse, y compris pour me nourrir. La cueillette est pour moi un moment plutôt gourmand, je ramasse des choses et d'autres, j'ai plaisir à remplir mon panier, parfois pour préparer un repas de plantes sauvages, parfois pour utiliser des graines, des tiges, des capsules végétales, dans mon travail de céramiste. J'aime y introduire des éléments naturels du quotidien, proches de nous. Cueillir, c'est respecter les saisons, la nature, être au bon endroit au bon moment, sans laisser de trace.
Peu à peu, mon regard s'est aiguisé, ouvert à de nouvelles formes. Et si au départ j'introduisais ces éléments entre des couches de terre, j'ai adapté ma technique, en les trempant plusieurs fois dans de la porcelaine papier liquide avant de les assembler et de les cuire.
Après cuisson, subsistent les traces physiques et chimiques de ces plantes : leurs cendres s'associent à la porcelaine et y laissent leur empreinte, leur teinte, différente selon le végétal.
Le trempage et l'assemblage sont extrêmement lents, ce sont autant de gestes répétitifs, de temps méditatifs, pendant lesquels je m'isole dans mon atelier et me plonge complètement dans mon travail. Je laisse une part au feu, une part d'improvisation, mais comme un musicien : je joue avec les réactions des végétaux, je reste la cheffe d'orchestre. Je cherche à percevoir l'histoire qu'ils me racontent, et à trouver celle que je peux raconter à travers eux. »
— Propos recueillis par Laure de Hesselle

Concrétion, papier porcelaine, 2022

— PGhuszow

Concrétion, papier porcelaine, 2023

— PGhuszow

La **nature** de l'art

Cinéma

Bird / Andrea Arnold

Non seulement son tatoué de père, Bug, lui annonce qu'il va se marier dans une semaine avec une petite amie rencontrée trois mois plus tôt, mais en plus cette dernière lui demande de jouer la demoiselle d'honneur dans une combinaison léopard rose… C'en est trop pour Bailey, 12 ans. Elle se carapate, se barre du squat où elle vit avec son adolescent de frère et son père. La campagne, les oiseaux, les chevaux ne sont pas loin. Elle y croise au petit matin un homme étrange. On retrouve avec *Bird* l'immense talent d'Andrea Arnold pour nous faire vivre cette Angleterre des laissés pour compte, des grossesses adolescentes, des violences familiales, en y insufflant une vitalité, une liberté, une rage de vivre, de se battre contre le fatalisme, mais aussi beaucoup de poésie, de tendresse, et même cette fois de fantastique. Les comédiens sont tous formidables – mention spéciale pour Barry Keoghan, ébouriffant dans le rôle de Bug – et l'on se prend à croire avec Bailey que demain peut être différent. **— L.d.H.**

1h58. Depuis le 1er janvier sur les écrans.

Riefenstahl / Andres Veiel

Actrice, puis réalisatrice hautement talentueuse, réussissant à s'imposer dans un monde d'hommes, Leni Riefenstahl attire l'attention d'Hitler, qui lui passe commande en 1935. Ce sera *Le triomphe de la volonté*, un film qui dessinera et glorifiera l'esthétique nazie et son commanditaire, comme, un peu plus tard, *Les dieux du stade* réalisé lors des Jeux olympiques de Berlin. Epargnée après la guerre, elle passera toute la suite de sa vie (qu'elle eut longue, morte à 101 ans) à dénier son allégeance au nazisme, à prétendre qu'elle « *ne savait pas* », à poser en victime et à tenter de reconstruire son image. Après sa mort, Andres Veiel a eu accès à ses incroyables archives – elle enregistrait jusqu'à ses conversations téléphoniques – et nous plonge dans le dédale de son histoire, de ses mensonges, dans une réflexion sur le pouvoir des images et des récits, sur la quête de la beauté et de sa potentielle immoralité, sur l'aveuglement volontaire. Et donne de quoi réfléchir, aussi, aujourd'hui. **— L.d.H.**

1h55. Au cinéma le 5 février.

Flow / Gints Zilbalodis

Une maison, vide, des statues de chats dans le jardin. Un humain, sans doute, a vécu ici. Une vitre cassée, un chat, vivant celui-là, vient s'installer sur le lit défait. D'humain, il n'en sera plus question dans ce petit chef d'œuvre d'animation qu'est *Flow*. Nous ne vivrons cette heure et demie d'émotion et de beauté qu'en compagnie d'animaux – un chat, donc, un capybara, un lémurien, un labrador et un échassier. Car dans cet univers, plus d'hommes, donc, mais une eau qui monte, sans fin, envahissant tout. Et nos cinq bêtes de se retrouver compagnons forcés sur un bateau. La méfiance est de mise. Mais peu à peu, dans l'adversité, vont naître leur solidarité et leur amitié.
Pas la moindre parole ici : les chiens aboient et le chat miaule. Et pourtant *Flow* captive, émeut, au fil d'un voyage dans des décors somptueux, une attention aux moindres détails, notamment sonores. Une ode à la nature qui résonne évidemment comme un questionnement à notre encontre, nous, humains. A voir dès 6 ans mais aussi beaucoup plus grand. **— L.d.H.**

1h25. Dans les salles à partir du 5 janvier.

Le quatrième mur / David Oelhoffen

Georges débarque à Beyrouth, en pleine guerre, pour tenir la promesse d'un vieil ami metteur en scène, malade : monter *Antigone*, d'Anouilh, dans un théâtre sur la ligne de front, chaque personnage joué par un·e comédien·ne de confession différente. Et que le théâtre, pendant deux heures, suspende la guerre. Circulant d'un quartier à un autre, ses autorisations dans différentes poches, Georges tente de réunir ses acteur·rices. Naïveté ou vanité, dépassé par la réalité, il s'accroche à la puissance de l'art auquel il croit, avant d'être rattrapé, happé par la tragédie et l'horreur.
David Oelhoffen transporte au cinéma le très fort roman de Sorj Chalandon. Laurent Lafitte, très juste, Simon Abkarian, excellent, portent haut cette histoire d'aveuglement qui résonne évidemment douloureusement aujourd'hui. Le quatrième mur, celui qui sépare les acteurs des spectateurs, ne parvient pas toujours à protéger de la réalité. **— L.d.H.**

1h50. Au cinéma dès le 15 janvier.

Off Voices / Candice Breitz

Expos

Femme blanche en Afrique du Sud, la plasticienne Candice Breitz interroge inlassablement sa position, les mécanismes de la blanchité, en donnant la parole et la place aux voix marginalisées, souvent avec humour et ironie. Privilèges, stéréotypes, exclusions, homogénéisation, Candice Breitz démonte tout. **—**

Du 1er février au 11 mai au BPS22, à Charleroi. bps22.be, 071 27 29 71.

© Goodman Gallery London

De la sainte face à la sainte viande / Olivier de Sagazan

© Didier Carlucce

Namur célèbre Olivier de Sagazan en ce début d'année. Artiste multi-disciplinaire, n'ayant pas peur de l'étrange, du dérangeant ni de la poésie, il triomphe avec son spectacle *Transfiguration* (déjà complet au CCN), et ajoute ici ses œuvres plastiques, une rencontre et un atelier. Arts primitifs, matériaux naturels, terre, ce biologiste de formation questionne notre relation au vivant, à l'organique, au cycle de la vie. —

Exposition du 16 janvier au 22 février, rencontre le 15 janvier, atelier le 29 janvier. www.tccnamur.be, 081 226 026.

Passa Porta

Festival

Pas encore de noms annoncés au moment du bouclage de notre magazine, mais la confiance est de mise : ce sont toujours de grand·es auteur·es et des artistes passionnant·es que convie le festival de littérature Passa Porta. Les ombres de l'Histoire, nos relations qui se désincarnent, un avenir qui se transforme lentement en cauchemar… Ce sont les fantômes qui hanteront les pages, les rencontres, performances, ateliers ou tables rondes. Bouh ! **—**

Du 27 au 30 mars à Bruxelles. www.passaporta.be, 02 226 04 54.

© Yuliya Vizerskaya

Théâtre

Timber / Cie Still Life

Une forêt, menacée de disparition. Des humains, entre stage de reconnexion à la nature et pluie d'oiseaux morts… La compagnie Still Life, dans un spectacle sans parole et formidablement visuel, nous montre comment le monde court à sa perte, de façon à la fois féroce et drolatique. Et tente l'électro-choc pour réveiller notre amour du vivant et des autres. **—**

Du 11 au 22 mars au Théâtre Les Tanneurs, à Bruxelles. lestanneurs.be, 02 512 17 84.

Inconditionnelles / Dorothée Munyaneza

S'emparant (et traduisant!) du texte beau, brut et poétique de Kae Tempest, Dorothée Munyaneza met en scène et en musique un huis clos carcéral. Chess et Serena, dans la même cellule, sont amoureuses. Mais Serena se voit libérée, bientôt dehors. Chess, meurtrière d'un mari violent, est elle condamnée à rester encore longtemps enfermée. Elle se plonge dans la poésie, la chanson, avec l'aide d'une professeure de musique. Une ode à l'amour en des mots âpres, révoltés, rythmés, libérés. **—**

Les 23 et 25 janvier au Théâtre de Namur, tccnamur.be ; les 30 et 31 janvier aux Halles de Schaerbeek, halles.be

© Christophe Raynaud de Lage

Dans chaque numéro, *Imagine* donne carte blanche à des libraires. Tropismes, à Bruxelles, partage cette fois ses plaisirs de lecture du moment.

Tropismes LIBRAIRES

Le futur futur / Adam Thirlwell

Romans

Véritable feu d'artifice déguisé en roman historique, *Le futur futur* mêle robes à panier et fusées lunaires, pamphlets pornographiques et traités décoloniaux, insurrections politiques et idéaux naturalistes. C'est un livre sur les femmes et le pouvoir des hommes, sur la possibilité de découvrir des mondes et peut-être de s'y comprendre, un livre sur la littérature aussi, son histoire, son avenir à venir.
A Paris, dans un temps qui ressemble à l'Ancien Régime, Céline a dix-neuf ans, un époux tyrannique, deux inséparables amies et quelques courtisans. Puis quelques ennemis : autour d'elle circulent des pamphlets qui l'attaquent et empoisonnent son quotidien … Adam Thirlwell se montre plus brillant que jamais, plus politique aussi. En grand utopiste, fomenteur de tornades, il se joue de tous les codes, pour notre plus parfait plaisir de lecture !

— Manuela Federico
L'Olivier, 2024, 320 p. Traduit de l'anglais par Nicolas Richard.

Iceberg / Cynan Jones

Quand la première page d'un roman est celle d'un dictionnaire, on peut se préparer à quelques surprises… Ainsi, le nouveau roman du gallois Cynan Jones s'éveille sous le signe du « stillicide ». C'est peu à peu alors, qu'il se déploie dans une forme poétique et précise, offrant voix à la nature surtout, et à quelques âmes perdues. Dans un avenir proche, l'Angleterre est confrontée à des épisodes de déluge et de sécheresse, l'eau potable vient à manquer. La société entière, son savoir-faire et ses ressources, se concentrent désormais sur ce combat commun et les destins individuels se perdent dans la lutte. Du Nord est acheminé un iceberg qui devra entrer dans la ville et avec lui, l'espoir sourd et tenace. Cynan Jones distille les images et les voix avec précaution et bienveillance, on le croirait armé d'une patience infinie qu'il nous offre pour regarder le monde.

— Manuela Federico
Joëlle Losfeld, 2024, 176 p. Traduit de l'anglais (pays de Galles) par Mona de Pracontal.

À perte de mère / Saidiya Hartman

Essais

Avec anticipation, et ce qu'il faut de crainte, on entame *A perte de mère*, qui est une autobiographie ou un essai historique sur les routes atlantiques de l'esclavage. Que ce soit l'une ou l'autre, on comprend petit à petit que c'est la question qui fait toute l'originalité et l'habileté de l'ouvrage. Car aux côtés de l'auteur dans son voyage au Ghana, sur les terres de ses ancêtres, alors qu'il s'agit d'emprunter les chemins sinistres de la traite, on est entraîné dans un cheminement presque contre-disciplinaire, une sorte de philosophie charnelle de « l'esclaverie ». La forme disparate, l'entrelacs d'expériences personnelles et d'études d'archives sculptent une tentative brillante de réhabilitation de la mémoire effacée des populations esclavagisées. Et c'est là toute l'œuvre de Saidiya Hartman, traiter de ce mal-être, trouver des mots pour cette étrangeté, cet impensé qui, de manière tantôt subtile et tantôt criante, se lit encore dans les vies des descendants des esclaves, l'auteur et la communauté noire-américaine. **— Pierre Demoulin**
Éditions Brook, 2023, 428 p. Traduit et préfacé par Maboula Soumahoro et accompagné de l'article « Vénus en deux actes » d'Emilie Notéris.

Personne morale / Justine Augier

Il s'agit de Lafarge, entreprise française, multinationale, géant du ciment, en place dans le monde entier. Il s'agit de son implantation houleuse en Syrie dans les années 2000 et puis, surtout, il s'agit de son maintien, coûte que coûte, jusqu'en 2014. A quel prix ? A vrai dire c'est effarant, et Justine Augier, spécialiste de la région, prend le temps de dérouler devant nos yeux ébahis le récit de cette affaire. D'une manière parfaitement cinématographique, mais pourtant vraie, elle narre aussi le déroulement du procès, mené tambour battant par quelques jeunes femmes avocates inexpérimentées contre une multinationale « personne morale » représentée par une tripotée d'hommes entre deux âges et volontiers condescendants. Un choc de deux mondes. On en rirait presque si l'on pouvait oublier les manigances cyniques, le financement du terrorisme, le dénigrement et la maltraitance du personnel syrien et tout l'arsenal juridico-administratif mis en place par un des plus grands industriels mondiaux pour à tout prix défendre les profits de ses actionnaires. —

Pierre Demoulin
Actes Sud, 2024, 288 p.

La Chiâle / Claire Braud

BD

Les livres de Claire Braud ne ressemblent à aucun autre et c'est tant mieux. Après les incomparables *Mambo* et *Alma* parus à l'Association en 2011 et 2013, deux ovnis aux héroïnes énergiques en quête d'émancipation, Claire Braud passait au registre autobiographique avec *La forêt* (Casterman, 2022), un livre faussement documentaire dans lequel elle racontait sa tentative de reconnexion à la nature en explorant les territoires forestiers de son enfance. Aujourd'hui, elle revient avec une bande dessinée déroutante et audacieuse au dessin singulier.
Dans *La chiâle*, il est question d'une tristesse infinie, d'un état de sidération et de trop plein émotionnel que l'on peut ressentir face aux blessures du monde, qui fait qu'une fois les vannes ouvertes, elles ne se referment plus.
Carilé, le double de l'autrice revient d'un voyage au Sri Lanka où elle a participé à un reportage sur le terrible massacre de civils tamouls de 2009. Les témoignages qu'elle y a entendus ont fait remonter en elle un déluge d'émotions et à son retour c'est un véritable raz-de-marée qui l'emporte. Carilé s'effondre en flaque, en fontaine, elle dégouline et l'eau se fait véhicule des maux de l'humanité tout entière. Mais Claire Braud ne souhaite pas que l'on s'apitoie sur son sort, et elle distille tout au long de son récit un soupçon d'humour et une bonne dose d'espoir qui font que l'on referme son livre le cœur léger ! — **Thalie Natkiel**

Dupuis, 2024, 216 p.

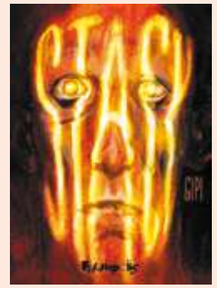
La Meuse, rives et récits

Dans ce beau coffret contenant deux livres qui racontent la Meuse, de sa source à son embouchure, les trois photographes Alain Janssens, Yves Leresche et Jean-Marie Lecomte et l'écrivain Gilles Grandpierre nous emmènent sur le bord de ce fleuve aux mille visages, long d'environ 950 km, dans le sillage de celles et ceux qui le bordent et le vivent au quotidien. Un voyage au fil de l'eau, des berges et des regards, pour vivre la Meuse dans toutes ses dimensions. —

Noires terres, 2024, 368 p.

Stacy / Gipi

Gipi est un auteur discret qui construit, depuis vingt ans, une œuvre exigeante, sensible et humaniste. *Stacy* ne fait pas exception à la règle, qui parvient à transformer une mésaventure personnelle de l'auteur en un récit dérangeant et déstabilisant. En deux mots : il y a quelques années, après un strip satirique publié sur Instagram où il interrogeait, peut-être maladroitement, l'expression « on vous croit » apparue avec le mouvement MeToo, Gipi a dû faire face à ce qu'on appelle un *shitstorm* sur les réseaux sociaux, avec calomnies, appels au retrait de ses livres et à l'interdiction de publier, et menaces physiques. Du choc subi et de ses questionnements face à la violence disproportionnée dont il s'estimait victime, venant par ailleurs de sa propre famille politique, Gipi a tiré une bande dessinée qui met en scène le déraillement d'un homme, mais aussi d'une société dont les travers sont amplifiés par la puissance des réseaux sociaux.



Dans *Stacy*, un scénariste en vue ayant travaillé sur les tueurs en série, donne de lui, pendant une interview, une image catastrophique qui ruine sa réputation, tant personnelle que professionnelle. Ses ruminations en deviennent obsessionnelles. Il apparaît hanté par un démon intérieur, le poussant à la rancœur et à la vengeance, et incapable d'une remise en question, d'une compréhension de ses propres torts. Il cherche à regagner sa place dans un milieu hypocrite et empêtré dans des contradictions. Gipi montre cet homme sans complaisance, sa face sombre, sa lâcheté, et il n'a pas davantage de considération pour le monde autour de lui. La grande force de cet étrange récit est de surimposer au délire d'un homme, la brutalité paradoxale d'une société en transformation, avide de justice et d'égalité, où l'on prend enfin à bras le corps les rapports de domination et les violences faites aux femmes, mais toujours pétrie de stéréotypes véhiculés par la télé-réalité, et où s'imposent les jugements sans appel que les réseaux sociaux favorisent, et l'injonction plus ou moins intériorisée d'apparaître toujours sans tache, irréprochable et radical.
Il règne dans ce livre important une confusion, et parfois une opacité, entretenues par l'auteur, pour mieux nous inciter, d'accord ou pas avec lui, à y lire nos propres actions, nos propres contradictions, nos propres démons. **— Ph.M.**
Futuropolis, 2024, 256 p. Traduit de l'italien par Hélène Dauniol-Remaud.

De l'injustice et des poupées russes

LA RITOURNELLE
par Philippe Marczewski ,
Il a été chercheur et libraire.
Il est pour le moment auteur. De *Quand Cécile* (Seuil, 2024) et lauréat du Prix Rossel 2021 avec *Un corps tropical* (Inculte).

Je suis un enfant de la classe ouvrière. Est-ce pour cela que les usines m'ont toujours paru des territoires fantastiques et monstrueux, semblables à des villes inconnues cernées de murailles ? Qui est de passage n'y pénètre pas. Le visiteur forclos n'en perçoit que le sortilège des fumées, des bruits et des odeurs, les nuages de poussière et quelques tuyauteries emmêlées comme des runes illisibles.
Ainsi des hauts-fourneaux qui enflammaient la Meuse de mon enfance, et dont un seul subsiste, à jamais éteint, comme un gisant sur sa propre tombe. Ainsi de l'usine où travaillait mon père, ses murs de briques, son lourd portail que presque jamais je ne voyais ouvert, et, au fronton, son engrenage géant moulé dans le ciment. C'est un supermarché, aujourd'hui.
Certaines usines plus modernes ont un mystère différent — opaque, ne laissant rien deviner. L'usine AUDI à Forest, par exemple. Gigantesque bloc rectangulaire aux murs aveugles. Pas de torchères lançant leurs flammes au ciel. Pas de silos pleins de composants secrets. Pas de citernes à demi rouillées. Son aspect est curieusement neutre, sans autre identité qu'un logo reconnaissable. Elle ressemble, de l'extérieur, à un immense hangar très propre, et ce pourrait être un dépôt de livres ou une halle commerciale qu'on n'en serait pas surpris.
Elle s'impose dans le paysage : l'ensemble du site occupe cinquante hectares (15 % de la surface de la commune). Ça lui donne des allures de place forte, comme autrefois les châteaux avec leurs murailles, leurs douves, et leur seigneur possédant droit de vie et de mort sur les serfs et les gueux alentours.
Difficile en la voyant d'imaginer que c'en sera fini le 28 février 2025 : on ferme, Messieursdames ! Deux mille six cents personnes vont perdre leur emploi.
Un plan social a été négocié — ou plutôt, arraché par la grève et l'occupation — et les travailleurs qui le souhaitaient ont repris le travail en septembre, pour quelques mois de salaire jusqu'à la fin annoncée.
Enfin, 2600 personnes… Ça, c'est sans compter tous les *autres*.

Les *autres*, ils se sont réinstallés devant l'entrée de l'usine.
Avec des barrières nadar, des banderoles, des drapeaux. Un tas de bois et de grands feux dans des bidons, pour se réchauffer, ou pour attirer l'attention. Sous des tonnelles, il y a deux petits canapés en cuir qui ont beaucoup vécu, une table, quelques chaises. Ils sont un petit groupe, à se protéger de la pluie, assemblés dans ce salon de fortune.
Les *autres*.
C'est-à-dire les ouvriers employés par les entreprises sous-traitantes. Il y a là quatre entreprises représentées, en charge de la logistique, de certains équipements, ou de l'emballage des véhicules neufs, par exemple. Environ 500 personnes, qui travaillent dans l'enceinte de l'usine. C'est trompeur, ce nom de sous-traitant. On imagine la petite PME familiale. En réalité, ces entreprises sont elles-mêmes des multinationales, qui travaillent pour le groupe Volkswagen partout dans le monde. La plus grosse s'appelle Imperial Logistics, fondée en 1948 à Johannesburg. Son chiffre d'affaire mondial était, en 2021, de 52 milliards de dollars, pour 800 millions de bénéfices avant impôt.

« La violence sociale, ça s'emboite comme une poupée russe. De toute façon, dit-il, quand le PDG du groupe a été invité par le Premier Ministre pour venir sur place, il n'a même pas répondu. Rien n'oblige, il est vrai, le seigneur du château à rendre visite aux gueux. »

À Forest, l'usine Audi est l'unique client de ces sociétés. Puisqu'elle ferme, il n'y aura plus de travail. Tout le monde dehors, là-aussi.
S'ils sont là, les *autres*, c'est parce qu'ils sont les dindons de la farce — les derniers des derniers. Leur sort ne préoccupe pas grand monde.
La loi sur les licenciements collectifs (dite loi Renault) n'impose pas qu'un plan social négocié pour une entreprise qui ferme s'applique aux travailleurs en sous-traitance. Ni aux intérimaires. Ni aux fournisseurs. Ils en sont, dans les faits, exclus. Les ouvriers qui se massent sous la tente ne bénéficieront donc pas du plan négocié pour les salariés de l'usine. Pour eux et leurs collègues, ce sera le licenciement sec au 28 février, point barre.
Il y a beaucoup de colère, dit-il. Elle ne sera pas contenue très longtemps.
Il a soixante ans. Il est délégué syndical dans une de ces boîtes. Dans le gobelet en plastique posé devant lui, le liquide brunâtre, dont on ne peut deviner s'il est thé ou café, semble froid depuis longtemps déjà. Il parle volontiers. Il sait que personne ne sait vraiment de quoi il retourne, et la presse n'en dit presque rien.
Un salarié d'une de ces entreprises sous-traitantes est payé net, dit-il, 7,50€ de moins par heure qu'un salarié Audi. Dans son cas, c'est comme ça depuis 2006. Avant, la société était une filiale de Volkswagen. Mais elle a été sortie du groupe. Depuis, les ouvriers ne bénéficient plus des mêmes conditions que les ouvriers Audi.

— Philippe Marczewski

Le calcul est facile à faire, dit-il. 7,50 € fois 7h30 par jour, fois 22 jours par mois, fois 12 mois par an, fois 17 ans. Ça fait 252 450,00 € par travailleur économisés par VW, rien qu'en salaire net. Et il faudrait compter en brut. Plus les primes, les assurances, etc. À multiplier par quelques centaines de travailleurs.
Ils ont fait un profit énorme, et nous, on n'a droit à rien.
Comme si sous-traitant, ça voulait dire sous-travailleurs, dit-il encore. Moins de salaire, moins de droits, moins de soutien.
En avril, avant même d'annoncer la fermeture, Audi a supprimé près de 400 postes intérimaires, pour ne pas avoir à les prendre en compte dans une procédure Renault. Eux non plus n'ont droit à rien. Et il y a encore des sociétés de nettoyage, de gardiennage ou de cantine. Sans même parler des commerces dans les environs de l'usine.
Sa voix est calme. Il dit qu'il y a toujours de l'espoir, même ténu, d'obtenir quelque chose. Enfin, peut-être. Tout cela était prémédité depuis bien longtemps, soupire-t-il, mais on n'a pas voulu y croire.
Il dit qu'il n'y a pas de solidarité, de toute manière. La stratégie du groupe a été de diviser les travailleurs, puis de jouer les uns contre les autres. Aux ouvriers Audi, on a laissé entendre que prendre en compte les *autres* affaiblirait les conditions du plan social.
Maintenant qu'ils l'ont obtenu, ils laissent les sous-traitants se débrouiller. Les syndicats allemands sont associés à la gestion du groupe, ils sont mouillés dans la course au profit. Déjà on a construit une usine au Mexique, où les salaires seront encore plus bas.
Il faudrait une volonté politique, dit-il. Ce n'est pas près d'arriver. Ils vont réduire la durée du chômage. À soixante ans, il ne sait pas comment il va vivre jusqu'à la pension.
La violence sociale, ça s'emboite comme une poupée russe.
De toute façon, dit-il, quand le PDG du groupe a été invité par le Premier Ministre pour venir sur place, il n'a même pas répondu. Rien n'oblige, il est vrai, le seigneur du château à rendre visite aux gueux. –

Les nouvelles d'Imagine

Son dernier numéro : merci David Cauwe !

Ce 163e numéro d'*Imagine* est le dernier mis en page par notre fidèle et talentueux graphiste, David Cauwe. Collaborateur du magazine dès sa création en 1996, il a réalisé avec l'Agence A3 d'abord, en solo plus tard, près d'une centaine d'éditions. Pendant toutes ces années, il a été l'âme graphique et esthétique de notre média. En donnant à ce bel objet de papier une forme élégante et épurée. Avec un sens affûté de l'information et l'art de concevoir des éléments visuels originaux et harmonieux. Enseignant aux Beaux-Arts de Liège, artiste et relieur, David a décidé de se recentrer sur ses activités pédagogiques et ses projets personnels. L'équipe d'*Imagine* le remercie très chaleureusement pour ces années de compagnonnage et son talent immense au service de notre projet *slow press* !

Imagine Live

Soirée vivante et chaleureuse le 14 novembre dernier, au Trakks à Namur, en présence d'une centaine d'invités, où l'équipe d'*Imagine*, en partenariat avec iES!, l'incubateur de l'économie sociale en Wallonie, a proposé la 1ère édition d'*« Imagine Live, le média belge de l'info constructive se raconte »*. Un voyage en récits et en musique, avec la compositrice et musicienne Aurélie Dorzée, à travers différents contenus du magazine. Sur les traces du Condor des Andes menacé, dans les cantines bio, dans les coulisses de notre enquête sur le circuit de F1 à Spa Francorchamps… Un moment suspendu de journalisme vivant et incarné.

Imagine COOP
Boulevard Frère Orban 35A (1er étage), 4000 Liège
Tél : + 32 (0)4 380 13 37
info@imagine-magazine.com

—

Fondateur **André Ruwet**

—

Rédacteur en chef **Hugues Dorzée**
hugues.dorzee@imagine-magazine.com

—

Journalistes
Laure de Hesselle
ldh@imagine-magazine.com
Sarah Freres
sarah.freres@imagine-magazine.com
Christophe Schoune
christophe.schoune@imagine-magazine.com
Vincent de Lannoy
Vincent.delannoy@imagine-magazine.com

—

Directrice d'Imagine COOP **Sarah Jonet**

—

Chargée administrative et financière
Pascale Derriks
info@imagine-magazine.com

—

Chargée de développement & marketing : **Fanny Dion**

—

Création maquette, mise en page
David Cauwe, david@davidcauwe.be

—

Relectrice : **Sophie Weverbergh**

—

Community manager : **Charlotte Renkin**

—

Partenaires CNCD-11.11.11
Arnaud Zacharie, Frédéric Lévêque, Nicolas Van Nuffel

—

Ont collaboré à ce numéro :
Aurélie Demesse, Nicolas Dyckmans, Raphaël Stevens, Pablo Servigne, Olivier De Schutter, Nadid Belaatik, Arnaud Zacharie, Gaëlle Jeanmart et Philippe Marczewski

—

Illustrations : **Julie Graux, Kanar**

—

Régie publicitaire Imagine
fanny.dion@imagine-magazine.com,
04 380 13 37

—

Impression **Kliemo (Eupen)**

RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C107604

—

Routeur
Access, Parc industriel des Hauts-Sarts 25, rue d'Abhooz, 4040 Herstal (Belgique)
04 256 50 03

—

Distribution : **Tondeur Diffusion**

—

Editrice responsable
Sarah Jonet, 53, rue de l'Académie, 4000 Liège / Belgique

—

Imagine Demain le monde est un trimestriel belge francophone qui traite des questions d'écologie, de société et de solidarités internationales. Il paraît quatre fois par an (janvier, avril, juillet, octobre). Créé en 1996, ce média libre est constitué en coopérative de presse à finalité sociale (Imagine COOP).

—

Clôture de ce numéro le 19 décembre 2024.
Le prochain numéro sortira de presse début avril 2025.

—

Nos partenaires

CNCD 11.11.11
Belgique
partenaire du développement

imagine
DEMAIN LE MONDE
SLOW PRESS

Pour vous abonner :

- www.kiosque.imagine-magazine.com
- abonnements@imagine-magazine.com
- 04 380 13 37
- Compte bancaire : BE10 7320 7178 5004 (CBC)

Réduction :

−5 €

pour les étudiant·es, les enseignant·es, les chômeur·euses, les pensionné·es et les BIM.

Découvrez nos abonnements

Abonnement papier

65 € /an

4 numéros + 1 hors-série en version papier, livrés directement dans votre boîte aux lettres

Abonnement digital

60 € /an

4 numéros + 1 hors-série en numérique + Accès à nos contenus audios (podcasts et chroniques sonores)

Abonnement combiné

90 € /an

4 numéros + 1 hors-série en version papier et numérique + Accès à nos contenus audios et archives

S'abonner ou offrir *Imagine* c'est :

* **Prendre le temps de bien s'informer**
* **S'extraire des sollicitations constantes**
* **Soutenir un média vivant, libre et constructif**

www.imagine-magazine.com

9 771782 075630

COCITER Fournisseur d'électricité locale et citoyenne depuis 10 ans !